

Rendez-vous sud-africain

« La grande kermesse commerciale », a déclaré un célèbre commentateur sud-africain, M. Willem Kiehnans, après l'annonce, jeudi 21 novembre, de la prochaine ouverture de négociations pour l'établissement d'une nouvelle Constitution qui devrait consacrer la fin de l'apartheid. Le gouvernement du président De Klerk, le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela, et le parti Inkatha, à dominante zouloue, viennent en effet de se mettre d'accord pour entamer, les 20 et 21 décembre, des discussions sur la réforme des institutions politiques du pays, et ils l'ont fait savoir dans des communiqués, en termes presque identiques.

Mais l'identité de vues s'arrête là, pour le moment. Certains aspects doivent être encore clarifiés et approuvés, ont précisé les parties en cause, en indiquant qu'une réunion préparatoire a été convoquée pour le 29 novembre. Nul ne sait, au juste, à qui seront envoyées les invitations. Du côté de l'ANC, on laisse entendre que vingt-deux formations seraient prêtes à participer aux négociations. Nul ne sait, non plus, où se tiendront ces assises déterminantes pour l'avenir de l'Afrique du Sud. Le Congrès panafricainiste (PAC) souhaite qu'elles aient lieu en terrain neutre, hors du pays.

UNE conférence multipartite pour quoi faire? L'ANC a toujours dit qu'il était favorable à la formule d'une assemblée constituante élue au suffrage universel et ne s'est rallié que du bout des lèvres à l'idée d'un grand forum où se retrouveraient toutes les formations qui ont, aujourd'hui, pignon sur rue. Le Parti démocratique, qui rassemble les Blancs libéraux, a récemment proposé un compromis : la conférence fixerait les nouvelles règles du jeu constitutionnel, puis une assemblée élue serait chargée de les mettre sur le papier.

« Je m'attends à de gros problèmes », a lancé M. Kiehnans, sans courir grand risque de se tromper. Entre les trois principaux acteurs du jeu sud-africain, les divergences et la méfiance persistent, même si, au fil des jours, un certain pragmatisme les ont tempérées.

POURTANT, l'ANC n'a jamais rompu le dialogue - en dents de scie - avec le gouvernement, et l'a même entamé avec l'Inkatha, son rival de toujours. Démarche d'autant plus hésitante que, depuis 1984, les affrontements entre ces deux mouvements nationalistes se sont soldés dans les cités noires par la mort de quelque onze mille personnes.

L'adoption d'une nouvelle Constitution n'est pas pour demain, et les pourparlers donneront lieu - à l'exemple du processus de paix au Proche-Orient - à d'innombrables rebondissements, faits d'espoirs et d'inquiétudes. Mais il reste que, en dépit des appréhensions, rendez-vous a été pris. Chacun a fini par admettre qu'il n'y avait pas d'autre voie que le dialogue pour sortir l'Afrique du Sud de l'état de malheur dont parle M. Nelson Mandela. Et le président de l'ANC vient, à cet effet, de lancer un appel à la réconciliation nationale, « seule solution alternative à l'anarchie, au chaos et à plus de violence ».

M0146 - 1125 0 - 6.00 F



En choisissant Washington comme lieu des négociations

Les États-Unis placent Israël devant le fait accompli

Les États-Unis ont proposé officiellement, vendredi 22 novembre, aux Israéliens et aux Arabes de reprendre les négociations de paix bilatérales à Washington, à partir du 4 décembre. La Jordanie a aussitôt accepté, mais le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, mis devant le fait accompli, a affirmé qu'il n'était toujours pas d'accord sur le lieu de la réunion. Les Palestiniens et les Syriens ont eux aussi réservé leur réponse.

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est la méthode du fait accompli. A l'issue de la première phase de la conférence de paix sur le Proche-Orient réunie à Madrid au début du mois, les États-Unis avaient laissé trois semaines aux Arabes et aux Israéliens pour s'entendre sur le lieu et la date de leur prochaine rencontre. Comme ces derniers en ont été parfaitement incapables et n'ont, semble-t-il, pas eu le moindre échange depuis Madrid, le département d'État a tranché, annonçant, vendredi 22 novembre, que les deux coprésidents de la conférence, l'URSS et les États-Unis, avaient lancé les invitations pour une deuxième phase de pourparlers bilatéraux israélo-arabes, le

4 décembre à Washington. Ce lieu ne plaît à pratiquement aucun des protagonistes du conflit - à l'exception de la Jordanie, - qui entendent toujours en discuter avec les États-Unis avant de donner leur accord définitif. Mais, comme cela avait été le cas avant la réunion de Madrid, les États-Unis partent sur le fait que ni les Arabes ni les Israéliens ne prendront le risque de leur dire non.

Après deux jours de session plénière inaugurée, la conférence de Madrid était entrée dans sa deuxième phase le 3 novembre, avec une série de pourparlers bilatéraux tenus dans trois « forums » séparés : israélo-palestino-jordanien, israélo-syrien et israélo-libanais.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 4

L'autorité de M. Franjo Tudjman contestée

Les revers militaires accentuent les divisions entre Croates

Le dirigeant du Parti du droit (ultranationaliste), M. Paraga, qui avait accusé le président Tudjman d'avoir « abandonné » Vukovar, a été arrêté, vendredi, à Zagreb. Cette décision témoigne des divisions qui s'accroissent en Croatie après les revers militaires. Le médiateur européen, Lord Carrington, l'ambassadeur de l'ONU, M. Cyrus Vance, devaient rencontrer samedi, à Genève, de hauts responsables serbes et croates et de l'armée fédérale.

ZAGREB

de notre envoyé spécial

« Quand Vukovar tombera, beau coup, y compris moi, pensent qu'il faudra que Tudjman tombe aussi, car il est plus coupable que tout autre de la situation actuelle » : moins d'une semaine après les avoir prononcés (le Monde du 20 novembre), l'auteur de ces mots a été mis, vendredi 22 novembre, sous les verrous. Soumis à de violentes critiques, ici, pour la perte de Vukovar, tombée mardi dernier après un siège de trois mois, le président croate, M. Franjo Tudjman, a décidé de faire arrêter son principal détracteur, M. Dobroslav Paraga, président du Parti du droit (HSP), formation d'extrême droite disposant d'une milice, le HOS, forte de plusieurs milliers de com-

battants. Il a ainsi pris le risque de déclencher une guerre ouverte et d'affaiblir son propre camp en plein conflit.

« Complot » contre l'Etat, « conspiration » contre l'ordre constitutionnel : les mots circulaient depuis quelques jours, lâchés par le pouvoir pour tenter d'endiguer la vague d'accusations - avoir, en substance, abandonné Vukovar en ne ravitaillant pas ses défenseurs - qui a déferlé sur lui au lendemain de la chute de « Selingrad croate ». Semaines après semaines, Vukovar, attaquée, bombardée quotidiennement mais tenant bon contre l'armée de Belgrade et les irréguliers serbes, avait été mythifiée.

YVES HELLER

Lire la suite et l'article de JOSÉ-ALAIN FALON page 3

Le Mexique à l'heure continentale

Assainissement financier et ouverture des frontières ont donné un coup de fouet au développement

MEXICO

de notre envoyé spécial

Dimanche, dans la ville-musée de San-Miguel-de-Allende, en plein cœur du Mexique colonial, le Zocalo, la place centrale, est noir de monde. On laisse sa voiture, alors que la durée du stationnement, à en croire les panneaux, est sévèrement réglementée? Il est heureusement des accommodements avec le ciel : le policier de service nous conseille d'aller nous mettre un peu plus loin : « Là, dit-il, le temps est dissimulé ». Un tel mot ne s'invente pas. Pour poétique qu'il soit, il est, hélas! révélateur

d'un état d'esprit dont la réputation du pays a longtemps souffert auprès de ceux qui envisageaient d'y faire des affaires. Aujourd'hui encore, la réponse la plus fréquente à toute requête est le classique « ahorita », qui est en quelque sorte un diminutif de « tout de suite ». Mais un diminutif qui invite surtout, en pratique, à n'être pas trop pressé. Après tout, on est sous les tropiques, et l'indolence y est portée avec trop de grâce pour ne pas mériter, à l'occasion, quelque indulgence. Ce n'est pas la meilleure manière d'arracher le pays au sous-développement dont il s'est trop longtemps contenté. Eku de justesse il

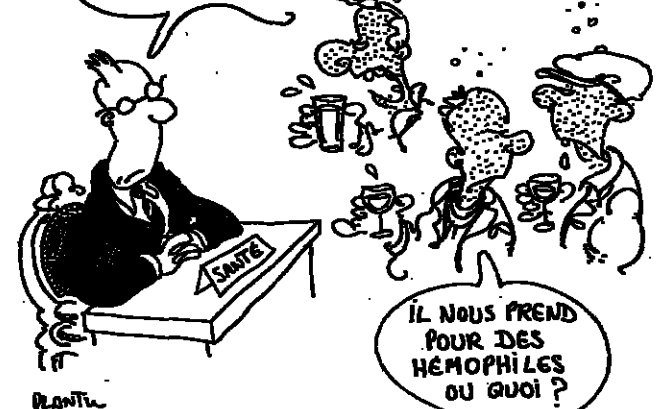
y a trois ans, le président Carlos Salinas de Gortari, quarante-trois ans, le regard perçant, avec une calvitie et une moustache de jais à rendre jaloux Michel Blanc, en est le premier convaincu. C'est dans tous les domaines qu'il a entrepris de secouer vigoureusement les colonnes du temple, à l'ombre duquel il faisait bon s'abriter. Il s'agit de liquider officiellement l'héritage, à vrai dire un peu oublié, de la guerre civile d'il y a soixante-cinq ans en reconnaissant l'Eglise catholique et en renouant avec le Vatican.

ANDRÉ FONTAINE

Lire la suite page 5

Pollution de l'eau à Amiens

IL Y A DES RESPONSABLES, MAIS IL N'Y A PAS DE COUPABLES!



Lire nos informations page 8

L'impossible opéra

« Hyperion », de Bruno Maderna, au Festival d'Automne : lyrisme des années 60

par Anne Rey

Violoniste prodige, chef d'orchestre boulimique, professeur de Luigi Nono, bouillant défenseur de Monteverdi et de Purcell, fondateur avec Luciano Berio d'un studio de phonologie musicale, un pied à Munich, l'autre à Milan, une idée par minute pour réformer les mœurs musicales de son temps, compositeur torren-tueux et vif-argent, Bruno Maderna s'est brûlé les ailes en 1973, à cinquante-trois ans, au grand soleil de son impatience et de ses passions. Pour avoir trop rêvé aux radieux héros de la mythologie grecque, pour s'être heurté aux médiocrités incurables de la nature humaine, Friedrich Hölderlin, lui aussi, baissa tôt les armes et trouva refuge, en 1804, à trente-quatre ans, dans

la folie balbutiante. L'un en plein Siècle des Lumières, l'autre au plus fort des combats esthétiques et idéologiques de l'après-guerre, Hölderlin et Maderna dialoguent obscurément.

Pendant cinq ans, de 1963 à 1968, Maderna n'a pas cessé de prendre la parole pour composer diverses pièces, vocales, instrumentales, orchestrales, électro-acoustiques, dans l'unique sillage d'Hyperion, roman initiatique qu'Hölderlin avait mis, lui-même, plus de cinq ans à achever. Remis au moins deux fois sur le métier puis laissé dans un volontaire désordre à la liberté des interprètes - à eux d'y déterminer leur trajet - « Hyperion de Maderna est, plus encore qu'une « œuvre ouverte », un assemblage chaotique, inégal et brillant de musique pure.

Lire la suite page 15

France-Afrique : une nouvelle forme de coopération militaire

La France ne jouera plus au « Père Noël » en matière de coopération militaire avec, notamment, l'Afrique. Elle va privilégier des opérations sélectives. Trois directions retenues : une diminution des forces locales, en aidant à la reconversion civile des soldats ; une formation sur place des personnels invités à suivre les cours d'écoles inter-africaines ; l'envoi de gendarmes et de policiers français pour conseiller les dirigeants dans la mise sur pied de formations disciplinées et respectant l'accès de ces pays à la démocratie.

Lire page 13 l'article de JACQUES ISNARD

« Le Grand Jury RTL-Le Monde » M. Jacques-Yves Cousteau, invité dimanche à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20

THESAURUS Larousse

DES MOTS AUX IDEES



Un trésor inépuisable de mots et d'idées...

... pour ne jamais en manquer

* INCONTOURNABLE Le nouvel outil original d'expression et de création indispensable pour rédiger et faciliter la conceptualisation et l'association d'idées.

هذا من الأصل

2 Le Monde • Dimanche 24 - Lundi 25 novembre 1991 •

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.908 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Philippe Dupuis, directeur général
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc : MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-76-77. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média 8122 Sapey SA

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-0377

PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Tapes LEMONDE
ou 35-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS monnaie CEE
3 mois	468 F	572 F	798 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 590 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie

PP Paris PP 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Gully
directeur de la gestion
Maurice Loubert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Jacques Amalric
Thomas Farniez
Philippe Herrenn
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
André Laurens (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a cent soixante ans

La révolte des canuts



Illustration de Louis Blanc, vers 1880.

DANS le geste ouvrier du dix-neuvième siècle, la révolte des canuts lyonnais en 1831, occupe une place exceptionnelle. D'un côté, elle prend appui sur d'anciens métiers, ceux de la soie, dont Lyon est la capitale, des métiers traversés de longue date par bien des tumultes. Dès 1786, des travaux bien informés reconnaissent que « c'est principalement au bas prix de la main-d'œuvre que les fabriques de Lyon doivent leur étonnante prospérité ». Les ouvriers y voyaient la source d'un « vice dans l'Etat » dès lors que cette situation les réduisait à « la plus affreuse misère » : émeutes, pendaisons de meneurs, révocation au bout de trois semaines des satisfactions accordées aux travailleurs, avaient marqué les journées d'août 1786.

Par ailleurs, l'insurrection de 1831 s'insère dans la vague de « coalitions » que les journées de juillet et la chute de la Restauration, porteurs d'espérance, avaient amplifiée à Paris comme en province, même si la structure de la fabrique lyonnaise confère à ces mouvements un caractère original. Enfin, par la simplicité et, en quelque sorte, la pureté de ses objectifs, par la reconnaissance assez générale de leur bien-fondé, par l'étendue, en un premier temps, de son succès et l'étrange défaite ou elle va s'engloutir, la révolte des canuts est longtemps apparue comme emblématique de l'entrée du prolétariat sur la scène sociale française.

Qu'en fut-il ?

Les Trois Glorieuses ouvrières

Le 21 novembre 1831, à l'aube, des groupes d'ouvriers parcourent les rues de la Croix-Rousse, cette colline laborieuse campée au bord de la Saône. Ils entrent dans les ateliers où battent les métiers à tisser pour appeler chefs d'atelier et compagnons, des « ouvriers » comme eux selon le langage du temps, à cesser le travail et à se joindre à eux. C'est la grève. En bas de la montée de la Grande-Côte, un cortège se heurte à une légion de la garde nationale. Les fabricants qui la composent tirent : une dizaine de morts. « Aux armes ! » La Croix-Rousse se hérise de barricades. L'insurrection des canuts a commencé. Dans la soirée, les insurgés relâchent le préfet, venu les haranguer, contre la promesse qu'il ouvrira à un cessez-le-feu. Difficile car, sur décision du général Roguet, la cavalerie et les troupes de ligne occupent la ville.

Tôt dans la matinée du 22, après diverses provocations, les canuts descendent dans la ville et pillent les boutiques d'armurerie pendant que les ouvriers des autres faubourgs parviennent à rejoindre leurs frères. De nouvelles barricades s'élèvent. Le tocsin sonne. La garde nationale bourgeoise se défend mollement, souvent, on la désarme. Les troupes reculent. Dans la nuit du 22 au 23 l'armée se replie vers le nord de Lyon en perdant beaucoup d'hommes. Le 23 au matin, les canuts sont maîtres de la capitale des Gaules.

Qu'est-ce à dire ? Le pillage, tant redouté par les riches ? Pas du tout : un profond respect des personnes et des propriétés : les rares voleurs sont fusillés sur-le-champ. Un gouvernement municipal provisoire ? La proclamation, signée de quelques tisseurs connus et de quelques républicains, qui appelle, le 23, à la tenue d'assemblées primaires pour constituer, avec « toutes les corporations », une nouvelle municipalité, est désavouée le lendemain par son signataire le plus populaire, Lacombe. Et si le maire doit composer, « vu l'urgence », avec les insurgés en nommant un de leurs dirigeants, Buisson, chef d'état-major des gardes nationaux, le préfet Bouvier-Dumolard choisit de collaborer avec lui. Il utilise sa réputation de « père des ouvriers » pour les appeler, efficacement, à faire confiance aux magistrats, pour prêcher « l'oubli du passé », « l'union » et « la fraternité », à l'instar de l'Echo de la fabrique, le journal des chefs d'atelier.

L'ordre social va-t-il se rétablir sans douleur ? Paris ne l'entend pas ainsi. Bien titillé par le Journal des débats, le roi place le maréchal Soult à la tête des troupes chargées par le président du conseil, Casimir-Périer, de mettre en œuvre la restauration du passé. Le 3 décembre, trente mille hommes occupent Lyon sans combat : des paroles de paix les précèdent et les escortent. La garde nationale ouvrière est dissoute. Leurs livrets sont retirés à tous les ouvriers et ne leur seront rendus que sur certificat de bonne conduite : aux autres, le vagabondage ou l'expulsion hors du territoire national. Les républicains ou les légitimistes sont mis sous les verrous. L'ancien maire, Prunelle, retrouve sa ville. Sur tout : le « tarif » est aboli.

De quoi s'agit-il ? Le tarif est un barème des prix à façon, une revendication traditionnelle des chefs d'atelier - ils sont quelque sept mille à huit mille dans la fabrique de soie lyonnaise, pro-

exclusivement d'ouvriers et ouvrières de la soie. Ils s'installent dans de vastes casernes de six étages qui regardent de haut les rues étroites, les cours obscures. Même si les logements sont moins malsains qu'autrefois - la hauteur des métiers Jacquard exige des cubages d'air non négligeables - le surpeuplement est extrême : la population a doublé en vingt-cinq ans. Cette concentration géographique fait de la Croix-Rousse comme une immense usine. Elle rend possible le rite des jours de fête, l'entraide populaire en période de détresse, la circulation rapide des nouvelles et l'aptitude à la riposte collective.

D'autant que le contraste est vif, non pas tant avec les autres faubourgs ouvriers, les Brotteaux, la Guillotière, séparés pourtant par le Rhône, mais avec la ville des fabricants et du pouvoir qui s'étale au pied de la colline. Une cité aux larges espaces - les quais, les places que les colonnes de manifestants savent occuper - une cité pieuse où les réceptions de charité se multiplient pour « soulager la misère », une ville où les hommes du juste milieu font la loi : contre la vie chère, foin du tarif destructeur du libre contrat.

Le souvenir de 1789 et 1793

On nuancera les jugements portés sur la culture politique et sociale dans laquelle baignent les Trois Glorieuses. Lutte de classes ? Sans doute. Tout se joue autour du tarif. Ouvriers contre fabricants, négociants plutôt, des « aînés » qui ne prennent aucun risque et qui empêchent les bénéfices. Au reste, d'autres métiers accourent : c'est bien la classe. Pourtant les opacités, signes de l'époque, ne manquent pas. Les chefs d'atelier ne partagent pas tous la même misère : deux métiers, six métiers, ce n'est pas la même chose. Puis les compagnons, ceux qui n'ont rien, commencent à peine à esquisser une organisation autonome : c'est en octobre 1831 que s'ébauche la Société des compagnons ferrandiers - la ferrandine, un vieux mot pour désigner un tissu de soie tréfilé de laine.

Comment imaginer enfin l'imaginaire ouvrier de concorde et de paix civile qui s'impose à Lyon dès le troisième et le quatrième jour d'une sanglante insurrection ? Certes, l'armée s'est retirée et le préfet est aimé des travailleurs :

« Remercions la Providence avec le juste respect. Qui pour le bien a-t-on fait ? Il mérite récompense. Puisqu'il a fait respecter. L'homme et sa propriété ».

dit une complainte au profit des victimes chantée sur l'air de *Marché de Saxe*. Assurément, le catholicisme n'est pas à Lyon, l'appareil des riches, et les prédicateurs saint-simoniens venus s'adresser en mai à des milliers d'auditeurs avaient crié bien haut qu'ils n'entendaient agir que par « la force morale ». Sur tout, comme en 1786, pour le tarif, vivent toujours dans le souvenir de 1789, de 1793, de l'adhésion toujours au culte de la sainte égalité, l'égalité des droits. Abattez les riches, s'emparer à leur place du pouvoir ? Non. Les obligés à traiter les ouvriers comme des êtres humains qui ont des droits ? Oui. « Regardez moi, je suis un homme comme vous », s'écrit un correspondant de l'Echo de la fabrique. Sur le même ton, l'ouvrier imprimeur Jean-François Barrand s'adressera quelques mois plus tard au directeur des

Débats : « Les ouvriers (...) ne sont point des esclaves (...) Les chefs de fabrique ne sont point la comme les planteurs des colonies ». Tous citoyens, même quand tous n'ont pas les droits politiques. On comprend dès lors pourquoi, dès que la conquête de la ville eut donné aux insurgés l'assurance que, avec l'aide du bon préfet, l'aide de l'Etat - né en somme de la révolution de juillet - la justice, en d'autres termes le tarif négocié, serait rétablie, l'insurrection cessa de gronder.

Illusion. Le roi et Casimir-Périer avaient choisi autrement : contre le préfet, un bourgeois lui aussi, et contre les canuts. Les « honnêtes gens » les en blâment. Il s'agit, comme l'écrivirent les Débats, « du salut de la société ». Mais par leur courage jugé viril, les canuts avaient brisé l'isolement, ce grand risque de la corporation ouvrière. L'acquiescement des prévenus, lors du procès de Riom, en juin 1832, allait révéler qu'un jury pouvait estimer leur attitude « juste et raisonnable ». N'avaient-ils pas, en outre, inventé ce slogan si simple, tissé d'ombre et de soleil : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant » ? « Voilà, voilà l'ouvrier de Lyon » : ce refrain chanté par les canuts en 1831, ce message transmis par Hugo et Stendhal et Marceline Desbordes-Valmore, par Considérant, Louis Blanc et Karl Marx, Brumi lui donna en 1894 la tonalité confiante du « socialisme jeune-homme ». Nous avons tous entendu chanter.

« Mais notre règne arrive. Quand votre règne finira... »
MADELINE REBERIOUX

"GRAND JURY"

RTL - Le Monde

COMMANDANT

COUSTEAU

ANIMÉ PAR
HENRI MARQUE
AVEC ANDRÉ PASSERON
ET ROGER CANS (LE MONDE)
PIERRE KOHLER
ET MARC ULLMANN (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR
RTL

La guerre civile en Yougoslavie

Lord Carrington, le président de la conférence de paix de La Haye, est arrivé, vendredi soir 22 novembre, à Belgrade. Il devait y rencontrer M. Cyrus Vance, émissaire des Nations unies, pour examiner les possibilités d'un déploiement de casques bleus. Il devait s'entretenir également avec les dirigeants serbes et croates et les chefs de l'armée fédérale.

Sa visite se situe après le lancement

d'une nouvelle offensive de l'armée en Croatie, sur Osijek et sur le port de Zadar (côte adriatique). Le quotidien de Belgrade *Politika* (proche du régime de M. Milosevic), écrivait, vendredi, que l'armée devait «rapidement exploiter la fin de la bataille de Vukovar si elle veut gagner cette guerre».

À Zagreb, les observateurs de la CEE ont confirmé, vendredi, que l'armée fédérale n'avait pas autorisé, la veille, des observa-

teurs à se rendre dans le village croate de Skarbinje, près du port de Zadar, dans lequel un massacre aurait été perpétré. Citant des témoignages de réfugiés, Radio Zagreb avait annoncé que vingt-sept personnes, parmi lesquelles des femmes, des enfants et des vieillards, avaient été assassinées par les soldats fédéraux et les miliciens serbes qui s'étaient emparés, mardi, de ce petit village. (Reuters, AFP.)

ment la Bosnie-Herzégovine voisine (1941-1945 - d'Ante Pavelic, dont un portrait orne le coin supérieur droit). Outre son poids militaire, le parti de M. Paraga a élargi son audience dans une opinion radicalisée par la guerre, grâce à son discours ultra-nationaliste dont le mot «compromis» est banni.

La chute de Vukovar a procuré à M. Paraga un cheval de bataille idéal dans son opposition au président Tudjman. «La politique de Tudjman conduit les forces croates à la capitulation», a-t-il écrit l'occasion de se présenter comme un sauveur providentiel face aux revers accumulés depuis trois mois : «Le HOS essaiera, par ses propres moyens, d'obtenir un succès sur le front», confirme-t-il. A la présidence, on souligne que l'arrestation de M. Paraga - suivie de celle de l'un de ses plus proches collaborateurs, M. Milan Vukovic, trente-cinq ans, ayant longtemps vécu aux Etats-Unis - est destinée à neutraliser un homme dont «les idées sont incompatibles avec l'organisation d'une société démocratique», comme nous l'a dit M. Hrovic Sarinic, directeur de cabinet de M. Tudjman.

Un parti encombrant

Qualifiant de «fascistoides» l'idéologie dont le parti de M. Paraga est porteur, M. Sarinic a surtout mis l'accent sur l'illegalité et le côté incontrôlable du HOS, qui «refuse de se soumettre à la discipline de l'armée croate, ce qui est inacceptable et susceptible de faire de la Croatie un nouveau Liban».

Les membres de la milice de M. Paraga seront «incités» à se débarrasser de leurs symboles partisans et à intégrer pleinement l'armée croate; à défaut de quoi, a précisé M. Sarinic, «ils seront déarmés». Et, en cas de réactions violentes du HOS, «la légalité devra être respectée à tout prix», a souligné M. Sarinic, selon qui les arrestations de vendredi affaibliront peut-être provisoirement les Croates sur le plan militaire, mais les renforceront politiquement, notamment vis-à-vis de l'étranger. La Croatie, estime le collaborateur

Reste que si Vukovar a servi de détonateur, le mécontentement couve depuis déjà longtemps, alimenté par le grignotage incessant de l'armée de Belgrade à l'ombre de trêves biaisées imposées par les Européens. Cette grogne est perceptible au sein des forces croates, qui ont du mal à admettre que l'armée de Belgrade gagne constamment du terrain, ignore tous les accords de cessez-le-feu, tandis que le président Tudjman retient ses troupes au nom d'une diplomatie qui n'a, jusqu'ici, donné aucun résultat tangible, même si les milieux politiques dirigeants affichent leur optimisme quant à une prompt reconnaissance de la Croatie.

La grogne de Zagreb

«Le président Tudjman est trop naïf, trop crédule: il croit à tous les accords signés par l'armée, ce qui permet à celle-ci de les ignorer et d'avancer pendant que nous restons l'arme au pied», peut-on entendre dans la bouche d'officiers croates. Et ce, alors que la Croatie vient de conclure, vendredi soir, un énième accord - parrainé par la CEE - avec l'armée sur la levée du blocus imposé aux casernes «fédérales» dans la région de Zagreb. Cet accord, dont les autorités croates ont refusé que le texte soit rendu public avant trois jours, prévoit que ces casernes doivent être débloquées et que les unités qui y sont stationnées évacuent la Croatie avec tout leur équipement dans les deux prochaines semaines. Il garantit, en principe, que les «armes offensives» qui auront été évacuées ne seront pas utilisées dans le conflit.

Certains membres de l'état-major des forces croates en sont venus à envisager de pousser le président Tudjman à autoriser une contre-offensive, quitte à le mettre devant ses responsabilités si la situation diplomatique ne se débloque pas dans un proche avenir. «Dangeruse pour M. Tudjman, mais pas critique», selon une source proche de la présidence, la grogne de Zagreb devrait être encore nourrie par la constance avec laquelle l'armée de Belgrade pousse son avantage en Slavonie orientale, où, Vukovar à peine tombée, elle s'est immédiatement attaquée à la ville voisine d'Osijek, une cité de plus de cent mille habitants.

YVES HELLER

Défiant à la fois les autres Républiques et M. Eltsine

Le Parlement russe s'arroge le contrôle de l'émission monétaire en URSS

Le Parlement de Russie s'est arrogé, vendredi 22 novembre, le monopole de la politique monétaire et de crédit sur le territoire de la Fédération de Russie, en votant une résolution qui devrait compliquer encore les projets de réforme de M. Boris Eltsine.

Les députés ont décidé en effet que d'ici au 1^{er} janvier 1992, la Banque d'Etat de Russie se saisira de «toutes les bases matérielles et techniques de la banque d'Etat de l'URSS», la Gosbank (nos dernières éditions du 23 novembre). C'est donc la banque russe qui prendrait en charge l'émission monétaire pour les Républiques qui garderaient le rouble, la Gosbank étant réduite à un canal pour les fonds républicains dévolus au budget fédéral et au service de la dette, avec un compte ouvert auprès de la Banque d'Etat de Russie. Celle-ci devrait en outre contrôler la Banque soviétique du

commerce extérieur, la Vnechekonbank, qui doit se faire enregistrer avant le 15 décembre comme banque commerciale pour gérer la dette extérieure.

Ces dispositions étaient en gros prévues dans le paquet de décrets signés la semaine dernière par M. Eltsine, mais les députés ont décidé, à une très large majorité, que ce ne serait pas le gouvernement russe mais le Parlement qui superviserait les nouvelles activités de la Banque d'Etat de Russie. Ils ont aussi décidé que le salaire minimum, fixé par M. Eltsine à 200 roubles, se monterait à 342 roubles.

Le vote du Parlement russe intervient au lendemain des accords conditionnels sur le rééchelonnement de la dette soviétique passés entre huit Républiques les représentants du G7. Ces derniers avaient prévu que toute tentative de limiter les attributions de la Gosbank ne ferait qu'accroître encore la défiance des cré- diteurs de l'URSS.

A l'issue de sa visite en Allemagne

Le président Eltsine promet des avantages aux investisseurs étrangers

BONN

de notre correspondant

La visite du président de Russie en Allemagne, qui s'achève samedi 23 novembre, est loin d'avoir répondu à toutes les questions que l'on se posait à Bonn sur sa gestion politique. Avant de se rendre au quartier général des forces soviétiques, qui doivent quitter l'ex-RDA d'ici à 1995, M. Boris Eltsine avait, vendredi à Cologne, longuement plaidé devant un forum de cinq cents responsables économiques allemands réunis par le comité «est» du patronat favorable à un engagement accru en Russie. Il a réaffirmé que son gouvernement se portait garant des engagements financiers et de la dette extérieure de l'ex-URSS et a assuré que son programme de libéralisation de l'économie donnerait toute latitude aux entrepreneurs étrangers de travailler en Russie et qu'ils y disposeraient de nombreux avantages.

Prévoyant une phase difficile dans la première moitié de 1992, il a

affirmé : «D'ici à l'automne prochain, ou nous survivrons, ou nous échouons. Si nous échouons, toute l'Union échouera et cela secouera le monde entier.» Son appel a été accueilli avec prudence. L'Allemagne est prête à renforcer sa présence, mais d'abord sur le plan de l'organisation. La déclaration commune signée jeudi prévoit la mise en place en Russie de bureaux économiques allemands. Mais le président du comité «est», M. Wolf von Ammon, vieux routier des relations germano-soviétiques, a souligné devant son hôte que les Républiques devaient d'abord relever les manches et commencer à s'engager dans le système économique mondial avant d'espérer intéresser les investisseurs.

Le président de la fédération de l'industrie, M. Heinrich Weiss, avait mis en garde jeudi contre toute aide financière à fonds perdus et plaidé pour des aides sélectives sur des projets bien sélectionnés. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a proposé la création d'un consortium international pour moderniser le secteur énergétique russe. H. DE B.

Divisions entre Croates

Suite de la première page

Le pouvoir croate lui-même en avait fait le symbole de la résistance à l'invasion.

Vukovar perdue, la déception a été à la mesure de l'enthousiasme que sa défense avait suscité. A tous les reproches qui lui ont été prodigués, le gouvernement du président Tudjman a commencé par répondre qu'il avait fait tout son possible pour tenter de sauver Vukovar; puis, il a qualifié ses accusateurs de «propagandistes» cherchant à saper le moral des forces croates; enfin, il a parlé de «tentative de renverser l'ordre constitutionnel» et formé une commission d'enquête pour en découvrir les auteurs. Aujourd'hui, on parle de «complot bien organisé, orchestré d'ici et de là-bas», un «complot» auquel l'armée de Belgrade serait mêlée.

«La police fera son devoir»

La première victime de cette chasse aux comploteurs a été l'ex-commandant de la défense de Vukovar, le lieutenant-colonel Mile Dedakovic, dit «le Faucon», interpellé, mercredi soir, à Zagreb après avoir été discrètement limogé la semaine dernière, quelques jours avant la chute de la ville. Pour tenter de justifier une telle mesure contre un ancien officier de l'armée yougoslave considéré comme un héros par nombre de Croates, le ministère de la défense lui a reproché d'avoir «quitté le champ de bataille sans autorisation» et d'avoir désobéi aux ordres (il avait quitté Vukovar début novembre pour organiser la défense d'une ville voisine et avait reproché publiquement à Zagreb de ne pas lui avoir assuré une assistance suffisante). Officiellement, toutefois, on disait encore de lui à l'état-major, vendredi soir, qu'il était «au repos». Il serait, en

fait, en résidence surveillée. Vendredi en milieu de journée, M. Paraga quittait son domicile pour donner une conférence de presse lorsque des policiers se sont précipités sur lui et ses gardes du corps. Des coups de feu ont éclaté, selon des témoins, avant que le président du HOS ne soit arrêté. Immédiatement, son quartier général, sévèrement gardé en temps normal, a été transformé en forteresse, des miliciens du HOS en armes prenant position devant le bâtiment, face à la gare de la capitale. «La police fera son devoir», nous affirmait-on dans l'après-midi à la présidence lorsque l'on posait la question d'un éventuel assaut contre le siège du parti. Finalement, après avoir trôné l'affrontement armé, policiers et miliciens se sont séparés, tandis que, selon son avocat, M. Paraga appelait, du fond de sa cellule, ses troupes à ne pas quitter le front.

A trente ans, M. Dobroslov Paraga est à la tête d'une formation sans grande audience il y a encore un an, mais dont la guerre a grossi les rangs au point d'en faire une force - essentiellement paramilitaire - avec laquelle le régime doit aujourd'hui compter. Ces miliciens du HOS, dont certains arborent ouvertement des insignes oustachis et affirment assumer l'héritage des bandes d'Ante Pavelic, sont considérés par beaucoup comme étant parmi les meilleurs combattants dont disposent les forces croates, présents sur les fronts les plus chauds.

Si lui-même, visage poupin et haute silhouette bonhomme, multiplie les professions de foi «démocratiques» - «Il n'est pas question de mener des actions violentes à Zagreb», nous disait-il quelques jours avant son arrestation - et récuse toute filiation oustachie, il n'en expose pas moins dans son bureau, où trône un mortier, une carte de la Grande Croatie (celle de l'Etat croate englobant notam-

ter la zone, semble avoir été acceptée par l'armée fédérale. Un premier convoi a d'ailleurs permis vendredi de ramener à Dubrovnik une centaine de personnes.

Vendredi, M. Kouchner a renouvelé son appel à différentes personnalités pour venir à Dubrovnik et consacrer, par leur présence, le caractère international de la cité, afin d'empêcher sa destruction. Le ministre français a mis en demeure la Communauté européenne d'envoyer des observateurs sur place. Il est vrai que l'Europe - si Europe il y a - est terriblement absente de Dubrovnik.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ROUMANIE

Référendum sur la Constitution le 8 décembre

BUCAREST

de notre correspondant

Les Roumains seront appelés aux urnes, dimanche 8 décembre, pour se prononcer par référendum sur la nouvelle Constitution qui fait de la Roumanie un «Etat démocratique et social». L'annonce de cette consultation a été faite, vendredi 22 novembre, par l'Assemblée constituante, réunissant les députés et sénateurs du pays. La veille, ceux-ci avaient adopté à une large majorité la Constitution, rejetée cependant par la plupart des élus de l'opposition.

Bien que certains de ses membres aient voté «pour», notamment des parlementaires du Parti libéral (qui gouverne avec le Front

de salut national), l'opposition fait divers reproches à ce texte. Le Parti national paysan, promonarchiste, estime qu'il empêche le retour à une monarchie parlementaire seule à même de garantir, selon lui, le retour à la démocratie dans les conditions politiques actuelles. En l'absence de choix sur la forme du gouvernement (monarchie parlementaire ou République), le référendum sur la Constitution devrait se transformer en plébiscite. Tous les élus de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR), premier parti d'opposition au Parlement, ont voté contre ce texte aux relents parfois nationalistes. L'UDMR, qui revendique une autonomie culturelle, voire administrative, pour la forte minorité hongroise de Transylvanie,

s'oppose au caractère «unitaire» de l'Etat roumain fortement souligné dans le texte. Tous les députés de l'opposition reprochent à la Constitution de ne pas clairement inscrire le principe de séparation des pouvoirs, notamment de ne pas assez garantir l'indépendance de la justice qui, d'est vrai, laisse à l'heure actuelle fort à désirer.

Outre le référendum, le calendrier électoral s'annonce chargé pour les prochains mois. Le premier ministre, M. Theodor Stolojan, a annoncé, jeudi, que des élections locales seront organisées «fin janvier-début février» et que les prochaines élections générales (pour les députés, sénateurs et le président) auront lieu «probablement fin mars-début avril».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

JACK-ALAIN LEGER LE ROMAN

«Avec le romanesque, Jack-Alain Léger s'en donne à cœur joie. Jugez-en plutôt.»

Jacqueline Piatier - *Le Monde*

«Le talent de Jack-Alain Léger, c'est de démontrer qu'un roman peut tout faire, coïncidences, folies en tout genre, et qu'on ne finit pas d'y croire».

Catherine David - *Le Nouvel Observateur*

Jack-Alain Léger



OLIVIER ORBAN

هذا من اجل

AFRIQUE

Etat de grâce précaire en Erythrée

Six mois après le changement de régime en Ethiopie, l'ancienne province rebelle savoure son indépendance de fait et espère en l'aide de l'Occident

ASMAR

de notre envoyé spécial

Si l'avenue Haile-Selassie n'a pas encore été rebaptisée, on a déjà bricolé, à la hâte, entre deux palmiers, un arc de triomphe à la gloire du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE). Sur le fronton, une guirlande lumineuse dessine, en zigzagant, les contours de l'ancienne colonie italienne, comme un dernier clin d'œil à l'empereur d'Ethiopie, qui, en 1962, avait brutalement intégré l'Erythrée dans le giron éthiopien, mettant fin à dix ans de « cohabitation fédérale », imposée par les Nations unies.

Chaque soir, les habitants d'Asmara flânent sur l'avenue principale, avec un plaisir évident. Il leur aura fallu trente ans de luttes et de privations pour retrouver le droit d'arpenter, en toute liberté, les rues de « leur » capitale. Aujourd'hui, l'absence d'hommes en armes continue d'étonner plus d'un Erythréen. Le couvre-feu a été levé, les restrictions de déplacement ont été supprimées et les contrôles routiers sont désormais réduits au minimum. Autant de signes « prouvant » que « cette société est aujourd'hui l'une des plus ouvertes du continent », n'hésite pas à affirmer M. Yemane Ghebreab, chef du département de l'information du gouvernement provisoire.

Six mois après l'arrivée au pouvoir du FPLE, le débat sur l'avenir institutionnel de l'Erythrée — indépendance ou fédéralisme — semble, pour beaucoup, devenu totalement caduc. « Il existe un consensus général sur ce point », assure M. Yemane Ghebreab. Un des rares expatriés en poste à Asmara va plus loin : « Aujourd'hui, 95 % de la population voterait pour l'indépendance. » Et ce n'est pas l'ampleur des défis à relever qui semble devoir entamer la tranquille assurance des Erythréens ni leur foi à toute épreuve dans le Front.

Mais comment sortir ce pays semi-aride du sous-développement ? Les atouts économiques sont rares. Devant les visiteurs, les officiels énumèrent, comme pour se rassurer, la courte liste des ressources potentielles de l'ex-province éthiopienne : plusieurs gisements de cuivre et les eaux poissonneuses de la côte — et rêvent, à voix haute, des réserves de pétrole que recèlerait la mer Rouge.

Pénuries alimentaires

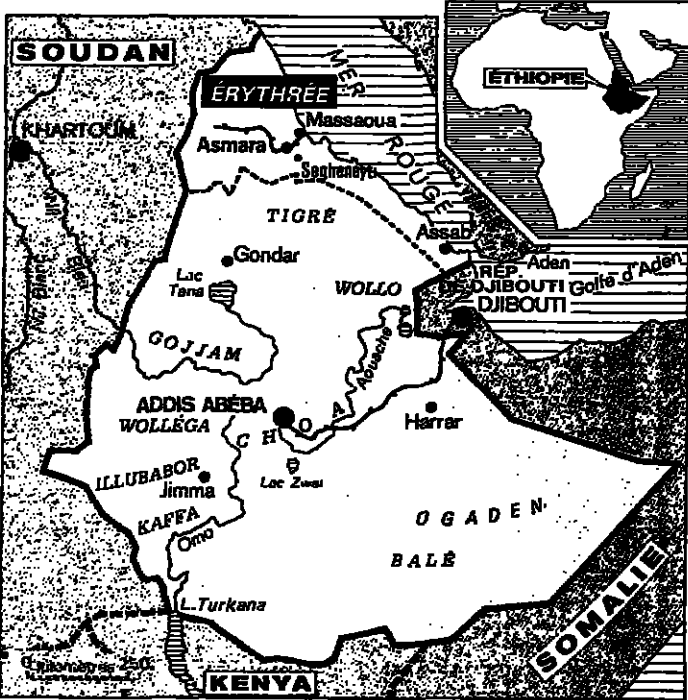
A l'aune des réalités, tout cela ne pèse pas lourd. Et l'on a beau évoquer la richesse d'autrefois, quand l'Erythrée, forte de son savoir-faire, commerçait avec l'Ethiopie, « exportant » des biens manufacturés contre des produits vivriers, il faut se rendre à l'évidence : tout le tissu industriel reste, aujourd'hui, à reconstruire. Les autorités espèrent dans l'aide occidentale avec une impatience contenue, et c'est à bras ouverts qu'une délégation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a été reçue, début novembre, à Asmara. Des missions techniques concernant les pêcheries, la conservation des sols et l'enseignement universitaire, devraient prolonger cette première prise de contact.

En attendant, le gouvernement s'est déjà attelé à la réfection des routes. Avec les moyens du bord, des équipes « rapiècent » les 120 kilomètres qui relient le port de Massawa à Asmara, perched à 2 300 mètres d'altitude. La noria ininterrompue des camions du Programme alimentaire mondial (PAM) en a fait le véritable cordon ombilical du pays. Car le premier problème à résoudre, c'est celui des pénuries alimentaires. Selon le coordinateur à l'agence érythréenne de secours (ERA), M. Teklé Michael, environ 80 %

des trois millions d'habitants de la région sont encore dépendants de l'aide alimentaire.

Une nouvelle estimation des besoins est en cours. Mais on sait,

de soutiens en Arabie saoudite. Les fondamentalistes musulmans auraient-ils donc une chance de s'implanter ici ? La réponse du numéro un du FPLE tombe



d'ores et déjà, que les récoltes de cette année seront à peine meilleures que celles de l'an dernier, qualifiées par M. Teklé d'« échec total ». Toutefois, les autorités ne semblent pas dépassées par les événements. « L'agence humanitaire érythréenne est beaucoup plus efficace et fiable que ne l'était la Commission de secours et de réhabilitation du précédent régime, qui opérait dans les zones contrôlées par l'armée éthiopienne », estime M. Jerry Lee Bailey, responsable du PAM en Erythrée.

Enthousiasme populaire

Sur la route de Segheneyti, à 40 kilomètres au sud d'Asmara, M. Fessaha Haile, un agriculteur, revient d'une distribution, poussant devant lui ses ânes, chargés du quintal de céréales qu'il a reçu pour sa famille : « Ce n'est pas suffisant pour ma femme et mes cinq enfants à charge, mais ça nous permet de survivre jusqu'au mois suivant. » Chassé de son village par la guerre, il y est revenu « dès la libération, pour labourer les champs ». Aujourd'hui, il se déplace librement dans sa campagne « grâce au FPLE ».

« Le régime bénéficie actuellement de l'enthousiasme populaire », estime un observateur. Mais les difficultés économiques qui pèsent sur l'Erythrée risquent de rendre précaire cet état de grâce. Il semble peu probable que cet enthousiasme se prolonge jusqu'au printemps 1993, date prévue pour l'organisation du référendum d'autodétermination. En attendant, les responsables du FPLE affirment qu'il est « de leur devoir » de lancer la reconstruction nationale. Selon M. Issayas Afewerki, secrétaire général du gouvernement provisoire, les quatre cinquièmes des quelque cent mille combattants du Front vont être démobilisés pour effectuer, durant les deux années à venir, un service civil.

L'aide de la diaspora érythréenne, qui a puissamment contribué à l'effort de guerre, est aussi attendue. Tous les jours, des exilés débarquent à Asmara « pour voir ». C'est le cas de ce médecin de San Francisco, pour qui « le confort américain ne vaudra jamais la vie au pays » et qui aimerait s'installer ici. Mais les possibilités d'investissement sont encore incertaines et les hommes d'affaires restent prudents.

Sur le plan politique, les autorités ont beau jurer que le multipartisme est autorisé, aucun parti n'a encore été enregistré. M. Issayas dénie, d'ailleurs, toute représentativité au Front de libération de l'Erythrée (FLE), supplanté, à la fin des années 70, par le FPLE. Le FLE, aujourd'hui divisé en cinq ou six tendances, semble bénéficier

comme un couperet : « Il n'y a pas de place, en Erythrée, pour enseigner la religion de façon politique. »

Les témoignages qui circulent de temps à autre à Addis-Abeba sur de prétendus affrontements entre chrétiens et musulmans paraissent, en tout cas, sans fondement. Cependant, il n'est pas exclu

qu'un parti des basses-terres — où la présence de l'islam est traditionnellement forte — ne tente d'exploiter la faible représentativité des musulmans au sein des instances dirigeantes du FPLE.

A ce jour, les tensions les plus visibles ne se situent pas entre Erythréens chrétiens et musulmans, mais entre Asmara et Addis-Abeba. La victoire des indépendantistes érythréens reste difficile à digérer pour la capitale de l'Ethiopie, qui se voit brutalement privée du libre accès à la mer.

« Beaucoup de pays enclavés de par le monde vivent heureux et en paix », rétorque l'évêque orthodoxe Makarios. « Les Ethiopiens doivent oublier que l'Erythrée est une province de leur pays », ajoute-t-il. Soixante ans de colonisation italienne et, surtout, les trente ans de guerre civile qui venaient de s'achever ont forgé une forme d'identité nationale parmi les tribus d'Erythrée. Ces dernières sont pourtant loin d'être unies.

Des milices afars ont ainsi défendu, jusqu'au dernier moment, le régime du président Mengistu — qui avait créé, pour gagner leur soutien, une région autonome afar, englobant une bonne partie de l'Erythrée. Lors de la conférence nationale d'Addis-Abeba, en juillet, le délégué afar, M. Hanfart Ali Mirrah, a évoqué l'idée de l'autodétermination pour ses compatriotes. Les autorités érythréennes n'ont pas donné suite.

Elles ont seulement pris soin de nommer un gouverneur afar, dans la région d'Assab, en s'obstinant à nier l'existence d'un « problème afar » et en accusant la France d'entretenir des troubles aux frontières de Djibouti.

JEAN HÉLÈNE

ZAÏRE : après une médiation sénégalaise

Le pouvoir et l'opposition ont signé une « déclaration commune »

La médiation sénégalaise au Zaïre a abouti, vendredi 22 novembre, à une « déclaration commune », qui a été signée, au palais de marbre de Kinshasa, par l'Union sacrée (coalition des partis d'opposition) et les Forces démocratiques unies (FDU, ex-majorité présidentielle), en présence du président Mobutu, de son homologue sénégalais, M. Abdou Diouf, et des ambassadeurs accrédités à Kinshasa.

La déclaration, qui constitue une sorte de « pacte de bonne conduite » entre les deux blocs politiques, prévoit notamment la mise en place « rapide » d'un gou-

vernement de consensus « dont le premier ministre est nécessairement issu de l'opposition ». Les deux parties s'engagent également à « refuser toute forme de violence » et demandent l'accès pour tous aux médias officiels. Elles soulignent, par ailleurs, leur volonté de réactiver la conférence nationale « souveraine ».

Toutes les personnalités marquantes de l'Union sacrée assistaient à la cérémonie, de M. Etienne Tshisekedi, l'éphémère premier ministre d'opposition, à M. Karl I Bond, ancien chef de gouvernement du président Mobutu. — (AFP)

DIJBOUTI

Les habitants d'Obock fuient les combats

En empruntant le bac qui relie la côte nord à la capitale djiboutienne, quatre cents personnes ont fui, vendredi 22 novembre, la ville d'Obock, où l'armée nationale fait face aux maquisards du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) depuis jeudi matin.

Les personnes évacuées ont indiqué à leur arrivée dans la capitale que les tirs, à Obock, avaient duré toute la journée de jeudi jusqu'au vendredi matin. La population a alors demandé un cessez-le-feu aux forces gouvernementales, afin d'enterrer quatre personnes. Il semble que les rebelles se soient emparés de la caserne et de matériel militaire, sans toutefois entrer en ville. Profitant d'une accalmie, bon nombre d'habitants auraient également fui les combats vers l'arrière-pays en compagnie des rebelles, eux-mêmes accompagnés de l'ancien premier ministre, M. Ahmed Dini, une personnalité de l'opposition. — (Corresp.)

COMORES

Réconciliation nationale à Paris

Les dirigeants de l'opposition comorienne ont annoncé, vendredi 22 novembre à Paris, qu'ils s'étaient mis d'accord avec le président de la République des Comores, M. Saïd Mohamed Djohar, pour lancer un processus de réconciliation nationale, former, dès lundi, un gouvernement d'union et organiser une conférence nationale.

MM. Mohamed Taki et Abdal Madjid, les principaux leaders d'opposition, ont indiqué que cet accord était intervenu au cours d'une rencontre avec le président Djohar, venu à Paris pour participer au sommet de la francophonie.

M. Mohamed Taki, qui vient de passer cinq années d'exil en France, devait être du voyage. Il s'est montré sans aucune inquiétude au sujet d'un mandat d'arrêt lancé contre lui par le gouvernement de M. Djohar. « Toutes les formations politiques comoriennes ont décidé de faire table rase du passé et de préparer l'avenir », a-t-il déclaré.

PROCHE-ORIENT

Israël devant le fait accompli

Suite de la première page

Ce sont ces trois « forums » qui doivent être à nouveau réunis, à deux niveaux des hauts fonctionnaires.

Un des plus chagrinés par la décision américaine paraît être le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, qui était d'humour bougonne en quittant vendredi la Maison Blanche après un entretien d'une heure avec le président George Bush. Plus que tout autre, le chef de la droite israélienne a vraiment eu l'impression d'être mis devant le fait accompli. Jeudi, il avait été reçu par le secrétaire d'Etat, M. James Baker ; il était ressorti de l'entretien avec le sentiment que rien de définitif n'avait encore été décidé quant au lieu de la prochaine rencontre. Il espérait bien pouvoir en discuter le lendemain avec M. Bush. Mais, lorsque le premier ministre s'est présenté à la Maison Blanche, en fin de matinée, les Etats-Unis et l'URSS avaient déjà lancé les invitations — laissant à M. Shamir l'impression d'avoir été court-circuité.

La fin d'une relation privilégiée

Pance que les Israéliens entendent privilégier le face-à-face direct avec les Arabes, sans interférence des deux coprésidents et dans un cadre ressemblant le moins possible à une conférence internationale, ils ne voulaient pas de Washington. Dans la capitale fédérale, ils craignent, en outre, de faire l'objet de pressions de la part d'une administration républicaine qui prône le compromis territorial alors que le gouvernement dirigé par M. Shamir est attaché à garder les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. M. Shamir a donc proposé que les négociations se poursuivent à Chypre. Courtisage, le département d'Etat y a fait allusion, sans vouloir exclure cette possibilité pour d'éventuels pourparlers après ceux de Washington : « De nombreuses négociations réussies se sont déroulées dans la région par le passé », a observé M^{me} Margaret Tutwiler,

porte-parole du département d'Etat.

Il reste que la manière dont M. Shamir a été placé devant le choix américain témoigne de la dégradation des relations israélo-américaines. Si les deux pays entretiennent toujours des liens privilégiés sur les plans stratégique et financier — Israël est, de loin, le plus gros bénéficiaire de l'aide américaine à l'étranger, avec une enveloppe annuelle de plus de 3 milliards de dollars — la coopération diplomatique-politique s'est singulièrement atténuée. M. Ori Niv, correspondant à Washington du plus prestigieux quotidien israélien, Haaretz, n'hésite pas à dire : « On assiste à la fin d'une relation diplomatique privilégiée ».

Pris de court par l'invitation américaine, M. Shamir s'est vu contraint de consacrer toute sa conversation avec M. Bush à défendre le point de vue israélien sur cette question de la localisation des pourparlers bilatéraux. Un entretien israélo-américain élargi, qui devait se tenir à la Maison Blanche après le tête-à-tête entre M. Bush et M. Shamir, a dû être annulé. A en croire de bonnes sources, M. Shamir n'a pu aborder l'un des sujets qui lui tiennent le plus à cœur : l'obtention de la garantie du gouvernement américain pour des prêts d'un montant de 10 milliards de dollars à un taux privilégié que l'Etat hébreu veut contracter auprès de banques américaines.

afin d'intégrer la vague d'immigrants juifs soviétiques.

Le dossier ne porte pas chance à M. Shamir. En septembre, M. Bush avait fait pression sur le Congrès, avec succès, pour que cette garantie ne soit pas accordée à Israël avant que les négociations de paix ne soient sur les rails. La requête israélienne sera examinée par le Congrès en février. M. Shamir quitte les Etats-Unis sans être sûr que Washington lui accordera sans condition cette fameuse garantie. Il y a même fort à parier que la garantie ne portera pas sur un montant aussi élevé et qu'elle sera bel et bien accompagnée de conditions : les Etats-Unis veulent l'assurance que les prêts en question ne serviront pas à financer la colonisation en Cisjordanie et à Gaza.

Palestiniens et Syriens réservés

Dans ses batailles avec l'administration, les Israéliens comptent habituellement sur le soutien de la communauté juive américaine. Au cours de son séjour aux Etats-Unis, M. Shamir a souvent été chaleureusement applaudi. Ce fut encore le cas jeudi à Baltimore, alors qu'il prononçait un discours sans concession — « Pas de place pour deux Etats entre la Méditerranée et le Jourdain » — devant une assemblée de responsables d'organisations

juives. Seulement, un sondage confirmait, au même moment, qu'une écrasante majorité de dirigeants des communautés juives américaines étaient partisans d'un compromis territorial.

S'ils viennent à Washington le 4 décembre, les Israéliens ne seront pas les seuls à traîner les pieds. Les Palestiniens ont réservé leur réponse. Ils n'apprécient pas d'avoir à poursuivre la négociation dans un pays où ils ne peuvent compter sur la logistique d'un bureau de l'OLP : les Etats-Unis n'ont pas de relais diplomatiques avec la centrale de M. Yasser Arafat. Il ne leur plaît pas non plus de venir à Washington alors que l'administration américaine n'a pas repris le dialogue officiel avec l'OLP, amorcé en 1989 puis interrompu en 1990 après une tentative de débarquement de Palestiniens sur une plage israélienne. Les Syriens ont, eux aussi, une bonne raison de ne pas être enthousiasmés quant au choix de Washington : Damas figure toujours sur la liste noire du département d'Etat, celle qui dénonce les pays soutenant le terrorisme.

A tort ou à raison, l'opinion générale à Washington, vendredi, était cependant la suivante : tout le monde sera au rendez-vous du 4 décembre, comme tout le monde avait répondu présent à Madrid.

ALAIN FRACHON

Les accusations de terrorisme contre la Libye

Tripoli accepte de placer son enquête « sous supervision internationale »

Le ministre libyen des affaires étrangères, M. Ibrahim El Bechari, a indiqué, dans un entretien à la BBC vendredi 22 novembre, que son pays acceptait que des « juristes internationaux » participent à l'enquête menée par la Libye sur l'attentat, en 1988, contre un Boeing de la PanAm au-dessus de Lockerbie en Ecosse.

Il a de même accepté que l'enquête, qui doit déterminer la responsabilité des deux ressortissants libyens inculpés par la justice américaine et écossaise, soit placée « sous supervision internationale ».

De son côté, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland

Dumas, a déclaré vendredi, à son arrivée à Phnom-Penh, que le gouvernement libyen a assuré la France de sa « volonté de faciliter le travail » de la justice française dans l'enquête sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA, en 1989, et a offert « plusieurs possibilités » pour cela.

« J'ai transmis ces informations au juge et au garde des sceaux », a ajouté M. Dumas, qui a refusé de donner la moindre indication sur la nature des propositions libyennes. « Ce sera au juge d'apprécier ces propositions », s'est-il borné à déclarer. — (AFP)

Le Monde ÉDITIONS

LA SANTÉ

Guide des formations supérieures à débouchés professionnels

Collection "Vos Etudes" dirigée par Frédéric Gausson

EN VENTE EN LIBRAIRIE

AMÉRIQUES

PÉROU : les violations des droits de l'homme

Amnesty International demande au président Fujimori de tenir ses promesses

LIMA

de notre correspondant

Quelques deux cent cinquante cas de « disparitions » ou d'« exécutions sommaires » ont été recensés au Pérou depuis l'arrivée au pouvoir du président Alberto Fujimori en juillet 1990, et aucune enquête n'a abouti à la condamnation des coupables, en dépit de promesses répétées en faveur du respect des droits de l'homme, affirme Amnesty International dans une lettre ouverte au chef de l'Etat péruvien publiée jeudi 21 novembre. Amnesty condamne également les « homicides arbitraires et délibérés effectués par le Sentier lumineux et le mouvement révolutionnaire Tupac Amaru ».

Répondant indirectement à M. Fujimori, qui avait accusé les organisations de défense des droits de l'homme de faire le jeu des mouvements terroristes, Amnesty souligne que l'essentiel de son travail au

Pérou, comme dans n'importe quel pays du monde, porte sur le gouvernement, « non pas que les atrocités commises par l'armée soient pires que celles commises par les sentiers lumineux, mais parce que, conformément au droit international, ce sont les gouvernements qui ont la responsabilité de protéger les droits de l'homme ».

Amnesty cite deux cas d'atrocités : Sara Luz, dix-neuf ans, a été décapitée par des soldats près de Aucas, dans la vallée du Tumbes, le 9 août dernier. Sa tête, détachée du corps, a été retrouvée cinq jours plus tard sur un flot du fleuve. De son compagnon, appréhendé au même moment, on n'a découvert que ses vêtements flottant sur l'eau. Autre exemple : la sœur Irène McCormack de Junin a été assassinée, ainsi que quatre autres personnes par le Sentier lumineux, après un simulacre de procès populaire, le 21 mai 1991.

Ce ne sont là que quelques cas

parmi d'autres. Selon le sénateur Javier Diez Canseco, « la situation de violence au Pérou n'est pas comparable à celle vécue en Colombie ni même à celle de l'Argentine au temps de la dictature militaire. Ce processus a de plus en plus de similitudes avec le Liban ».

NICOLE BONNET

Des affrontements entre la guérilla et l'armée ont fait dix-sept morts. Au moins quinze rebelles du Sentier lumineux (maoïstes) et deux soldats ont été tués, vendredi 22 novembre, après que les guérilleros eurent tenté une embuscade dans la forêt amazonienne, près de Tingo Maria (550 km au nord-est de Lima), a-t-on appris de sources militaires. La veille, six paysans avaient été assassinés par le groupe maoïste à Rio Colorado, village du centre du Pérou, d'après les mêmes sources. — (AFP)

Le Mexique à l'heure continentale

Suite de la première page

Mais c'est surtout dans le domaine économique qu'il faut sentir sa marque. Apparemment, ses compatriotes l'approuvent, puisque sa majorité s'est considérablement accrue aux législatives d'août dernier. On n'aurait pas l'audace de prétendre qu'elles n'ont été entachées d'aucune fraude, mais tout le monde s'accorde à dire qu'elles ont été parmi les plus honnêtes que le pays ait jamais eues.

Sous la direction de son président, le Mexique a pourtant pris le contrepied de ce qu'il avait été, depuis toujours, sa ligne de conduite : une extrême défiance vis-à-vis des États-Unis et un centralisme qui, même relayé par le réseau très complexe des caciques (les chefs locaux), était d'inspiration beaucoup plus jacobine que démocratique. Loin de lui faire des cadeaux, ses voisins du Nord avaient ravi au Mexique, par la force ou par la menace, au dix-neuvième siècle, des territoires, allant du Texas à la Californie, équivalant à la moitié de sa superficie actuelle. D'où la plainte, si souvent citée, de l'ancien dictateur Porfirio Díaz : « Pauvre Mexique, si loin de Dieu, et si près des États-Unis ». Il n'y a pas vingt ans, le ministre des affaires étrangères du président Echeverría déclarait encore sans ambages : « Jusqu'à Kissinger, nous n'avons connu que deux sortes de secrétaires d'État américains : ceux qui nous ignoraient et ceux qui nous donnaient des ordres (1) ».

«Mémoire de triomphe et mémoire de défaite»

Il n'était pas bien loin de la vérité. Jusqu'à un passé récent, la frontière du Rio Grande ne séparait pas seulement deux nations, mais deux mondes. Ou pour mieux dire, selon le mot de l'écrivain et diplomate Carlos Fuentes, « une mémoire de triomphe et une mémoire de défaite », les Latino-Américains se préoccupant avant tout de « racheter le passé », et leurs voisins du Nord étant « habitués à acclamer l'avenir (1) ».

Au fil des années, cependant, c'est par centaines de milliers que les Mexicains se sont mis à franchir clandestinement, parfois au péril de leur vie, la frontière en question, pour aller chercher au Nord l'espoir qui leur était interdit chez eux. Longtemps, cette émigration a été surtout source de tension entre les deux pays. Mais, comme cela a été le cas pour l'entrée de l'Espagne dans l'Europe, l'actuel rapprochement entre Washington et Mexico doit beaucoup à cette transhumance.

Non seulement les Mexicains établis aux États-Unis, et avec eux les autres « hispaniques » (Cubains, Porto-Ricains, ressortissants de divers pays d'Amérique centrale), sont de plus en plus reconnus comme des travailleurs compétents, consciencieux et peu exigeants, mais ils forment une minorité, dont le poids ne cesse de s'accroître. Ne serait-ce que parce qu'à la différence des autres éléments constitutifs de la nation américaine leur communauté a réussi à préserver sa langue et à jeter un pont entre deux univers

qui, pour n'avoir jamais essayé de se comprendre, n'avaient guère de raison de s'estimer.

Comme tous ses prédécesseurs, le président Salinas est souvent annoncé avec le titre de *licenciado*, qui portait depuis des générations tous ceux qui, au Mexique, jouent un rôle. Mais ce licencié-là a ramené un doctorat de Harvard, il s'exprime avec beaucoup d'aisance en anglais et il est entouré d'un groupe d'économistes qui ont fait leurs classes, pour la plupart, entre New-York et Boston.

Autant dire qu'ils rejettent sans la moindre complexité les dogmes dirigistes et nationalistes dont s'est longtemps nourri leur pays. Le pouvoir s'apprête à liquider le système traditionnel de *pejido*, ces exploitations collectives où vivent trois millions de familles paysannes, qui seront autorisées à louer à des exploitants privés leur terre ou leur force de travail. Il compte sur cette mesure pour accroître la productivité, décourager la corruption et réduire le pouvoir des caciques. Un vaste programme de privatisations a été mis en route, qui touche maintenant sept des dix-huit banques nationales, dont les deux plus grandes, Banamex, cédée à un groupe de trois cents investisseurs mexicains, et Bancomer. Les téléphones ont été eux aussi vendus au secteur privé France-Télécom étant appelé à prendre part à la modernisation du réseau.

Des 1 156 entreprises que comptait en 1982 le secteur public, il n'en reste plus que 280. Une grande partie du prix de cession a été immédiatement affectée à l'électrification des villages et à leur approvisionnement en eau potable, en même temps qu'un développement scolaire, dans le cadre d'un vaste programme dit de solidarité, dont le lancement a constitué le premier acte de l'actuelle présidence.

Assainissement tous azimuts

Le pouvoir a dans le même temps pratiqué une politique d'assainissement financier de grande ampleur, pour laquelle il a bénéficié du soutien sans réserve du Trésor américain. La renégociation de sa dette, dans le cadre du plan Brady, lui a permis, l'an dernier, d'en réduire le service de 10 % à 6 % de son PNB. Il a conclu avec les partenaires sociaux un pacte pour la stabilité économique et la croissance qui a fait tomber l'inflation de 160 % en 1987 à moins de 15 % cette année. Le déficit budgétaire a été ramené de 10 % du PNB à pratiquement rien. Il n'a pas craint d'envoyer en prison trafiquants d'armes et de drogue, dirigeants syndicaux corrompus, spéculateurs malhonnêtes, et jusqu'à un directeur de l'ex-office de sécurité fédérale, impliqué dans le meurtre, il y a sept ans, d'un journaliste coupable de curiosité excessive.

C'est dans ce climat transformé que Mexico a bénéficié du plan Brady pour le rééchelonnement de sa dette et a été saisi par George Bush, en juin 1990, d'une « Initiative pour les Amériques » qui vise à faire de tout le continent une vaste zone de libre-échange, avec

pour objectif de rattraper la Communauté européenne en titre de première puissance commerciale du monde. Sa ratification par le Congrès ne paraît guère faire de doute, mais il ne s'appliquera dans un premier temps qu'à l'Amérique du Nord. Inutile de dire que les syndicats au nord du Rio Grande ne voient pas la chose d'un trop bon œil, étant donné le niveau des rémunérations pratiquées au Mexique (un dixième, en moyenne, des normes en vigueur aux États-Unis).

Mais le résultat est un boom des investissements étrangers au sud, une envolée de la Bourse de Mexico, une progression de la productivité, notamment dans les ports débarrassés du racket syndical, et une très nette croissance, de l'ordre de 4 % de la production industrielle. D'ores et déjà, les exportations de produits finis ont pris largement le pas, dans le commerce extérieur mexicain, sur celles de pétrole.

C'est dire que le temps de la grande déprime est révolu et qu'on peut vraiment parler aujourd'hui du Mexique comme d'un pays en voie de développement au sens étymologique du terme. La partie n'est pas encore gagnée : des millions de ses enfants vivent encore, dans les campagnes ou dans les bidonvilles, bien au-dessous du seuil de pauvreté. La bureaucratie s'emploie trop souvent à freiner une transformation dont elle ne peut qu'être victime.

Le rôle de l'Europe et celui de la France

Surtout, il reste à s'assurer que l'entrée dans la zone de libre-échange ne signifiera pas à terme, malgré toutes les précautions prises — notamment à propos du pétrole — une absorption pure et simple par les États-Unis : car leur influence, là comme ailleurs, est de plus en plus visible, quand ce ne serait que par la rapide extension de leurs grandes chaînes commerciales de distribution ou par l'effet d'attraction qu'elles exercent sur une classe moyenne plus intéressée à la progression de son pouvoir d'achat qu'au maintien de l'identité nationale.

La cause n'est pas perdue d'avance, grâce notamment à la force retrouvée, depuis la disparition du franquisme, de l'idée d'hispanité, et, plus largement, de la solidarité ibéro-américaine. Le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique tombe à pic de ce point de vue. Mais l'Europe a elle aussi son rôle à jouer, et l'on ne peut que se féliciter de constater que les investissements français au Mexique progressent aussi vite, sinon davantage, que ceux du Japon.

En tout cas, il convient de suivre avec attention ce qui se passe là-bas. Une confirmation du succès du Mexique, dans son entreprise d'adaptation au monde moderne, encouragerait ceux des pays d'Amérique latine qui, Chili et Argentine en tête, ont choisi eux aussi de se prendre vigoureusement en main, et rappellerait aux plus démunis du tiers-monde que le pire n'est sûr que si l'on s'y résigne.

ANDRÉ FONTAINE

(1) Carlos Fuentes « Latin America at War with the Past ». Toronto, CBC Enterprises 1983.

ASIE

CAMBODGE : la visite de M. Roland Dumas à Phnom-Penh

Le premier pas vers la rentrée de la France sur la scène indochinoise

Le ministre français des affaires étrangères est arrivé, vendredi 22 novembre, à Phnom-Penh pour une visite officielle. Il se rendra ensuite au Laos et au Vietnam. Samedi, le prince Sihanouk a annoncé qu'un gouvernement de coalition serait formé « d'ici une semaine », rassemblant le Parti du peuple (ex-PC) de l'actuel premier ministre Hun Sen et le FUNCINPEC (sihanoukiste) du prince Ranariddh. Les deux dirigeants ont également décidé de présenter des listes communes aux élections prévues au début de 1993. D'autre part, les Khmers rouges ont annoncé, par la voix de leur radio, qu'ils reconnaissent le prince comme chef de l'Etat du Cambodge.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Le retour de la France symbolise la restauration du Cambodge ». La scène se passe vendredi 22 novembre dans l'enceinte du palais royal de Phnom-Penh. Le prince Sihanouk et M. Roland Dumas s'apprêtent à inaugurer le pavillon Napoléon III, un superbe édifice en fonte donné au royaume par le second Empire et fraîchement restauré par une équipe de bénévoles français et khmers.

Pour le prince Sihanouk, fidèle francophile, l'occasion est trop belle. Vingt-cinq ans après le célèbre discours du général de Gaulle à Phnom-Penh — le 1er septembre 1966 — un dirigeant français de haut rang est de nouveau à ses côtés sur sa terre ancestrale. Il y voit le meilleur présage et il le dit. « La France, insiste-t-il, sera une garante merveilleuse pour notre indépendance et notre neutralité ».

La France de retour au Cambodge ? Ce n'est pas une simple formule. Coprésidente de la conférence de Paris, qui a scellé les accords du 23 octobre, la France a mis son prestige en jeu au Cambodge. Elle est prête à beaucoup investir — politiquement et financièrement — pour que la paix s'y consolide. Voilà pourquoi le chef de la diplomatie française tenait à être la première personnalité occidentale à se rendre au Cambodge, tout juste une semaine après le retour du prince. Ce séjour, qui se prolongera au Vietnam et au Laos, marque la véritable rentrée de la France sur la scène indochinoise.

Garante de l'accord de paix, la France est militairement présente au Cambodge depuis dix jours, sous les couleurs des Nations unies. M. Dumas a réservé sa première visite, à Phnom-Penh, au détachement des cent dix « bérêts bleus » français de la Mission pré-

paratoire de l'ONU (MIPRENUC), que commande le général Michel Lorrion. Il a salué le « rôle pionnier » de ce petit contingent, chargé d'assurer les transports aériens, et dont la présence est précieuse, car « c'est dans les premières semaines que les choses se décident ».

L'unité française est, de loin, l'élément principal de la MIPRENUC, qui comprendra deux cent soixante-huit soldats et cent vingt civils représentant vingt-deux pays. L'Australie fournissant, avec quarante hommes, le second contingent en importance. La MIPRENUC préparera la mise en place de l'Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge (APRONUC) — forte d'environ vingt mille personnes — qui supervisera des élections libres, prévues, si tout se passe bien, pour le début de 1993.

La tâche qui attend l'ONU est immense. Elle devra veiller au respect du cessez-le-feu, organiser le regroupement et le désarmement à 100 % des quatre factions militaires et leur démobilisation à « au moins 70 % », le déminage et la destruction des caches d'armes, faciliter le rapatriement des quelque trois cent mille réfugiés et personnes déplacées, garantir le bon fonctionnement du pouvoir pendant la période transitoire. Représentant toutes les factions, le CNS comprend douze membres, dont deux Khmers rouges, MM. Sou Sen et Khieu Samphan. M. Dumas devait consacrer son dimanche à une visite des célèbres temples d'Angkor.

Une tâche immense

Pour les « bérêts bleus » français, une urgence s'impose : commencer au plus vite les opérations de déminage. « C'est le problème capital, le premier vrai test », nous dit le général Lorrion, car la réussite du processus est liée à la possibilité d'accéder aux zones les plus reculées du pays et à la liberté de circulation. On estime entre six cent mille et deux millions le nombre de mines et autres engins meurtriers disséminés au Cambodge, jusque dans les hautes terres. La réussite de l'opération dépendra largement de la coopération des belligérants d'hier, en premier lieu des Khmers rouges. Paris est prêt à former sur place des instructeurs en déminage.

La paix revenue, la France entend jouer un rôle actif dans la reconstruction du Cambodge. Elle a débloqué une première aide de 20 millions de francs pour réhabiliter les réseaux d'électricité et d'eau potable de Phnom-Penh. Elle a des projets dans l'habitat, l'agriculture et la prospection pétrolière. L'enveloppe de la coopération culturelle et scientifique, en forte progression, atteindra 27 millions de francs en 1992. La France va notamment réhabiliter les deux grands hôpitaux de la capitale. La reprise de l'action culturelle suscite un écho inespéré. Un seul exemple : l'Alliance française de

Phnom-Penh, inaugurée il y a à peine plus d'un an, accueille déjà sept mille cinq cents élèves, enfants et adultes. L'engouement des Cambodgiens pour la langue française est manifeste, alors que parler notre langue était passible de la peine de mort sous le règne de Pol Pot.

M. Dumas a en outre emmené avec lui, dans sa tournée indochinoise, les dirigeants d'une vingtaine de grosses sociétés françaises susceptibles d'investir immédiatement dans cette ancienne zone d'influence française : Aérospatiale, Accor, Alsthom, Alcatel, BNP, Elf-Aquitaine, Indosuez, Peugeot, Thomson, Total.

Après des entretiens, samedi, avec le premier ministre Hun Sen et le prince Sihanouk, M. Dumas devait rencontrer dans l'après-midi les membres du Conseil national suprême (CNS), l'organe qui symbolise la souveraineté du Cambodge pendant la période transitoire. Représentant toutes les factions, le CNS comprend douze membres, dont deux Khmers rouges, MM. Sou Sen et Khieu Samphan. M. Dumas devait consacrer son dimanche à une visite des célèbres temples d'Angkor.

Le ministre français avait été associé vendredi aux réjouissances qui marquent la Fête des eaux. Il a assisté, aux côtés des dirigeants khmers, aux traditionnelles courses de pirogues sur le Mékong, avant un somptueux feu d'artifice, dans le ciel d'une capitale qui n'a jamais paru aussi grouillante de vie.

JEAN-PIERRE LANGELE

■ **BIRMANIE** : les Douze condamnent le traitement infligé à M^{me} Aung San Suu Kyi. — Les pays de la CEE ont exprimé, vendredi 22 novembre, leur « grave préoccupation pour le bien-être » de M^{me} Aung San Suu Kyi. Prix Nobel de la paix 1991, placée en résidence surveillée. Selon l'opposition birmane en exil, la militante des droits de l'homme, qui est dans l'impossibilité de communiquer avec l'extérieur, serait dans un état de santé critique en raison d'une grève de la faim. Les représentants à Rangoon des pays de la CEE, de la Tchecoslovaquie et des États-Unis ont accusé le général Saw Maung, l'homme fort du pays, de violations graves des droits de l'homme. — (AFP)

■ **CHINE** : l'inauguration d'un consulat général de France à Canton. — Le secrétaire d'État français aux affaires étrangères, M. Alain Vivien, a inauguré, vendredi 22 novembre, en présence des plus hautes autorités locales, le nouveau consulat général de France à Canton, capitale économique du sud de la Chine, dont le titulaire est M. Paul Jean-Ortiz. La France dispose d'un autre consulat général à Shanghai. Avant de quitter la Chine dimanche pour Hongkong, M. Vivien devait visiter des installations industrielles françaises dans la région de Canton. — (AFP)

■ **TIMOR-ORIENTAL** : protestation du Vatican. — Le Vatican a protesté « formellement » auprès de Djakarta après le massacre de civils par l'armée indonésienne à Timor-Orientale. De son côté, la commission parlementaire australienne des droits de l'homme va ouvrir une enquête sur le drame, alors que l'opposition timoraise en exil annonce que l'Indonésie prépare une vaste offensive contre la guérilla indépendantiste. Enfin, Djakarta a dénoncé la « partialité » de la presse étrangère. Le journal *Suara Karya*, proche du pouvoir, « espère que la communauté internationale cessera de spéculer sur les causes de l'incident », dont le *Jakarta Post* rend responsable les médias étrangers, qui « ont demandé à des manifestants de tenir bien haut leurs banderoles ». — (AFP, UPI)

Jeder zweite
La presse allemande raconte
Bluter ist infiziert: Offiziell
Celui des hémophiles allemands.
Sind 180
Cette semaine, en français, dans
Courrier International.



Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL vous ne le lirez jamais.

20^e EXPOSITION MINÉRALOGIQUE
VEND. 29 - SAM. 30 NOVEMBRE
(12 h - 19 h) (10 h - 19 h)
DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE
(10 heures à 19 heures)
VENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUX
FOSSILES - BIJOUX
PIERRES PRÉCIEUSES
HOTEL PULLMAN SAINT-JACQUES
17, bd Saint-Jacques, 75014 PARIS

ملکات من الوطن

كلمة من لادن

POLITIQUE

Dans le Var

M. Le Pen invite des militaires à un « méchoui de la défense » chez un activiste pied-noir

M. Jean-Marie Le Pen devait présider, samedi 23 novembre, à Tourves (Var), dans la propriété du président de l'USDFIRA (Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie), un « méchoui de la défense » placé « sous le haut patronage » de

plusieurs officiers généraux du cadre de réserve membres ou sympathisants du Front national.

Le chef de file de l'extrême droite se proposait d'y traiter de « l'armée française dans la défense de la France et de l'Europe ».

TOULON

de notre correspondant

C'est au Domaine Billardier, propriété, à Tourves, du président de l'USDFIRA (Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie), M. Eugène Ibagnes, qu'est organisé le « méchoui de la défense » auquel était annoncée, selon le carton d'invitation diffusé par le Front national, la présence, autour du colonel Jean-Jacques Gerardin,

conseiller régional des Pays de la Loire, président du Cercle national des gens d'armes, d'une brochette d'officiers généraux du cadre de réserve : le général de corps d'armée Jean Vallée d'Osia, le contre-amiral Henri Digard, le général de corps aérien Jacques Le Grougec, l'ingénieur général de l'armement André Gempy, le général de gendarmerie Robert Basset et le médecin chef des services Bernard Batisse.

Ce n'est pas la première fois que M. Ibagnes reçoit chez lui les

dirigeants du Front national. Son domaine a déjà abrité plusieurs réunions du parti léniniste. Ce pied-noir, ancien membre de l'OAS (Organisation armée secrète), partage en effet beaucoup des idées de M. Jean-Marie Le Pen, « notamment en matière d'immigration », bien qu'il refuse toute appartenance au Front national, parce qu'il suit une démarche autonome.

M. Ibagnes a fondé, en juillet, à Toulouse, un Conseil national supérieur des rapatriés (CNSR), dont il assure la présidence, qui exprime des ambitions nationales : « Notre objectif », dit-il, « est de pouvoir, à terme, présenter des candidats à toutes les élections, y compris à la présidence de la République ».

Il n'hésite d'ailleurs pas à comparer cette organisation, regroupant vingt-cinq associations de rapatriés et d'anciens harkis, à un « mini-gouvernement pied-noir ». M. Ibagnes souhaite ainsi que chaque membre du gouvernement de M. Edith Cresson ait un homologue rapatrié chargé de suivre le dossier de son « ministère ». Certains « portefeuilles » sont déjà pourvus : autour du vice-président, M. Ivan Santini, se retrouvent M. Mohamed Laradi (en charge des harkis), M. Jean Augay (pour les relations avec l'Assemblée nationale), l'ancien ministre Jean-Augarde (délégué au Sénat) et M. Roland di Constanzo (responsable de l'action).

Pour M. Ibagnes, le combat politique du CNSR ne s'arrête pas là. Dans un entretien publié récemment par le quotidien *Var-Matin*, il déclarait notamment : « Les deux tiers des Français sont démotivés. Par notre action exemplaire, nous pouvons susciter un nouvel intérêt en expliquant nos problèmes et ceux du pays. L'action « exemplaire » de M. Ibagnes se traduit également dans ses vœux sur les médias.

Critiquant la série des « Années algériennes », diffusée récemment par Antenne 2, il affirmait : « Les pionniers de l'Algérie, les véritables pieds-noirs, n'ont pas été interviewés. En fait, on a l'impression que ces émissions sont réalisées en coulisses et que le lobby israélien est derrière. On sait bien que tout est mené par eux : Chirac, et Bérégovici par les juifs. Giscard et Bérégovici mariés à des juives. La plaisanterie a assez duré ; aujourd'hui ils imposent leur point de vue... Nous voulons que la presse dise la vérité ! »

O. B.

Dans le Val-de-Marne

Un conseiller général RPR dénonce les « méthodes de voyous » du FN

M. Jean-Pierre Schenardi, membre du bureau politique et secrétaire départemental dans le Val-de-Marne du Front national, avait organisé, le 9 novembre, une « réunion de l'opposition » à Nogent-sur-Marne (le Monde du 13 novembre). Beaucoup d'invitations avaient été envoyées aux élus du département. Une trentaine de personnes, dont une majorité écrasante de cadres du parti d'extrême droite, y avaient répondu.

Parmi les participants « extérieurs », venant notamment des conseils municipaux du Kremlin-Bicêtre, de Fontenay-sous-Bois, de Saint-Maur et de Thiais, il y avait une ancienne adhérente du CDS, un représentant des indépendants nationaux de M. Philippe Malaud, l'ancien secrétaire général départemental du Parti radical, M. Raymond David, qui « penche avec beaucoup de sympathie vers le Front national », deux ou trois élus se revendiquant du RPR, dont le conseiller général du canton, M. Jacques Martin, adjoint au maire de Nogent. C'est ce « poisson »-là qui intéressait M. Schenardi.

M. Martin développa, brièvement, ce qui oppose le RPR et le Front national avant de préciser : « Les choses évolueront le jour où, au lieu de montrer ce qui nous oppose entre nous et qui nous oppose à la gauche, nous énoncerons clairement ce qui nous est commun au plan de l'éducation, de l'emploi, de l'éducation, de la fiscalité... » L'adjoint de M. Roland Nungesser ajouta, avant de partir : « S'il devait y avoir un rapprochement un jour, il ne pourra se faire que par la base et les élections, et non par les élus ».

Un communiqué se réjouissant de « l'ouverture d'un dialogue » fut donc rédigé sur « des valeurs », hors la présence de M. Martin. Fallait-il lui soumettre le texte avant de le rendre public ? « Il n'y a pas à demander l'avis de Martin », affirma M. Charles Garcelon, conseiller régional du Front national. « Il a dit qu'il était venu avec l'accord de Nungesser », assura M. Schenardi. « Même s'il refusait de le signer, il est venu », lança un troisième. M. Martin était dans la nasse.

Accusé par les socialistes de chercher des accords avec le parti d'extrême droite, le conseiller général « piégé » a envoyé, mardi 19 novembre, une lettre de protestation à M. Jean Luciani, secrétaire départemental adjoint du Front national et conseiller municipal de Nogent, qui sera son adversaire aux cantonales.

Il y a « dégoût » d'avoir reçu le fameux communiqué après sa publication, souligna : « Je ne peux que condamner vos procédés et les termes d'un communiqué qui dénature la vérité. Je dirai haut et fort à vos électeurs combien vos méthodes déshonorent la politique en France, car ce sont des méthodes de voyous ». M. Martin affirme que « l'existence d'un dialogue est une des marques de la démocratie » mais il ajoute : « Mon erreur est d'avoir cru, l'espace d'un instant, que vous étiez capables de jouer franc jeu... »

O. B.

Depuis deux mois, au cours de centaines de débats locaux

La direction du PCF à l'écoute de sa base

Des centaines de débats entre communistes, ouverts aux non-communistes, ont lieu, depuis deux mois, dans tous les départements, à l'initiative de la direction du PCF qui multiplie ses contacts avec sa base militante pour à la fois se ressourcer, essayer de dégager une « nouvelle pratique » dans ses rapports internes et confirmer sa volonté de changement, contestée notamment par M. Charles Fiterman et les autres « refondateurs ». A preuve des effets positifs de cette difficile

entreprise de rénovation l'*Humanité* cite fréquemment les commentaires consacrés à ces réunions par les quotidiens régionaux qui constatent la qualité des échanges et la liberté de ton qui s'y exprime.

La direction du PCF en tire naturellement argument pour opposer ce qu'elle appelle « le vrai visage des communistes » à ceux qui estiment le PCF définitivement disqualifié par l'effondrement du « modèle » soviétique.

Un débat entre militants à Sarcelles

« Qu'a-t-on fait de mal, nous, en France ? »

« Je suis communiste depuis vingt ans, mais cela fait au moins quatre ans que je me sens mal à l'aise. Il y avait belle lettre que je ne me laissais plus d'illusions sur ce qui se passait là-bas, mais pendant seize ans j'étais sûr de moi malgré nos erreurs. Je regrette le temps du Programme commun car, au moins, c'était plus facile. On savait où on allait. Aujourd'hui, on débat au fond de nos cellules, mais ça ne va pas plus loin. Il y a un manque de perspectives. Et puis... allez, je vais le dire : je manque de confiance en l'homme. On nous dit que « là-bas », c'était bureaucratique, antidémocratique, mais chez nous c'est parti parti. Certains, dans le parti, ont des responsabilités, oublient qu'on peut discuter entre nous ».

Les textes qu'ils doivent lire, mais aussi dans la réalité... L'intention du discours est surtout d'essayer de démontrer que le PCF n'avait, depuis longtemps, plus rien de commun avec le régime de Moscou : « Nous avons mal vécu ce qu'on a dit sur nous au moment du putsch en Union soviétique. Personne ne sait vraiment qui nous sommes. Certains ne veulent même plus nous parler quand ils apprennent que nous sommes communistes. Nous voulons montrer notre vrai visage. Qu'a-t-on fait de mal, nous, en France, pour qu'on ne veuille plus nous parler ? »

centralisateur. Les gens n'étaient pas consultés. Il faut en finir avec l'idée d'un parti qui saurait tout, déciderait tout à la place des autres... Une femme explique qu'elle ne peut se reconnaître dans la structure de ce parti : « Pourquoi s'appelle-t-il toujours communiste ? M. Blotin peut-il nous dire ce qu'il a dit à Cossoussou quand il l'a rencontré, puisqu'il a été le dernier en France à l'avoir vu ? » Réponse immédiate et qui satisfait tout le monde : « Nous nous sommes angoules en public ! L'honneur est sauf et Cossoussou n'est plus là. C'est de la salle que fuses, anonyme, la réponse à la première question : « Je ne suis pas comptable de ce qui a été fait dans les pays des socialistes. Je veux bien qu'on dise que je les ai soutenus, que j'avais les yeux fermés, mais le patronage du PCF, ce sont Jaurès, les résistants. Je ne me sens pas l'obligation de changer de nom ».

Cette réaction en entraîne d'autres, diverses : « Je me suis senti de la chute de ce socialisme caserné... » « Tout n'est pas à jeter dans les poubelles de l'Est. Il faut balayer devant notre porte. Le débat pour la gauche est un peu resté. La moyenne d'âge la sera sans doute de quarante-cinq ans... » « Pour changer la société, les solutions individuelles n'ont jamais rien apporté. Il faut être en groupe et ça dépasse le cadre d'un parti... » « On vient de publier l'échec de l'URSS qui a eu lieu en 1977 entre les deux comités centraux d'URSS et du PCF. Il faut le faire à la fois à quatre ans, pas aujourd'hui. Il y a des pratiques avec lesquelles il faut rompre... »

A la fin du débat, plus de deux heures après, les sentiments sont plus unanimes : « C'était très bien », « Passionnant », « Trop court ». On passe pour des deux utopiques ou des charlots, protesta Annie. Il faut que ça change !

JACQUELINE MEILLON

« Nous devons inventer... »

François Boule a quarante-trois ans. Professeur d'histoire-géographie au lycée Jean-Jacques Rousseau de Sarcelles, il est depuis 1985 premier secrétaire de la section. Adhérent au PCF depuis le XIX^e congrès - celui du changement de l'abandon de la doctrine du prolétariat, se plaît à le rappeler, il reste toujours pour son parti : « Mon rapport aujourd'hui de fait de la politique, c'est d'appliquer de gauche à droite les ordres. C'est nous, à la section, qui devons innover. On nous dit d'être créateurs pour que la population ne se désintéresse plus de la politique. On ne crée pas au sommet. La mise en œuvre de la politique, elle se fait en bas, avec l'adhérent... »

Pierre Blotin est le pour répondre aux questions on faisait pite de voyous. Un jeune de vingt ans explique : « L'année 90 a vu la liberté, l'autonomie partout. Les jeunes, c'est pareil, on veut être autonome, on a nos propres idées. Que les partis politiques agissent, ensuite on verra. » Pierre Blotin approuve : « Les dirigeants sont là pour écouter. Les décisions sont aussi sources d'insatisfaction (...). Le communisme a échoué tel qu'il était parce qu'il s'était transformé en système ».

La préparation des élections régionales

Le « Bourreau de Béthune » saute sur le Nord...

Béthune, sous-préfecture du Pas-de-Calais, est célèbre pour son âne et son Bourreau. L'équidé imprévisible renvoie par la légende au philosophe médiéval Jean Buridan, et l'artiste à la hache appartient au florilège d'Alexandre Dumas.

Porteur du titre terrifiant de « Bourreau de Béthune », Freddy Robert, de son vrai nom Robert Moreau, 60, pour sa part, hante les rings de France dans les années 60. Les amateurs de catch ont gardé le souvenir révélateur d'une montagne de muscles (183 centimètres) harnachée, en rouge, des pieds à la tête, qui était censée jouer le rôle du vilain sous les huées de la foule. Un quart de siècle plus tard, l'homme a perdu beaucoup de poids, mais il s'entraîne régulièrement dans sa salle de sport et parcourt 10 kilomètres quotidiennement.

« Freddy », devenu garde du corps de M. Jean-Marie Le Pen, sera donc candidat, en bonne position, sur la liste conduite dans le département du Nord par M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, aux élections régionales de mars prochain. « Mon Nord, j'y tiens », dit simplement l'ancien catcheur, entrant ainsi dans l'arène politique.

Ceux qui attendent une brute au front bas seront toutefois déçus. M. Robert Moreau est en effet un « body guard » paradoxal et attachant. Connaisseur des bières d'abbaye, il les aime sans les boire. Fils de musiciens - son père était chef d'orchestre et sa mère violoncelliste - il a débüté dans la boxe malgré six années de conservatoire. Lueur et catcheur au grand désespoir de sa mère, tellement attirée de le voir « finir là-dedans » qu'elle ne

lui parlait plus, il est sûr d'avoir reçu son pardon le jour où elle lui a confondu, sans motif, « un superbe poignard de velours rouge avec un col noir et « Freddy Robert » piqué dans le dos ». « Ma mère n'a jamais assisté à un de mes combats », confie « Freddy », en ajoutant que son père a « sûrement beaucoup souffert » du choix sportif de son rejeton.

« Même s'il m'avait tué... »

De ses options politiques, en revanche, on ne sait pas ce que pensaient ses parents. Des choix qui doivent beaucoup à l'amitié. Ancien para-commando de l'armée belge - il a opté pour la nationalité française à vingt et un ans - sa rencontre avec le parachutiste Le Pen était-elle prédestinée ? Toujours est-il qu'elle eut lieu quand l'un « faisait le Bourreau » et que l'autre ne faisait plus le député. « Freddy » se souvient qu'un triste soir de combat perdu, c'est l'ancien porte-parole poujadiste qui le conduisit à l'hôpital pour se faire « rafistoler ». Il se souvient aussi avoir participé, comme « gros bras protecteur », à la campagne présidentielle de Jean-Louis Tixier-Vignancour en 1985.

Les copains d'abord, c'était aussi, pour « Freddy », René-Louis Lafforgue, « un anarchiste qui me charriait », dit-il. L'ancien poids lourd d'extrême droite n'a pas oublié le poulet basquaise mitonné chez l'interprète de *Julie la Rousse*.

« Freddy » avait abandonné son masque rouge en 1985 et quitté les rings à la fin 1970. Il voulait enfin donner un peu plus de

son temps à Gina, qu'il épouse le 26 juillet suivant. Sur le plan professionnel, il commença une nouvelle vie faite de contrats de protection privée. C'est alors que, fin 1978, Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P et T, l'engagea pour assurer sa couverture dans la campagne des municipales à Lille, et qu'en février suivant un « concurrent » ayant raté un autre « contrat » lui expédia quatre balles dans le corps. « Freddy » fut mal en point mais une lettre d'encouragement émanant d'un éditeur l'effraya déjà : « Le Bourreau ne peut pas mourir ». Et le « Bourreau » a survécu. M. Pierre Mauroy, maire socialiste de Lille, pour qui « les élections sont un moment de démocratie », a pris régulièrement de ses nouvelles. Le maître, lui, a « pris » vingt ans. « Même s'il m'avait tué, je ne crois pas qu'il aurait été utile de le condamner à mort », déclare aujourd'hui M. Moreau, qui ne compte pas parmi les plus farouches partisans de la peine capitale. Il est comme ça, le « Bourreau ».

Né à Ostende (Belgique), il y a soixante ans, au service du président du Front national depuis huit ans, fonctionnaire du Parlement de Strasbourg auprès du groupe technique des droites européennes - outre le français, il parle l'anglais, l'allemand et le néerlandais - et amoureux des terres du Nord, d'où son père est originaire, l'ange gardien du chef de file de l'extrême droite prépare sa seconde sortie en douceur : « L'important est de réussir ce que l'on fait ». Il se verrait bien membre de la commission de la culture du conseil régional. Le « Bourreau » est un tendre.

OLIVIER BIFFAUD

Deux listes socialistes concurrentes en Guadeloupe

POINTE-À-PITRE

de notre correspondant

Les deux députés socialistes guadeloupais, MM. Frédéric Jalton et Dominique Lariffa, conduisent chacun une liste aux élections régionales. Le premier bénéficiera de l'investiture de la Fédération socialiste et le second du soutien d'un certain nombre d'élus socialistes, sans étiquette ou de centre droit. M. Lariffa, qui anime depuis le début de l'année un « Groupe de réflexion pour l'avenir et le progrès de la Guadeloupe » (GRAP-G) a en effet annoncé, mercredi 20 novembre, qu'il sera « présent » avec ses amis aux élections cantonales et qu'il conduira une liste aux élections régionales, comme il l'avait déjà fait en 1986, en tant que porte-drapeau du PS. « Confronté à une recherche d'unité-factice, j'ai choisi la seule démarche qui, en mon âme et conscience, me permettrait de me présenter dignement devant les électeurs », a-t-il déclaré.

La confirmation de la candidature de M. Lariffa, président du conseil général depuis 1985 et maire de Petit-Bourg, constitue un échec supplémentaire pour M. Félix Proto, président sortant du conseil régional et premier secrétaire fédéral du PS, qui avait imaginé de couper court aux inten-

tions déjà exprimées par M. Lariffa en suscitant la désignation comme tête de liste de M. Frédéric Jalton, maire des Abymes et doyen des élus socialistes guadeloupais qui s, surtout, longtemps fait figure de « parrain » du PS local. « J'ai accepté cette mission pour sauver ce qui peut l'être », avait indiqué samedi M. Jalton.

En se présentant comme « le plus apte à rassembler les socialistes et leurs partenaires », M. Jalton avait cependant estimé que sa désignation ne constituait pas un « désastre ou une démission de M. Proto », en en douzième et dernière position sur la liste socialiste en 1986.

M. Lariffa, qui s'est rallié depuis quelques mois aux nombreuses critiques formulées sur la conduite des affaires régionales par M. Proto, avait tenté, ces dernières semaines, de celui-ci « défendre lui-même sa gestion devant les électeurs », sans cacher qu'il se présenterait alors contre celui qu'il a qualifié de « président par effraction ».

A l'antithèse d'une hypothétique - et inhabituelle - exclusion lancée par M. Jalton, M. Lariffa a répondu en affirmant son « attachement au socialisme démocratique, objet du différend qui m'oppose à la direction actuelle de la fédération guadeloupéenne du PS ».

EDDY NEDELJKOVIC

POLITIQUE

Les recettes du budget au palais du Luxembourg

Le Sénat propose une « privatisation véritable » pour diminuer la charge de la dette publique

Le rapport de la commission d'enquête sur le financement des partis

M. Wiltzer (UDF) dénonce « une opération d'escamotage »

M. Pierre-André Wiltzer, député de l'Essonne, a estimé, vendredi 22 novembre, que le rapport de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales est « une opération d'escamotage et d'élus » de la part des socialistes.

« La commission d'enquête a parfaitement répondu aux souhaits du gouvernement et du Parti socialiste, qui étaient de noyer le poisson », estime M. Wiltzer dans un communiqué. « Assailis de scandales politiques », ajoute-t-il, le gouvernement et le PS n'ont « rien trouvé d'autre que cette commission d'enquête pour tenter de dégriser » en s'efforçant « d'accroître l'idée que tous les partis, tous les élus s'étaient comportés de la même manière ».

M. Wiltzer, qui avait voté contre la création de cette commission d'enquête au printemps dernier, constate que « après comme avant la commission d'enquête, la seule vérité qui s'impose est que le gouvernement doit laisser la justice remplir sa mission en toute indépendance ».

De son côté, M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui a été mis en cause avec d'autres personnalités de l'opposition dans l'affaire Sun-Communication, par le garde des sceaux, M. Henri Nallet, au cours de l'une des auditions de la commission d'enquête (le Monde du 23 novembre), a réagi vendredi, en soulignant que « tenter d'escamoter une affaire déjà jugée et vieille de plusieurs années illustre pleinement l'affaiblissement du pouvoir judiciaire ».

Interrogé par RMC, M. Gaudin a précisé : « Contrairement à l'affaire Urbat, le dossier Sun-Communication a déjà été traité par la justice, et les dirigeants de cette société ont bénéficié d'un non-lieu. C'est une décision très nette. » Il a également affirmé que « jamais la SORMAE n'a travaillé avec le conseil régional » de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

M. Raymond Barre, mis également en cause par M. Nallet, a indiqué, pour sa part, que « ni lui ni ses collaborateurs n'ont eu de relations, en aucun moment et de quelque sorte que ce soit » avec la société Sun-Communication.

EN BREF

■ M. Chirac : « la démocratie est rongée ». — M. Jacques Chirac, président du RPR, a estimé, vendredi 22 novembre à Mont-de-Marsan (Landes) que M. François Mitterrand est à la tête « d'un pays où la démocratie est profondément malade et rongée par le ver de l'autoritarisme et de la monarchie ». Il y a une crise morale chez ceux qui nous gouvernent et ils ne s'en aperçoivent même pas », a-t-il ajouté avant de réaffirmer « l'opposition unanime » de la droite « encore réaffirmée par l'UDF, à un changement de mode de scrutin ». Après avoir exprimé dans l'après-midi son « opposition à la dérive européenne avec une commission de plus en plus sensible aux pressions américaines », le président du RPR a également affirmé que le président de la République « sent très bien que l'Europe sera cruciale pour les faibles et les indécis, et la France en fait partie ». — (Corresp.)

■ Plaintes contre M. Mergat. — M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a écrit, vendredi 22 novembre, à Mme Edith Cresson une lettre dans laquelle il demande au premier ministre de faire appliquer la loi après les déclarations sur l'immigration de M. Bruno Mergat, député général du Front national. « Le seul fait de rendre public des propos relevant du racisme le plus abject représente des honteuses lâchetés victorieuses tombées sous le coup de la loi (...). Le ministre de la Justice et le parlement se doivent de [la] faire respecter », indique M. Lajoinie. Une plainte pour « provocation à la discrimination et à la haine raciale » a d'ailleurs été déposée à Marseille contre M. Mergat par M. Yves-Michel Dahoul, premier secrétaire de la fédération du Parti socialiste du Doubs. M. Josiane Weinacht, présidente de la section du Syndicat des avocats de France de Besançon (Doubs), et M. Jean-Christophe Valot-Pistier, président de la section du Syndicat de la magistrature de la même ville, qui ont également appelé toutes les associations de lutte contre le racisme de France à engager une procédure identitaire. Enfin, M. Antoine Wachter, porte-parole des Verts, a réagi aux propos de M. Mergat en estimant la société créée par le Front national « raciste et fondée sur l'apartheid ».

Par 222 voix contre 91, le Sénat a adopté, vendredi 22 novembre, le projet de loi de finances pour 1992 sous une forme sensiblement différente de celle qui lui était présentée par le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, et qui avait été considérée comme adoptée par l'Assemblée nationale après le rejet, lundi 18 novembre, d'une motion de censure déposée par l'opposition. La majorité sénatoriale a, notamment, abondé ce budget de recettes non fiscales d'un montant de 40 milliards de francs, correspondant à la « privatisation véritable » d'une entreprise du secteur public, afin de diminuer le poids de la dette dans les charges de l'Etat.

À la veille de la discussion budgétaire au Sénat, il y avait, pour simplifier, deux attitudes possibles : soit le rejet pur et simple des propositions de recettes, présentées par le gouvernement, soit l'élaboration progressive d'une sorte de contre-projet, permettant à la droite d'esquisser ce qu'elle ferait en la matière, si elle était aux affaires (le Monde du 20 novembre). C'est cette seconde ligne, défendue par M. Roger Châteaud (Rég. et ind., Hauts-de-Seine), rapporteur général de la commission des finances, qui l'a finalement emporté sur celle du président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Pierre Fourcade

(Rég. et ind., Hauts-de-Seine), et cela a parfois donné des scènes cocasses.

Avant même que le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, ne donne un avis défavorable aux amendements de la majorité sénatoriale, on vit ainsi, à assurer gravement qu'il s'agissait là d'« amendements terriblement coûteux » et tenter de dissuader ses collègues de les maintenir en leur affirmant que « bien qu'excellentes sur le fond, [leurs] propositions ne pourraient être envisagées que lorsque les finances publiques auront été remises en état ». Le rapporteur du budget tenait en effet beaucoup à ce qu'à l'issue de la discussion, le contre-projet du Sénat soit tout aussi crédible que celui de Bercy.

Des modifications significatives

Toutefois, au terme de quatre jours de débats, la majorité sénatoriale a obtenu, souvent contre l'avis du gouvernement, un certain nombre de modifications significatives. C'est ainsi qu'elle est revenue sur le compromis longuement élaboré, à l'Assemblée nationale, entre le groupe socialiste et le ministre des finances, sur le versement de la taxe sur les collectivités locales de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (le Monde du 20-21 octobre).

Réduite de 4,2 milliards de francs dans le projet de loi initial, cette dotation n'avait été amputée que de 2,2 milliards de francs au Palais-Bourbon. Le Sénat, lui, a refusé toute amputation de ces

crédits. De même, en est-il revenu à une disposition de la loi de finances pour 1991 qui prévoyait une augmentation du prix du tabac de 15 % au cours de cette année, hausse qui, par deux fois, a été reportée pour ne pas trop peser sur l'indice des prix.

Le Sénat a repoussé d'autre part le relèvement de 20 % des tarifs de la taxe sur les bureaux instituée en Ile-de-France. Le dégrèvement de 70 % sur les parts départementales et régionales de la taxe foncière sur les propriétés non bâties a été porté à 100 % pour les terrains agricoles réservés à l'élevage, et le taux de 70 % a été proposé pour les autres terres agricoles, surtout, au terme d'un long débat avec le ministre du budget, le grand conseil des communes de France est revenu sur plusieurs dispositions jugées nuisibles aux collectivités locales.

« Une grande victoire »

Selon le président de la commission des finances, M. Christian Poncelet (RPR, Vosges), il a notamment remporté « une grande victoire » en obtenant de M. Charasse que la suppression du remède à la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée pour un certain nombre d'équipements publics ne soit pas rétroactive. Cette mesure ne sera en effet applicable qu'à compter du 1^{er} décembre prochain. Elle ne visera pas, contrairement à ce qui était envisagé, les locaux, souvent construits par les communes ou les départements, tels que les gendarmes, les commissariats de police, les bureaux de

poste ou encore les perceptions. Enfin, dans un amendement final, la majorité sénatoriale a tenu à marquer sa propre philosophie en proposant d'alléger de 7,2 milliards de francs les dépenses de fonctionnement de l'Etat afin de favoriser des allègements fiscaux, et d'abonder de 40 milliards de francs les recettes de l'Etat par la vente, en 1992, d'une grande entreprise publique. Ces crédits seraient destinés à diminuer le

poids de la dette. Pour résumer la première partie, consacrée aux recettes, du projet de loi de finances telle qu'elle ressort du Sénat, le rapporteur général du budget a pu ainsi souligner qu'il s'agissait d'« un texte cohérent, qui ne pourra pas prêter le flanc aux quolibets qu'on entend çà et là chez ceux qui se croient toujours la majorité ».

FREDERIC BOBIN
et JEAN-LOUIS SAUX

L'analyse du scrutin

Dans la configuration retenue par le Sénat, le projet de loi de finances pour 1992 a été adopté par 222 voix contre 91 et 3 abstentions.

Ont voté « pour » :
- 91 RPR sur 91 ;
- 66 sénateurs de l'Union centriste sur 68 ;

Ont voté « contre » :
- 44 sénateurs de l'Union des républicains et indépendants (UREI) sur 51 ;
- 15 sénateurs du Rassemblement démocratique et européen (RDE) sur 23 ;
- 6 non-inscrits sur 6.

Ont voté « contre » :
- 66 PS sur 66 ;
- 6 PC sur 16 ;
- 7 RDE : MM. François Abadie (Hautes-Pyrénées), Gilbert Baumeit (Gard), André Boyer

(Lot), Louis Brives (Tarn), Yvon Collin (Tarn-et-Garonne), François Lassin (Aisne), Hubert Peyou (Hautes-Pyrénées) ;
- 2 UREI : MM. Jean Boyer (Isère), Michel Poniatowski (Val-d'Oise).

Se sont abstenus :
- 2 UREI : MM. Joël Bourdin (Eure), Guy Cabanel (Isère) ;
- 1 RDE : M. Jean Roger (Tarn-et-Garonne).

N'ont pas pris part au vote :
MM. Alain Poirer (Un. cent., Val-de-Marne), président du Sénat, Pierre-Christian Taittinger (UREI, Paris), qui présidait la séance, André Fossé (Un. cent., Hauts-de-Seine), Jean-Pierre Fourcade (UREI, Hauts-de-Seine), Jacques Larché (UREI, Seine-et-Marne).

LIVRES POLITIQUES

GOUVERNER c'est paraître : sous ce titre quelque peu provocateur, un universitaire, spécialiste de la communication politique, livre les réflexions qu'il a eues et la pratique de son sujet lui ont inspirées. « La légitimité du pouvoir, aujourd'hui, passe, écrit-il, par la capacité des gouvernements à communiquer. » On pourrait dire la règle à tous les acteurs de la vie politique, qui, par ailleurs, doit d'abord savoir communiquer, c'est-à-dire savoir entendre et se faire entendre. Pour dire quoi ? C'est une autre histoire...

L'auteur n'aura aucune difficulté à convaincre ses lecteurs, dans une période où, en France du moins, il y a, semble-t-il, un déficit de communication entre la classe politique et l'opinion. Situation a priori paradoxale puisque la politique suppose, par nature, la communication, surtout dans les démocraties où elle n'est pas entravée et où elle s'établit sur la base de contrats régulièrement revus et souscrits entre les électeurs et les élus. En bien, cela ne suffit pas ! On oublie trop que la démocratie n'est jamais tout à fait acquise, qu'elle doit être non seulement entretenue mais revivifiée en permanence, comme une plante fragile. On oublie aussi que la communication a besoin de messages à transmettre et à recevoir.

En s'intéressant au « paraître » du pouvoir politique, Jean-Marie Cotteret vise la domination qu'exerce l'audiovisuel sur nos sociétés. La question du « look », bien sûr, ne se pose pas d'aujourd'hui et, dans un autre ouvrage, issu d'une recherche collective sur la communication politique, Claudine Haroche montre, à travers l'évocation des cérémonies et des rituels de cour et des préceptes donnés aux princes et aux rois, que l'art de gouverner s'est toujours appuyé sur la maîtrise des apparences et des symboles. Si nous aurons il y a, elle tient à l'évolution et à la pression des moyens de communication.

Il présente, explique Jean-Marie Cotteret, sur le débat et le personnel politique. Une manifestation publique, une grève, par exemple, n'ont plus le même sens qu'autrefois : ce sont, aujourd'hui, des moyens d'accéder aux médias, car « sans l'accès à la télévision, la cause est la plus souvent perdue d'avance ». Quant à l'homme politique, il se transforme en homo catholicus et ses

L'emprise de la communication

discours se plient aux contraintes de la relation audiovisuelle : ils fonctionnent sur le registre émotionnel et disent le vraisemblable plutôt que le vrai.

Au lieu de mener un combat d'arrière-garde, il vaudrait mieux, selon l'auteur, adapter le système politique à l'air du temps. Ainsi, dans la mesure où la communication a déformé l'élection, il serait opportun, estime-t-il, de favoriser la rotation des élus en interdisant leur réélection : la durée des mandats pourrait être fixée en fonction de la tâche à accomplir, suivant qu'il s'agit d'une petite commune, d'une grande ville, d'une législature ou de la présidence, et leurs rémunérations seraient révisées par rapport à l'importance des responsabilités exercées ; des indemnités de fin de mandat et des mesures de reclassement compenseraient l'interdiction de se représenter. L'élus verrait protégé d'un trop grand risque professionnel et pourrait prendre celui de l'impopularité qui, trop souvent, le retient.

L'auteur préconise aussi la constitution d'un Conseil des techniciens, qui participerait à l'élaboration des mesures législatives et permettrait aux élus du peuple de se consacrer aux débats purement politiques, ainsi que la création d'associations de consommateurs politiques. Il envisage encore un grand conseil des médias, qui associerait « dans un rôle de régulation et non de contrôle » des élus et des professionnels, et le remplacement du droit de grève dans les services publics par un accès à la télévision en cas de conflit. Ces propositions, quel que soit le jugement que l'on porte sur elles, montrent que, pour mieux gouverner, il faut, certes, savoir paraître, mais aussi prévoir et organiser.

Il faut, également, savoir parler, écrire, bref, s'exprimer, et le faire en de si nombreuses circonstances, sur des sujets si divers, devant des publics si différents, qu'un communicateur politique, si doué qu'il soit, peine à la tâche.

ANDRÉ LAURENS

Alors, il se fait aider et, s'il n'est pas doué, il sous-traite l'éducation de ses interventions. Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez ont visité cet univers caché dans lequel s'emploient les « nègres » des hommes politiques. Pour le coup, on est en plein dans la communication ! Car il s'agit bien de faire du sur mesure, aux mensurations du commanditaire et en se pliant aux contraintes du média concerné. « Errant dans un consensus de modération, l'homme politique a remplacé la grille idéologique par les codes du bien communier (...). La plume de l'ombre, ainsi balottée au gré des changements de stratégie, va chercher ses repères auprès de l'expert en communication », observent les auteurs, au terme d'une enquête qui fournit de nombreuses révélations et bien des surprises.

Tout pouvoir a besoin de communiquer et, souvent, il en a les moyens. On l'a vu avec la décentralisation qui a renforcé les pouvoirs des collectivités locales. L'ouvrage collectif cité plus haut se penche plus particulièrement sur cet aspect de la communication, avant d'en examiner les enjeux globaux. Comme on ne saurait en résumer d'une formule les diverses contributions, on citera ce jugement nuancé de l'un des auteurs, Jacques Pournelle : « Qu'ils soient de droite ou de gauche, les présidents de conseils généraux aiment cultiver une image de chef d'entreprise, de patron de leur département, en s'efforçant de mettre un bâton sur l'excès de personnalisation qui ont souvent marqué leurs premières campagnes. Il n'est pas sûr, pourtant, que cette évacuation du politique serve la démocratie car la limite reste étroite entre l'information et la propagande comme entre la solidarité et la subordination. » La nuance, il faut la goûter et la chérir, car la communication, si simpliste et réductrice des grands médias, ne la dispense guère !

► **Gouverner c'est paraître**, de Jean-Marie Cotteret, PUF, 175 p., 86 F.

► **La communication politique**, ouvrage collectif publié par le CURAPP, PUF, 214 p., 80 F.

► **Plumes de l'ombre, les nègres des hommes politiques**, d'Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez, Ramsay, 266 p., 110 F.

COMMUNICATION

A trois mois des compétitions

TF1 mécontente de l'organisation des J.O. d'Albertville

Avec 2,2 milliards de télé-spectateurs et d'auditeurs potentiels, les seize Jeux olympiques d'hiver d'Albertville constitueront un enjeu médiatique de taille pour lequel les chaînes de télévision du monde entier ont largement investi au travers des droits de diffusion (au total 1,8 milliard de francs dont 1,4 milliard pour CBS et 108 millions pour l'Union européenne de radiodiffusion regroupant pour la France uniquement TF1, Antenne 2 et FR3). Le Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) a, pour sa part, perçu 1 236 millions de francs de cette manne financière et en a concédé 280 pour l'organisation d'un dispositif médiatique de retransmission officielle. Une structure qui offre un résultat ouvertement critiqué par TF1.

Roger Zabel, chef du service des sports de TF1, n'est pas content. A trois mois des Jeux d'hiver, il met en cause la qualité du produit audiovisuel fourni par l'Organisation de radiodiffusion olympique (ORTO 92), qui a le monopole de la production et de l'exploitation des images et du son olympiques pour le compte du Comité olympique (COJO).

Comparant la retransmission de la compétition de patinage artistique (Trophée Latic) par l'ORTO 92 à l'exploitation que la chaîne CBS a faite de ces mêmes images, Roger Zabel a déclaré : « TF1 aurait pu être mieux servi de signer un accord avec CBS... » Il a ajouté : « Il reste trois mois à l'ORTO 92 pour parfaire son dispositif. » Des déclarations qui s'assimilent, selon un responsable de l'ORTO, « à un dénigrement systématique de TF1, qui aurait voulu faire partie des radiodiffuseurs-hôtes... »

TF1 ne fait effectivement pas partie de l'ORTO 92 - malgré sa candidature en 1988 - une structure juridique composée de quatre radiodiffuseurs-hôtes, qui sont Antenne 2, FR3, Radio-France et Télé-Diffusion de France (TDF). Pour fournir près de 320 heures d'images au monde entier, l'ORTO ne rassemble que

des entreprises du secteur public et collabore principalement avec la Société française de production (SFP), l'Union européenne des radiodiffuseurs (UER) qui lui fournit des équipes de tournage et des techniciens, et France Télécom pour les liaisons internationales.

La retransmission de TF1 tient aussi à des raisons financières. La chaîne a investi 13,5 millions de francs dans le simple achat des droits de diffusion. Ce qui ne représente qu'une avance sur le coût réel des Jeux olympiques. Pour personnaliser ces images - présentation des émissions, contrat d'exclusivité avec le skieur français Franck Picard, amélioration de la réalisation technique de l'ORTO 92 - TF1 devra déboursier entre 20 et 25 millions de francs supplémentaires, selon Jean-Claude Dassié, directeur des opérations.

Derrière les chiffres se dissimule donc aussi une polémique sur la manière dont les principaux médias envisagent de couvrir ce rendez-vous olympique. Antenne 2 et FR3, qui ont privilégié la quantité, diffuseront près de 130 heures de programmes pour un coût de production de 33 millions de francs. Pour 8 millions de francs de moins, TF1 ne consacra que 40 heures d'antenne aux Jeux olympiques. Un investissement que les responsables d'Antenne 2 et de FR3 qualifient de « surenchère pré-olympique ».

Quant aux radios, bien que la guerre commerciale à laquelle elles se livrent soit aussi vive que dans le milieu télévisuel, elles ont accueilli sans rechigner les règles de l'ORTO 92. Pour elles aussi, l'accès à l'information olympique de qualité dépend des moyens mis en œuvre. Au premier rang figure Radio-France, qui déploiera cet hiver un impressionnant arsenal.

Avec 6,8 millions de francs consacrés à l'événement et le lancement de son antenne de service « Radio-France-Savoie info 92-News and Service », Radio-France entend être la radio des Jeux olympiques d'hiver. Elle émettra vingt-quatre heures sur vingt-quatre, relayée par France-Inter et France-Info sur tout le territoire. Les périphériques quant à elles, ne semblent pas décidées à rivaliser, à l'exception d'Europe 1, dont les 2,5 millions de francs d'investissement et les relais locaux d'Europe 2 font figure d'outsider.

THIBAUT ROMAIN

لماذا من اجله

كلنا في الحب

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le mystère Chouraqui

Après deux ans d'instruction infructueuse, les défenseurs du patron de clinique de Marseille viennent de déposer une demande de non-lieu

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

C'est une affaire hors normes, qui a échappé à tout le monde. Un de ces monstres de papier, comme la machine judiciaire en produit trois ou quatre par décennie, où les actes de procédure métastasent à l'infini, et dont plus personne ne maîtrise entièrement les contours et les détours. Ni la quinzaine d'avocats qui s'y affrontent, ni apparemment le juge d'instruction Chantal Gaudino, pourtant déchargée de plusieurs autres dossiers pour y consacrer le temps nécessaire.

Et malgré les confrontations fleuve - l'une, par exemple, qui dure depuis le 17 juillet en cet à son cinquième épisode - on ne voit pas, à vue humaine, se clore une instruction qui n'est encore parvenue à rassembler aucune charge probante contre le principal inculpé, Jean Chouraqui, détenu à la prison des Baumettes depuis vingt et un mois.

Dès l'origine, cette affaire criminelle apparaissait exceptionnelle. Le 18 mai 1988, Léonce Mout, gérant de la Polyclinique Nord de Marseille, est tué sur le parking de son établissement. Une enquête de plus d'un an permet à la brigade criminelle de resserer ses filets autour d'un de ses concurrents, Jean Chouraqui, interpellé en novembre 1989. Mais après quarante heures de garde à vue, M^{re} Gaudino le remet en liberté : les éléments à charge sont trop minces.

Ni preuve ni mobile

L'affaire rebondit en janvier 1990 lors de l'assassinat du maire des quartiers nord de Marseille, Jean-Jacques Peschard. L'un des assassins présumés, Roger Memoli, s'accuse également du meurtre de Mout, affirmant l'avoir tué pour le compte de l'ancien directeur administratif de la Polyclinique Nord, Marc Galeazzi.

Interpellé à son tour, ce dernier assure aux policiers avoir lui-même agi à la demande de Chouraqui qui, au cours d'une conversation dans un bar d'Aix-en-Provence, lui a demandé de faire «intimider» Mout. Chouraqui ? Le suspect relâché de l'autisme précédent ? Les policiers sautent sur l'annonce, et Chouraqui est immédiatement incarcéré, sous l'inculpation de complicité de meurtre. Il l'est toujours.

Quelles charges pèsent contre ce «super-commanditaire» présumé ? Ni preuve, ni mobile, mais le seul témoignage de Galeazzi. Un témoignage fluctuant. Sitôt hors d'atteinte des

policiers, dès la fin de sa garde à vue, Galeazzi se rétracte devant le juge d'instruction, dans une longue lettre de huit pages, se plaignant de «pressions» des policiers. Confronté à ces derniers dans le cabinet du juge, il maintient ses rétractations. Chouraqui lui aurait simplement demandé de «circonvenir» Mout, de plaider en sa faveur.

Puis, quelques mois plus tard, surprise : il «charge» à nouveau Chouraqui. Mais il n'est plus question du rendez-vous d'Aix, et Galeazzi prétend désormais seulement faire écho aux confidences du tueur présumé : c'est Memoli qui lui aurait confié «agir pour Armand [Gallo] et pour Chouraqui».

La seule accusation contre Chouraqui provient donc désormais indirectement de Roger Memoli. Mais curieusement, jamais Memoli lui-même ne «charge» Chouraqui, se contentant d'accuser abondamment Gallo (dans l'assassinat de Peschard) et Galeazzi (dans celui de Mout). Chouraqui, il ne le connaît pas, et ne l'a jamais rencontré. L'enquête établit même qu'il n'a jamais essayé de se faire payer par lui, alors qu'il va persécuter Galeazzi jusque dans la région parisienne pour se faire régler le montant du «contrat».

On peut donc pour le moins s'interroger sur la sincérité de Galeazzi, d'autant que la dernière année d'instruction ne lui a guère été favorable. De nouveaux témoignages, en effet, sont venus éclaircir d'un jour nouveau la personnalité de Galeazzi et de sa compagne, Patricia Lauri. Des amis de cette dernière, les époux Carisola, qui avaient à l'époque recueilli ses confidences, rapportent que Galeazzi nourrissait, à l'égard de Léonce Mout, une hostilité au moins égale à celle de Chouraqui.

Au cours des mois qui précèdent et suivent le meurtre de Mout, Patricia Lauri, conversation après conversation, brosse à ses amis - six personnes au total - d'abord la chronique d'un meurtre annoncé, puis le récit de l'acte. Dans les heures qui précèdent le meurtre, Patricia Lauri affolée appelle Maryse Carisola, cherchant partout son compagnon. Ces conversations téléphoniques lui ont d'ailleurs valu une inculpation de non-dénonciation de crime. Elle a cependant été laissée en liberté.

Or jamais le nom de Chouraqui n'apparaît dans ces conversations. Sur les six interlocuteurs de Patricia Lauri, un seul assure l'avoir entendu au hasard d'une conversation, sans pouvoir préciser quelle occasion.

Pour autant, Chouraqui n'est sans doute pas aussi étranger à l'affaire que l'assurent ses défenseurs. Plusieurs failles dans son système de défense expliquent l'acharnement, autour de lui, de



la police et de la justice. D'abord, il se refuse à reconnaître que son ami Armand Gallo, élu municipal lui aussi inculpé de complicité de meurtre, l'avait informé de ce que Memoli tramait contre Mout, alors que Gallo - avec des variantes selon les interrogatoires quant à la précision de ses confidences à Chouraqui - persiste pourtant à affirmer qu'il y avait fait allusion devant lui. «Je n'ai pas parlé de ton ami, parce que j'avais publié son nom et pour ne pas le mouiller», s'exclamera même Chouraqui à Gallo après sa garde à vue de novembre en lui tombant dans les bras, ce qui laisse bien penser que Gallo lui avait précédemment parlé de cet «ami».

Parfum marseillais

Chouraqui, en outre, sans la démentir formellement, ne semble reconnaître qu'avec réticence la fameuse conversation dans le bar d'Aix avec Galeazzi. Une agression à défaire, quand on sait l'importance que Chouraqui attachait au rachat de la Polyclinique de Mout.

Ces maladroites ne suffiraient certes pas à semer la suspicion dans l'esprit des magistrats, s'il n'y avait aussi le contexte, ce contexte qui est bien la principale charge contre Chouraqui. Il flotte autour de lui un parfum très marseillais qui, dès les heures qui suivent le meurtre de Mout, l'a désigné comme suspect. Chouraqui est un entrepreneur sans trop de scrupules, ce n'est pas un secret. Son ton agressif a déjà provoqué l'impressionnisme de ceux qui se sont penchés sur son cas. Son humour est pour le moins équivoque. Il convoitait ardemment la Polyclinique Nord. Léonce

de mettre Chouraqui en liberté, si mécaniquement qu'en juillet dernier, elle demandait au juge de procéder à une confrontation... effectuée depuis plusieurs mois!

«Tu me crois coupable!»

D'abord parce que les réticences de Chouraqui sur certains points donnent l'impression qu'il en cache bien davantage. Certains de ses défenseurs le poussent d'ailleurs à changer de stratégie, et à admettre que l'existence de manigances contre Mout a pu effleurer son oreille, quitte à encourir - et assumer - une inculpation pour non-dénonciation de crime. Mais c'est compter sans la paranoïa d'un homme qui estime que la moindre concession à ses accusateurs pourrait se retourner contre lui. «Tu me crois coupable!», s'insurge-t-il quand un de ses avocats tente de le raisonner sur ce point.

Mais surtout, si Chouraqui reste en prison, s'il est vraisemblable que le non-lieu lui sera refusé et qu'il sera renvoyé aux assises sans que rien d'autre ne l'accuse que des fausses accusations de soupçons, c'est aussi parce que tout se passe comme si deux ans d'instruction et de rumeurs constituaient désormais en eux-mêmes la charge décisive. Comme si la durée même de sa détention devenait un argument contre lui.

Ainsi la conviction de M^{re} Gaudino finit-elle par se nourrir de sa propre obstination. Ainsi la chambre d'accusation, après l'avoir six fois refusé, ne peut-elle plus aujourd'hui envisager de remettre Chouraqui en liberté. Ainsi la machine judiciaire tout entière semble-t-elle prise à son propre piège.

DANIEL SCHNEIDERMAN

ENVIRONNEMENT

L'eau potable d'Amiens est contaminée au plomb

Le maire d'Amiens, M. Gilles de Robien, a envoyé vendredi 22 novembre à ses administrés une lettre leur conseillant de faire couler l'eau du robinet «quelques minutes avant de la boire», car son taux de plomb rend légalement non potable. Le laboratoire départemental de bactériologie et de contrôle des eaux, qui travaille pour la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS), a en effet découvert une teneur en plomb de l'eau potable atteignant 520 microgrammes par litre. Or, le taux maximal légalement autorisé en France a été fixé à 50 microgrammes par litre.

L'alerte au plomb dans l'eau d'Amiens a été donnée par un commerçant de la ville qui se plaignait de troubles intestinaux, de maux de tête et de troubles de la vue, symptômes fréquents du saturnisme. Il avait demandé en mars dernier au laboratoire départemental de faire des prélèvements chez lui pour analyser l'eau de ses robinets. Les analyses menées depuis lors ont montré des teneurs en plomb évoluant entre 140 et 530 microgrammes par litre.

A la DDASS de la Somme, on affirme que le taux de plomb dans l'eau d'Amiens ne dépasse pas 300 microgrammes par litre, selon une expertise du Conseil supérieur de l'hygiène publique de France.

Le maire d'Amiens, député UDF de la Somme, va poser une question orale au gouvernement mercredi prochain à l'Assemblée nationale car, selon lui, le problème du plomb dans l'eau potable concerne toute la France, partout où il subsiste des canalisations en plomb. Le saturnisme des tuyauteries de plomb sévit d'habitude dans les régions où l'eau est naturellement acide et attaque le métal, comme dans les Vosges. Dans les régions calcaires, les tuyaux se dégradent intérieurement d'un manchon calcaire qui empêche tout contact entre le métal et l'eau. Les branchements d'eau potable ne sont plus aujourd'hui réalisés avec des tuyaux de plomb, mais avec du cuivre ou du plastique (PVC).

MÉDECINE

Un décret en préparation

Le financement des centres d'accueil pour toxicomanes sera amélioré

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a annoncé, vendredi 22 novembre, à l'occasion de la célébration à la Sorbonne des vingt ans du centre Marmottan, un prochain décret apportant «une assise juridique et financière plus stable» aux centres d'accueil des toxicomanes. Gérés pour 70 % d'entre eux par des

associations, ces structures disposent d'un financement précaire qui ne fait pas l'objet d'une évaluation systématique.

Le projet de décret, qui devrait être signé avant la fin de l'année, leur permettrait de bénéficier d'un taux de progression de leur budget de fonctionnement proche du taux directeur des établissements

médico-sociaux. Déjà évoqué en mai 1990 par M. Claude Evrin, alors ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, ce décret est réclamé de longue date par les intervenants en toxicomanie.

«L'ensemble des crédits affectés à la lutte contre la toxicomanie progressera en 1992 de près de 6 %», a signalé M. Bruno Durieux. Ces crédits devraient passer de 654 millions de francs en 1991 à 687,5 millions de francs l'année prochaine. Reste que cette augmentation concerne principalement les crédits alloués à la délégation générale à la lutte contre le dégoût et la toxicomanie (DGLDT). Les sommes de l'ordre de 360 millions de francs, allouées à la direction générale de la santé, qui finance les centres d'accueil pour toxicomanes, devraient, pour leur part, rester stables.

Le 21 novembre, le professeur Claude Oliveinstein avait dénoncé un plan de restrictions budgétaires visant à réaliser une économie de 30 millions de francs sur le dispositif de soins français. «Il est vrai que des mesures de réorientation ont été prises récemment», a confirmé le ministre de la santé, dont l'objectif est d'alléger un certain nombre de charges externes au système de soins qui pourrissent de financement, notamment dans le cadre de crédits interministériels.

Selon les enquêtes du ministère de la santé, le nombre de toxicomanes ayant recours au système de soins ou d'accueil spécialisé est passé de 8 804 en 1987 à près de 10 000 en 1988 et à plus de 12 500 en 1990.

M. La.

Le procès intenté au «Monde» par M. Paul Barril

Le tribunal ordonne un sursis à statuer

Le procès en diffamation intenté au journal le Monde et à notre collaborateur Edwy Plenel par l'ancien officier du GIGN, Paul Barril, ne pourra être soumis au tribunal avant que l'ancien lieutenant-colonel, M. Jean-Michel Beau, et M. Bernard Jégat aient été définitivement jugés dans l'affaire dite des Irlandais de Vincennes (le Monde du 28 octobre).

La poursuite vise un article publié dans le Monde du 21 avril 1991 sous le titre «Irlandais de Vincennes : les cachotteries de l'Elysée», dans lequel l'ancien capitaine Paul Barril s'estime gravement mis en cause. Cependant, ce sont ses conseils qui ont soulevé, à l'audience du 25 octobre, des incidents de procédure qui auront pour effet de retarder le procès. La 17^e chambre correctionnelle de Paris a, en effet, suivi l'argumentation des avocats de M. Barril en constatant que MM. Beau et Jégat, cités comme témoins par notre collaborateur, étant poursuivis dans l'affaire des

Irlandais de Vincennes, ne pouvaient déposer sans se priver des droits accordés à la défense tant qu'ils n'auraient pas été définitivement jugés.

Les conseils de M. Barril avaient également soutenu que «l'offre de preuve de la vérité» concernant les imputations contenues dans l'article à propos de M. Barril ne pouvait être admise car elle se réfère à un délit de subornation de témoin désormais prescrit. Mais le représentant du parquet et le défenseur du Monde avaient considéré qu'il pouvait bien s'agir du crime de «l'attentat aux libertés par un fonctionnaire public» qui est prescrit après dix ans. La 17^e chambre correctionnelle, présidée par M. Jean-Yves Monfort, a rejeté l'argumentation des conseils de M. Barril en constatant qu'il appartenait au plaignant de fournir au tribunal tous les éléments lui permettant d'apprécier la situation, «la seule date des faits étant, à cet égard, insuffisante au regard des nombreux événements susceptibles de conditionner (...) la survenance d'une prescription».

EN BRIEF

o L'annulation de l'arrêt d'expulsion de l'opposant gabonais Pierre Mambooundou. - Le tribunal administratif de Versailles a annulé l'arrêt d'expulsion du 28 février 1990, à l'encontre de l'opposant gabonais Pierre Mambooundou. Le jugement a été prononcé le 10 juillet mais il n'a été rendu public par les avocats de l'opposant que le vendredi 22 novembre. M. Mambooundou, président de l'Union du peuple gabonais (UPG), avait été expulsé de France vers le Sénégal selon la procédure dite «d'urgence absolue», justifiée par le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Pierre Joxe, par «une nécessité impérieuse pour la sécurité publique et la sûreté de l'Etat». Selon les autorités françaises, M. Mambooundou avait préparé un complot contre le président Omar Bongo. Le tribunal a annulé l'arrêt d'expulsion pour «excès de pouvoir».

o Deux sympathisants présumés de l'ETA inculpés à Paris. - Deux sympathisants présumés de l'ETA militaire, de nationalité française, ont été inculpés vendredi 22 novembre d'association de malfaiteurs, aide au séjour illégal, infractions en relation avec une entreprise terroriste, par M^{re} Laurence Le Vert, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, dans le cadre du dossier du commando itinérant de l'ETA,

«animé» par Henri Pato. Interpellés le 20 novembre à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) par les enquêteurs de la police de l'air et des frontières (PAF), Jean-Claude Lanoir, trente-quatre ans, et Bernard Libarrat, vingt-sept ans, ont été placés sous mandat de dépôt.

o Le CHU de Nice condamné à verser une rente mensuelle à un enfant trisomique. - Le centre hospitalier universitaire de Nice a été condamné par la cour administrative d'appel de Lyon à verser une rente mensuelle de 5 000 francs à un enfant trisomique de quatre ans jusqu'à sa majorité. Les parents de l'enfant, M. et M^{me} Quarez, ont obtenu pour leur part 200 000 francs de dommages et intérêts au titre du préjudice moral. En 1987, M^{me} Anne Quarez avait subi une amputation qui n'avait pas dérangé l'anomalie du fœtus. Elle avait d'abord porté l'affaire devant le tribunal administratif de Nice, qui l'avait déboutée le 9 mai 1990.

o Un trafic d'annoblissant pour veaux de boucherie démantelé dans l'Aisme. - M. Christian Cardot, président de la Fédération bovine de l'Aisme, a été inculpé de «fraude et falsification de denrées servant à l'alimentation de l'homme» par le juge d'instruction Sylvie Boge de

Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) et écroué le vendredi 22 novembre. Le trafic porte sur du clenbutérol, une substance utilisée en médecine humaine ou vétérinaire mais interdite pour la croissance des animaux de boucherie. Les laboratoires clandestins qui retraient ce produit se trouvaient en Belgique et au Luxembourg, selon l'antenne de Lille de la Direction nationale des enquêtes de la répression et des fraudes. Cinq mille veaux dans toutes les régions de la France auraient été «traités» avec le produit incriminé.

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Catalogue trimestriel
Envoi sur simple demande

Le Monde

HEURES LOCALES

Les villes ont le cœur fragile

Depuis une trentaine d'années, les municipalités tentent de reconquérir leurs quartiers anciens. Une opération laborieuse et coûteuse qui ne se traduit pas toujours par un retour des habitants.

DÉCIDÉMENT nos cités sont patraques. Non seulement elles souffrent de leurs extrémités — la fureur des faiblesse cardiaques — mais elles ont aussi des troubles. Ces deux affections ne datent pas d'hier, mais historiquement c'est le cœur qui a lâché le premier. Souvenons-nous des quartiers historiques au sortir de la dernière guerre. Il y avait quarante ans qu'on n'y touchait plus. Deux conflits, le blocage des loyers de 1919 et la crise des années 30 avaient découragé aussi bien les propriétaires privés que les pouvoirs publics. Le vieillissement du bâti, visible sur les façades, le disputait à l'inconfort des appartements, eux-mêmes surpeuplés.

La réponse à cette situation fut celle des hygiénistes et des zélateurs du fonctionnalisme psalmodiant la fameuse charte d'Athènes. Pas question de reprendre les perspectives bourgeoises d'Hausmann. Cette fois il fallait de l'espace, du soleil et du zénage. A coups de crayon, on traça en plein champ les grands ensembles, bientôt flanqués de centres commerciaux, les zones industrielles et ces larges parcs des universités américaines qu'on appelle les campus.

A l'intérieur même des villes les urbanistes s'inspirent de ce que les bombardements avaient fait subir aux plus malchanceuses d'entre elles : la table rase. L'imagination au moins n'y est pas bridée. L'exemple le plus fameux — et le plus scandaleux — de cet urbanisme au bulldozer fut à Avignon la destruction du quartier de la Balance — il est vrai fort poétique — sous les murs même du Palais des Papes. A Bordeaux, les 25 hectares du vieux quartier de Merisadeck laissèrent place à un nouveau centre, pitié de béton dans lequel en vingt ans sont venus prendre leurs aises la préfecture, la communauté urbaine, le palais de la région, la poste centrale, une salle de concert, divers services publics et quatre hôtels.

Aspiration par la périphérie

Alors même que cette opération ambitieuse démarrait, André Malraux, alors ministre de la culture, s'efforça de faire passer les villes françaises par le piquet. Les villes françaises se sont développées pour le piquet autour d'un site datant parfois des Gallo-Romains ou du Moyen Âge. Puis chaque siècle, au prix de démolitions, a ajouté sa touche au tableau. Allait-on partout, au nom de la rénovation, sacrifier un patrimoine qui est à la fois la mémoire de nos cités et qui confère à chacune son originalité ? En coupant leurs racines ne fait-on pas aussi mourir les villes ? Ce fut la loi de 1962 sur les secteurs sauvegardés, qui permettait à l'Etat d'intervenir financièrement pour sauver au moins les centres les plus précieux. Le quartier Saint-Louis à Lyon, Chartres et le cœur Renaissance de Sarlat furent les premiers à en bénéficier. Depuis, quatre-vingt villes ont pu, elles aussi, dessiner leur secteur sauvegardé.

Cette politique de restauration au petit point, fort onéreuse et ne portant que sur des secteurs limités, n'a pas empêché les cœurs de villes de se vider. Selon une étude portant sur 146 villes de plus de 10 000 habitants, les



centres anciens ont perdu 30 % de leurs habitants entre 1960 et 1975. A cette date, 17 % des logements y étaient vacants, cette proportion atteignant parfois 50 %. Les classes moyennes ont été littéralement aspirées vers la périphérie par les pavillons et les « cités radieuses ». C'était donc l'ensemble des quartiers centraux qu'il fallait traiter si on voulait arrêter le dépeuplement. A partir de 1976, les municipalités commenceront à signer avec l'Etat des contrats « villes moyennes », prévoyant la requalification de vastes secteurs. Quatre-vingt villes en ont profité. Puis vinrent en renfort le Fonds d'aménagement urbain et l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat avec leurs crédits. Des dizaines de milliers d'appartements vides ont ainsi été dotés du confort qui leur manquait.

Mais les boutiques eux aussi avaient déserté, découragées par le départ de leurs clients et la concurrence des grandes surfaces périphériques. Pour les attirer, on inventa — Rouen fut l'une des premières à y penser — la rue piétonne, où chaland et négociant peuvent se reconcilier à l'abri des voitures. Avec

un bel aveuglement, les commerçants eux-mêmes se sont opposés quasiment partout à cette politique destinée à les sauver. Aussi, bien que chaque ville ait fini par avoir ses rues piétonnes, celles-ci ne totalisent encore que quelques dizaines de kilomètres. Car entre-temps se développait le roman d'amour entre les Français et l'automobile. Que faire de ces voitures voulant à toute force pénétrer le centre, l'assourdissant et l'étouffant ?

Les édiles ont essayé de résoudre la quadrature du cercle de trois façons : par des plans de circulation, par le développement des transports en commun et par les parkings aussi bien en surface qu'en souterrain (le Monde du 29 septembre). Rien n'a empêché d'ailleurs ces villes de quelque importance qui se tentent d'accompagner la reconquête du centre par un plan y assurant les déplacements. C'est d'autant plus indispensable que simultanément elles invitent au retour les grandes surfaces et les universités. Profitant de l'ouverture prochaine du métro, un grand magasin vient d'acheter au cœur de Toulouse plusieurs immeubles contigus pour y ouvrir cinq

étages de rayons. Pour les étudiants et leurs professeurs on déroule le tapis rouge. Lyon offre un immeuble désaffecté de la SEITA, Albi, Evreux et Metz d'anciennes casernes. Paris un vaste terrain sur le site de l'opération Seine-Rive gauche, Amiens un ancien hôpital au pied même de la cathédrale.

La partie est loin d'être gagnée. Car de nouveaux périls guettent les cœurs des villes. Dans les vieux immeubles ratapés et désormais confortables, le prix du mètre carré et les loyers ont grimpé en flèche. A l'exception des logements sociaux, les appartements sont devenus inaccessibles aux revenus modestes et même, dans les métropoles régionales et à Paris, aux classes moyennes. C'est ce qu'un urbaniste appelle la « gentrification ». L'afflux des visiteurs et des touristes dans ces quartiers qui ont retrouvé leur charme engendre l'installation de commerces de luxe, de boutiques de souvenirs et d'antiquaires. Adieu les négoceurs utilitaires. Les rues piétonnes font des affaires, mais se vident de leurs habitants qui y trouvent la vie impossible. Les secteurs sauvegardés se muent en quartiers musées ; et qui cultive la nostalgie au point d'en faire son ordinaire ?

Les atouts des cités moyennes

Un autre phénomène affecte les grandes agglomérations. Leur taille est devenue telle que le centre traditionnel ne peut plus assurer les multiples fonctions d'autrefois. Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Lille ou Strasbourg sont dans l'impossibilité physique de concentrer dans un même quartier le pouvoir politique, les services administratifs, les centres de décision économiques, les lieux de culture, les facultés et les commodités commerciales. Les centres historiques — circonscrits par les anciens remparts ou les boulevards — ne couvrent en France que moins de 4 % des surfaces urbanisées.

La nature, qui a horreur du trop plein, y trouve deux solutions : soit l'abandon des fonctions de la centralité, soit leur extension à des quartiers de plus en plus étendus. Paris en témoigne. Les vingt arrondissements peuvent aujourd'hui prétendre former le cœur de la mégapole. Les assureurs et les banquiers ont leur centre dans le neuvième, les hommes d'affaires dans le huitième, les artistes et les érudits dans le treizième, les musiciens à Barbès et à la Grande Mosquée, les professionnels du tourisme à l'Opéra, etc.

Etatis ou dilués, les cœurs de métropoles auront du mal à continuer à battre. Pour les villes moyennes, il en va autrement. Les centres gardent leurs atouts : leur valeur symbolique — « Ils sont comme le salon de l'appartement », dit l'architecte Alexandre Melissinos — leur position stratégique et surtout leur malléabilité. Ces vieilles pierres dix fois transformées au cours des siècles peuvent être encore. Soumis au mouvement pendulaire valorisation-dévalorisation, les centres-villes des cités de taille humaine ont encore toutes leurs chances.

MARC AMBROISE-RENDU

Laisés pour compte

SELON l'abbé Pierre, dont la fondation vient d'ouvrir à Valenciennes et à Marseille, deux « boutiques solidaires », la France, à l'approche de l'hiver, possède 2,5 millions de mal-logés et 400 000 personnes qui vivent dans la rue. Pour la fondation des communautés Emmaüs, les moyens d'auto-subsistance de ces exclus sont à Paris, Strasbourg, Marseille, Lyon et Lille « quasi inexistantes ».

En région Ile-de-France, on estime à 20 000 le nombre de sans-logis qui s'abritent dans des bâtiments abandonnés, des caves, et des stations de métro. 320 000 logements sont classés « sans confort » dont 20 000 ne disposent même pas d'eau courante. Enfin, 150 000 personnes sont inscrites sur le fichier des mal-logés de la capitale et de sa banlieue.

A ce propos, l'abbé Pierre regrette que « les pauvres soient de plus en plus refoulés de Paris où l'Etat et les collectivités locales possèdent pourtant des milliers de logements vides ». Cette philippique arrive à point pour rappeler qu'au mois de mai 1990, un groupe de travail réuni à la demande de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, et auquel participaient notamment des représentants d'Emmaüs, du Secours catholique et de Médecins du Monde, a remis un rapport sur « l'amélioration de la vie quotidienne des sans-domicile fixe ». Les 84 mesures recommandées par ce document dorment toujours dans les cartons ministériels. Elles demandent notamment le lancement d'un « plan national » pour mieux héberger et accueillir les sans-abri et qu'une part plus grande des crédits prévus-précariats soient réservées à l'hébergement d'urgence pour augmenter le nombre d'asiles ouverts toute l'année.

Avant de lancer, à grand renfort médiatique, les traditionnelles opérations de charité, une fois le bise venue, ne faudrait-il pas commencer par réclamer l'application des mesures étudiées par le groupe de travail qui a planché voilà maintenant dix-huit mois ?

JEAN PERRIN

Gestion automobile intra-muros

Bayonne, coincé entre ses remparts, s'efforce de résoudre le problème du stationnement des véhicules grâce à un système informatisé

BAYONNE
de notre correspondant

BAYONNE, quarante et un mille habitants, un centre ville coincé dans des murailles au confluent de la Nive et de l'Adour, est l'une des trois cités d'une agglomération districale dépassant, avec Biarritz et Anglet, les cent mille personnes. Bayonne, ville au centre piétonnier et à l'espace

urbain par trop serré, possède elle aussi ses problèmes automobiles. A l'intérieur et sur les pourtours immédiats d'un centre urbain qui n'impose guère plus de dix minutes de marche à pied pour le traverser de part en part, la ville offre six aires de stationnement importantes dont l'une est gratuite. La gestion de ces aires de stationnement est assurée par un système dénommé « Gudi » et qui offre

en permanence à l'automobiliste, par le biais de panneaux lumineux, l'état d'occupation des parkings.

Telle aire de stationnement est-elle totalement occupée ? Gudi, par une croix scintillante, indique qu'il n'est pas la peine de se présenter à cet endroit. Par contre, le parking situé en tel autre lieu de la ville offre des places inutilisées. Dans ce cas, les grands panneaux signalent cette information positive et, sur le support de leur fond bleu, guident les automobilistes vers le lieu en question.

Cet aménagement urbain ne permet certes pas de résoudre tous les problèmes, mais il a prouvé son efficacité à gérer, avec rationalité, le stationnement en centre ville.

Dans le même temps, la capitale basque a mis en place un système entièrement informatisé pour le stationnement en bordure de rue. A la place des horodateurs et parcmètres classiques sont apparues, en 1990, des bornes informatiques à l'intensification des rues ou sur certains parkings. Chaque borne présente un clavier à touches sur lequel le chauffeur inscrit le numéro matriciel de son véhicule. Puis il glisse des pièces de monnaie jusqu'à satisfaction financière du temps de stationnement désiré.

L'agent contrôleur débambule toujours dans les rues, le regard au niveau des pare-chocs. Mais il porte en bracelet un petit clavier sur lequel il compose le numéro d'immatriculation de l'automobile qu'il souhaite contrôler.

PATRICK BUSQUET
Lire la suite page 12

Saint-Omer soigne son centre

La cité du Pas-de-Calais a dû se lancer dans une politique de réhabilitation pour juguler l'exode de ses habitants. Les résultats commencent à se faire sentir

SAINT-OMER
de notre envoyé spécial

LA géographie a infligé deux handicaps à Saint-Omer. Contre le premier, son exiguïté, la cité ne peut rien. Juchée sur une des dernières collines d'Artois, descendant en pente douce vers la plaine des Flandres, elle est bloquée au sud et à l'ouest par ses anciennes fortifications, au nord et à l'est par le fleuve Aa et un marais de 7 000 hectares. La sous-préfecture du Pas-de-Calais se résume pratiquement à son centre-ville. Elle ne possède aucun terrain pour s'étendre en dehors de son site ancien, déjà entièrement urbanisé.

Contre son isolement, en revanche, Saint-Omer aurait pu s'insurger. Coincée entre le littoral et la métropole lilloise, elle semble pourtant l'avoir délibérément accentué en refusant le passage du chemin de fer — fait rare, qui transforme encore aujourd'hui le périple ferroviaire vers la ville en épopée — et en restant à l'écart de l'industrialisation du dix-neuvième siècle. Forts de leur tradition religieuse, de leur vocation judiciaire — Saint-Omer est le siège de la cour d'appel du département — et de leur puissance commerciale, les Audomarois pensaient peut-être que la prospérité du Moyen Âge ne s'achèverait pas. Las, les canaux vers la mer du Nord ont été peu à peu désertés. Les brasseries et les manufactures de textile du bord de l'Aa ont périéclaté, entraînant dans leur déclin les mar-

chands du haut de la ville. « Au cours des années 60, l'état de la ville s'était terriblement dégradé, et contrastait avec son riche patrimoine architectural », explique M. Jean-Louis Chochoy, adjoint au maire, M. Jean-Jacques Delvaux (RPR). La fuite des habitants du centre, lente depuis la fin de l'époque florissante du Moyen Âge, prenait des proportions dramatiques. Entre 1962 et 1982 Saint-Omer est passée de 20 000 à un peu plus de 15 000 habitants.

Pour oublier le délabrement de la cité, les résidents n'avaient qu'à se laisser glisser de leur colline vers les communes voisines qui, elles, pouvaient largement s'étendre dans la plaine. Longueuesse, juste sous l'emplacement des anciens remparts, voyait sa population doubler en vingt ans.

JÉRÔME FENOGLIO
Lire la suite page 12

"Après avoir recueilli le consentement du Conseil Municipal, Monsieur le Maire avait dit oui à la construction d'une nouvelle mairie..."

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier."

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

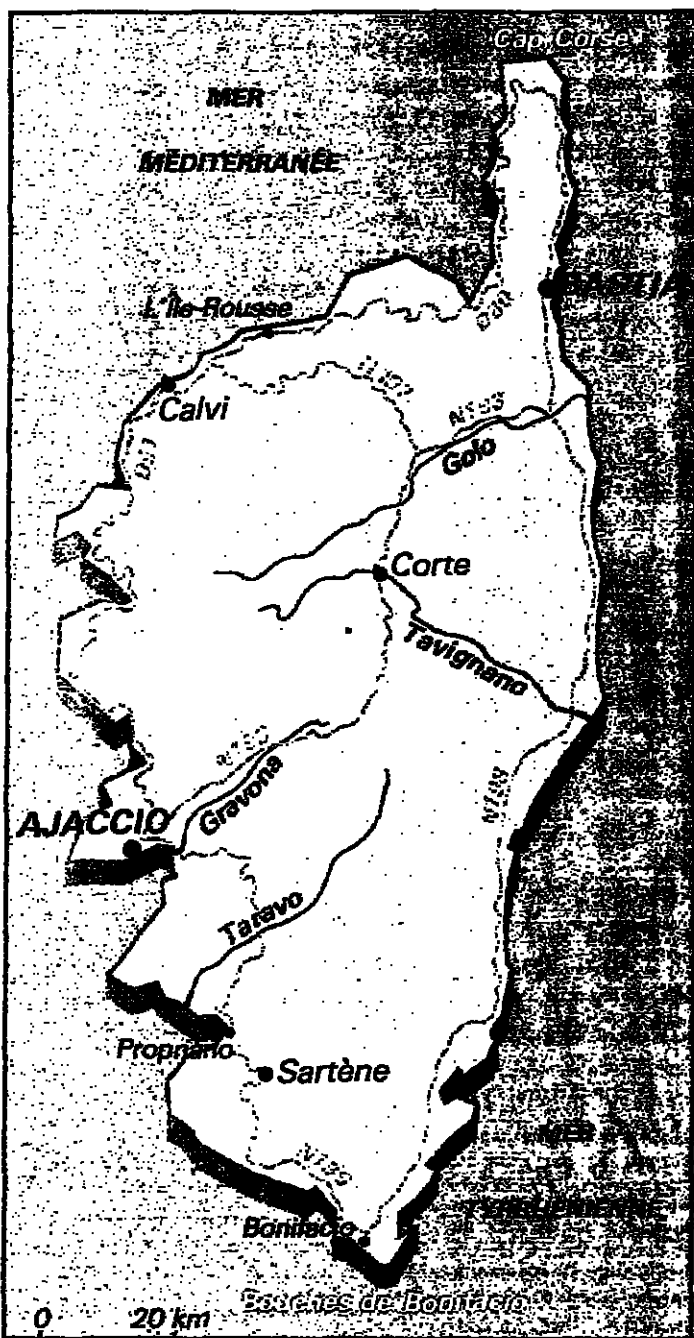
كثير من الجود

هكذا من الداخل

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS



CORSE : une obsédante



Préfecture :
Ajaccio
Départements :
Corse-du-Sud (préfecture : Ajaccio)
Haute-Corse (préfecture : Bastia)
Superficie :
8 681 km²
Population :
249 737 habitants
Principales agglomérations :
Ajaccio (58 876 habitants)
Bastia (52 392 habitants)

Légitimiste, l'île de Beauté souhaite passionnément que le « continent » lui reconnaisse ses particularismes, ce qui n'est pas toujours très bien compris à Paris. Longtemps anémiée par l'exil de sa diaspora, la voici qui rêve d'un nouveau départ. Pour elle, l'horizon européen, c'est avant tout les rivages de la Méditerranée, son berceau, que l'économie lui fait redécouvrir. La Sardaigne et la Toscane s'annoncent déjà comme de futurs partenaires. Une nouvelle manière de cultiver son insularité

La Corse est une île, rien qu'une île et veut passionnément que cela se sache. Car à force de la voir mouiller au large de Monaco, enserrée dans son petit rectangle au bas de la carte de France, le « continent » a fini par la prendre pour une presqu'île.

La Corse des murs de classe, c'est cette croissance géologique recouverte de châtaigniers et sortie de falaises. Drôle d'appendice, en vérité, qui est plus proche d'Alger que de Paris ou encore, moins éloigné de Livourne, en Italie, que de Marseille. Cette réalité-là, que ne sauraient gommer les plus habiles raccourcis cartographiques, traverse les Corcises jusqu'à l'obsession. L'insularité, ici, se vit comme un handicap ou s'affiche comme une vertu, peu importe, mais elle est dotée d'un statut quasi ontologique.

C'est ce que les continentaux ont découvert, un peu stupéfaits, lors du long et dur conflit social qui avait complètement paralysé l'île au printemps 1989. Les fonctionnaires revendiquaient une « prime d'insularité » afin de compenser un coût de la vie alourdi par les distances. Paris ne comprit pas. Les chiffres, dans leur froide objectivité, n'indiquaient aucune insupportable iniquité. Le différentiel de prix fut évalué par les experts à 5 %, soit un écart qui n'atteint pas « des proportions alarmantes », diagnostiqua le rapport Prada, rédigé après la crise. Les Corcises rétorquèrent en soulignant la pauvreté et les retards de leur île qui arrive au dernier rang des régions métropolitaines pour le revenu par habitant.

Mais, au fond, la question était-elle vraiment là ? Cette grosse fièvre du printemps 1989 se réduisait-elle à une simple affaire de panier de la ménagère ? On touchait là, bien plus, à l'hypersensibilité des relations, fondamentalement ambiguës, entre la Corse et le continent qu'il semblerait vain de vouloir mettre en équation.

Au demeurant, cette revendication de « prime d'insularité » n'avait rien de nouveau. Elle avait déjà été en 1960 lorsque les Corcises se mobilisèrent pour la défense des arrêtés Miot, du nom de ce représentant du Directoire

qui avait accordé à l'île en 1811 une autonomie fiscale, permettant notamment l'exonération de droits indirects. Les arrêtés Miot, en Corse, sont sacrés : ils ont fait l'objet d'homériques batailles juridiques et y toucher, c'est à coup sûr jeter les gens dans la rue. Or voilà qu'aujourd'hui l'Europe fiscale inquiète. L'harmonisation des taux de TVA à l'échelle européenne se traduit par une réduction du différentiel dont la Corse bénéficiait par rapport au continent. Le particularisme fiscal corse va-t-il s'évanouir ?

La continuité territoriale

Mais cette insularité n'a probablement jamais été autant « institutionnalisée » que dans les transports. Afin de neutraliser le handicap de l'éloignement, l'Etat applique à la Corse depuis 1976 une politique dite de « continuité territoriale » qui revient à subventionner les liaisons de « bord à bord ». La charge des transports maritimes ou aériens est ainsi ramenée à un prix voisin de celui des liaisons ferroviaires de longueur équivalente. Il en aura coûté à l'Etat, cette année, près de huit cent millions de francs. Or ce dispositif, mais au point au nom de la solidarité nationale, est aujourd'hui de plus en plus contesté par les Corcises qui considèrent que cet argent finance avant tout les surcoûts d'un système, inefficace : trop grand nombre de ports (7) et d'aéroports (4), taux de remplissage insuffisants (certains bateaux repartent à vide faute d'exportations), grèves multiples (la Corse a connu 120 jours de grève en 1990), frais de maintenance du port de Marseille.

« On peut se demander si l'argent de la continuité territoriale ne finance pas essentiellement le port de Marseille », va jusqu'à s'inter-

Les « intrus » contre les clans

Morcellement de la mouvance nationaliste, fossé des générations, percée des réformateurs : le jeu politique de l'île est devenu ouvert

BELOGDÈRE est un village juché sur les contreforts montagneux de la Balagne. Comme partout ailleurs, on peut y rencontrer des « anciens » rendus mélancoliques par la valse des repères. Mais ici, le désarroi se fait insistant. « On a l'impression que la France nous lâche », disent-ils en évoquant pêle-mêle le racket, l'activisme en cage, la stagnation du tourisme. Ils se diraient volontiers régionalistes, voire autonomistes. Pourtant, ces temps-ci, l'état de leur île les attriste.

A Belgodère, au Café de la place, on croise aussi des jeunes impatients de dépoussiérer le monde. Ils s'affichent nationalistes car « le peuple corse a été aliéné, sa langue nide » et animent les associations sportives et culturelles du village. Se réclamant de telle tendance du nationalisme, ils pourfendent comme « traîtres » la faction rivale, absente des lieux au demeurant. En revanche, ils ont rejoint sans peine l'équipe du maire, le sage M. Joseph Firroloni, classé divers droite mais dont ils louent l'intégrité et l'esprit d'ouverture. La Corse ressemble-t-elle à Belgodère ? Non, si l'on s'en tient au jeu des étiquettes. Oui, si l'on veut bien comprendre à quel point le jeu politique corse est devenu ouvert. Fossé des générations, percée des réformateurs, morcellement de la mouvance nationaliste se conjuguent pour donner le tournis aux analystes et injecter du lubrifiant dans la démocratie insulaire.

Une nouvelle donne institutionnelle

Le premier constat vers lequel convergent la plupart des avis autorisés est celui de l'essoufflement du régime des clans qui se partageaient jusqu'alors la Corse. Les frontières étaient rigoureusement délimitées : M. Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR) régnait sur la Corse-du-Sud tandis que M. François Giacobbi (MRG) avait la haute main sur la Haute-

Corse. Encore faut-il préciser que les affiliations aux état-majors parisiens n'ont ici qu'une portée extrêmement limitée. En Corse, la politique commence au village où un « parti blanc » et « parti noir » — pour ou contre le maire — se livrent une lutte sans merci. Les factions antagonistes sont ensuite prises en charge, à travers un réseau de clientélisme, par les chefs de clan de l'île. Ceux-ci s'apparentent, enfin, à des partis nationaux, au mieux de leurs intérêts. Une telle construction laisse peu de place à l'idéologie. Le gaulliste M. Jean-Paul de Rocca-Serra, dit le « renard argenté », était radical-socialiste dans les années 50.

L'édifice serait-il donc en train de se lézarder ? Les tenants de cette thèse en veulent pour preuve la multiplication des listes dissidentes en constitution qui affaiblissent le camp « roccaserriste ». Si certains retours au bercail ne sont pas à exclure au second tour (1), le mal est déjà fait. L'autorité de M. de Rocca-Serra aura été ébréchée. La situation est sensiblement différente chez les radicaux « giacobbiistes » où l'on affiche l'unité.

Pourtant — est-ce le vent de renouveau qui souffle sur l'île ? — M. Giacobbi a préféré laisser à un de ses cadets, M. Nicolas Alfonsi, ancien député apparenté PS, le soin de conduire la bataille. Mais c'est surtout sa sphère d'influence municipale qui se trouve en difficulté. En réduisant l'électorat des villages au profit des zones urbaines, la refonte des listes électorales inscrite dans la loi dite Joxe pourrait en effet porter un coup sévère à la clientèle de maires qui fondaient le pouvoir de M. Giacobbi, en sa qualité de président du conseil général de Haute-Corse.

La nouvelle donne institutionnelle sent donc le soufre pour les partis traditionnels corcises. Rassemblés dans un « front du refus » informel lors de l'examen du statut Joxe au Parlement, MM. Giacobbi et de Rocca-Serra continuent de combattre la politique gouvernementale sur le thème de la défense de la « République » et de la « France », un discours qui ren-contre un certain écho chez les Corcises

les plus âgés et chez ceux qu'inquiètent les attentats nationalistes.

Ironiquement jusqu'à joindre leurs forces, notamment lorsqu'il s'agit d'élire le futur chef de l'exécutif corse ? Un tel scénario n'est pas à exclure. Bien sûr, des tiraillements semblent alors prévisibles dans certains villages où l'on se résignerait de fort mauvaise grâce à endosser la tâche de guerre avec l'ennemi irréductible d'hier. Mais au fond, serait-ce si original ? Les clans en Corse savent se tenir coudes dès que pointe la menace d'« intrus ». Ce fut déjà le cas à la Libération lorsque les « giacobbiistes » votèrent au secours de leur rival, le clan issu de la lignée Gavini, pour faire barrage au Parti communiste dopé par l'élan de la Résistance.

Lutte fratricide

Cette fois-ci, les « intrus » sont une nébuleuse bien plus hétéroclite mais le danger n'est pas moins sérieux. Le principal perturbateur s'appelle M. José Rossi qui, bien qu'affilié au niveau national au Parti républicain, s'est fait l'avocat du statut Joxe, allant jusqu'à assumer les fonctions de rapporteur du projet au Palais Bourbon. Son divorce avec son allié habituel de la « famille libérale », M. de Rocca-Serra, est bel et bien consommé. En quête de majorité, il aura alors tout le loisir d'aggraver autour de lui cette fameuse « troisième force » qui s'était déjà fait les dents lors du débat autour du statut Joxe. On y trouve des dissidents du RPR comme M. Henri Antonna et les socialistes locaux emmenés par M. Laurent Croce.

Mais des nationalistes désireux de jouer la carte institutionnelle pour- raient également s'y associer, et ce serait là un événement. Soufflés lors des années de plomb de clandestinité, l'ex-FLNC et sa vitrine politique ont en effet éclaté à la faveur du nouveau climat créé par le statut Joxe, alors même que la sensibilité nationaliste

gagne du terrain, dans la jeunesse notamment. Une lutte fratricide implacable, aux motifs pas toujours bien identifiés, oppose aujourd'hui A. Concuta Nazionalista, organisation politique « dure » qui soutient le FLNC « armé historique », et le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), mouvement réputé plus « modéré » qui est le correspondant local du FLNC « armé habituel ». Les premiers n'ont pas renoncé à la lutte armée et préconisent un « socialisme original » pour la Corse. Les seconds se sont ralliés à l'économie de marché et à l'Europe, et s'affirment prêts à s'ouvrir à des forces non nationalistes, ce qui intéresse évidemment les renouveaux des autres partis.

Que deviendrait dès lors le nationalisme traditionnel, incarné par A. Concuta ? Une radicalisation sans issue ? Pour l'heure, A. Concuta est en discussion avec un groupe né d'une première dissidence, Accolta Nazionalista Corsica (ANC), et surtout avec les

autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC) afin de présenter une liste commune. Certains se sont émus de voir les animateurs de l'UPC en compagnie si « radicale ». Mais pour ces héritiers du régionalisme des années 70, il est devenu urgent de « reconstruire la maison nationaliste », à condition bien sûr que les bombes se taisent pendant la campagne.

Tant de ruptures gorgées et de rapprochements singuliers font assurément un jeu exceptionnellement ouvert. « Pourquoi n'a-t-on pas décollé Sciences-Po en Corse ? » se demandait un fonctionnaire local.

F. B.

Le conseil régional

Président : Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR)
6 PC : 6 PS : 9 MRG : 3 div. g. : RPR : 10 CNI-Union libérale : 4 div. d. : 3 FN : 3 Union du peuple Corse : 3 Mouvement pour l'autodétermination (MPA).

Résultats des élections de 1988 par département

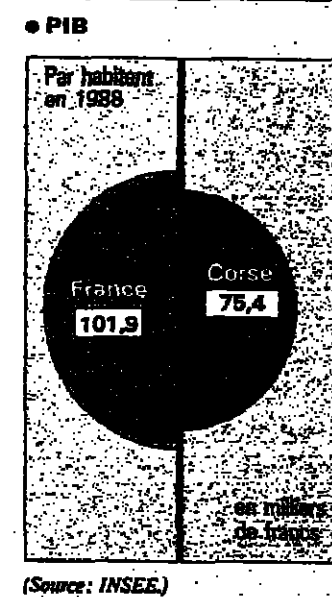
CORSE-DU-SUD
(28 sièges)
Ins., 92 510; abst., 22,98 %; suff. ex., 69 920.

PC : 9,63 %, 3 élus; PS-MRG : 16,87 %, 5 élus; div. g. : 6,64 %, 2 élus; Un. opp. : 34,20 %, 11 élus; div. opp. : 6,22 %, 2 élus; div. opp. : 4,51 %; Div. : 0,94 %; Corse française et républicaine : 3,90 %; UPC-MCA : 9,70 %, 3 élus; FN : 7,18 %, 2 élus; FN-diss. : 0,46 %.

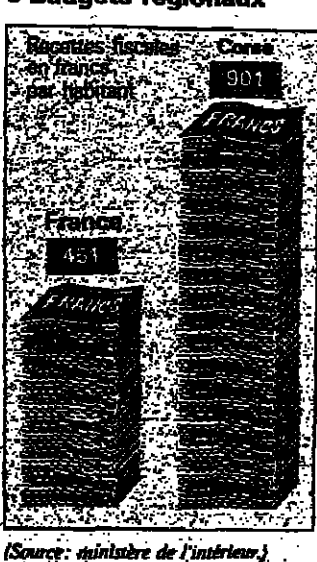
HAUTE-CORSE
(33 sièges)
Ins., 114 763; abst., 23,50 %; suff. ex., 86 110.

PC : 6,85 %, 2 élus; PS : 8,81 %, 3 élus; MRG : 19,09 %, 8 élus; PC-diss. : 5,18 %, 2 élus; div. g. : 3,63 %; RPR : 19,21 %, 8 élus; UDF : 10,43 %, 4 élus; CNIP : 9,09 %, 3 élus; RPR-diss. : 1,86 %; div. opp. : 2,84 %; FN : 4,78 %; UPC-MCA : 8,37 %, 3 élus.

TENDANCES



Budgets régionaux



obsédant

clans

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

• Le Monde • Dimanche 24 - Lundi 25 novembre 1991 11

insularité

roger M. Paul Natali, président de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Corse, qui souhaite voir la Corse reliée à un second port continental, Toulon par exemple. Point sensible, s'il en est, car l'île de Beauté est l'asse de faire figure de « banlieue de Marseille ». Plus globalement, de nombreux Corse, et bien au-delà des cercles nationalistes, estiment que le régime de la continuité territoriale a abouti *in fine* à un mécanisme « colonial » tourné vers la France, la continuité territoriale a permis de conserver des liens exclusifs entre la Corse et le continent plus qu'elle n'a réellement servi les intérêts de la Corse », juge ainsi M. Pascal Lota, le PDG de la compagnie Corsica-ferries.

L'aventure de cette compagnie privée illustre bien cette volonté locale de s'assurer une plus grande marge de manœuvre en matière de transports. Créée en 1968 à Bastia, Corsica-ferries est absente des liaisons avec le continent puisque la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM), compagnie d'Etat, est

en situation de monopole. Battant pavillon italien et panaméen, elle dessert l'Italie, la Sardaigne, l'île d'Elbe, et bien que ne touchant pas un centime au titre de la continuité territoriale, elle réalise sur le port de Bastia de meilleures performances que la SNCM.

Le souci de se dégarer de la tutelle parisienne se retrouve dans les transports aériens. Mais là, l'initiative reste pour l'heure cantonnée dans la sphère publique à travers la création récente de la société régionale Compagnie Corse-Méditerranée (CCM) qui assure déjà la totalité du trafic sur Nice et la moitié sur Marseille.

L'importance de l'administration

Le régime de la continuité territoriale a fait l'objet d'un autre procès : celui de financer les importations et donc d'étrangler les productions locales. Vieille querelle

que ce débat sur le développement d'un secteur productif sur l'île. La Corse, c'est connu, est une région suralimentée, où, dit-on, « l'administration s'administre » à travers un réseau institutionnel d'une rare densité : une assemblée de région, deux conseils généraux, 360 communes, soit 3000 élus pour 250 000 habitants. Pris dans son ensemble, le secteur tertiaire fournit les trois quarts de la richesse de l'île tandis que l'industrie et l'agriculture réunies n'y contribuent que pour 8,6 %

La Corse peut-elle donc échapper à cette hégémonie d'une économie de services et de transferts ? A-t-elle également vocation à s'attacher à cet état de dépendance vis-à-vis de l'extérieur qui lui fait importer quinze fois plus qu'elle n'exporte ? Pour M. Dominique Buchini, maire communiste de Sartène (Corse-du-Sud), qui plaide inlassablement pour une promotion des activités industrielles, nombreux sont ces élus locaux qui ne sont pas éloignés des conclusions du rapport Prada selon lesquelles la production locale est irrémédiablement hypothéquée par « l'insularité du marché et des capacités de production et de compétitivité de l'île par rapport aux grandes zones de production qui l'entourent ».

Pourtant l'Etat s'y est essayé à travers une politique de délocalisation d'activités à forte valeur ajoutée. L'initiative la plus commentée fut l'implantation en 1983 à Ajaccio de la société sous-traitante Corse Composites Aéronautiques (deux cents employés qui fournissent l'aéronautique, la SNCM et Desautel). L'expérience exceptée « extimer ». Or, à une exception près, il n'en fut rien. Ce bilan mitigé n'est pas pour surprendre M. Pierre Agostini, chef du service économique de la région, pour qui on comment trop souvent l'erreur, vu de Paris, de « privilégier l'exportation par rapport à l'endogène ». Rongé par le fatalisme ambiant, ce technicien qui a servi vingt ans sur le continent estime que la Corse est dotée d'un potentiel largement inexploité, « il faut en finir avec le mythe de la délocalisation, dit-il. Modernisons et restructurons d'abord le tissu existant. Vous avez ici cinquante à soixante PME-PMI performantes qui ne doivent rien à personne car, contrairement à une idée répandue, les compétences, c'est terminé. En outre, elles se sont débarrassées sans banques d'affaires qui n'existent pas en Corse ».

Matière grise et savoir-faire

A l'heure où l'université de Corte célèbre son dixième anniversaire, la prise de conscience de valoriser la matière grise et le savoir-faire s'impose de plus en plus. Durant la décennie 80, le nombre de chercheurs a été multiplié par seize. La Corse dispose d'une expertise reconnue en matière de techniques de gestion de l'eau - l'île est la seule de Méditerranée à regorger d'eau douce à ne savoir que faire - ou d'aquaculture où elle s'est imposée comme le premier producteur français de loup et de dorades. En matière agricole, après l'expérience malheureuse de l'installation des pieds noirs sur la plaine orientale dans les années 60, la viticulture est en pleine réhabilitation. Les atouts sont là.

Reste, bien sûr, le grand dilemme de l'économie corse : que faire du tourisme ? Comment capter cette manne qui rapporte chaque année près de 4 milliards de francs - soit 20 % du PIB - tout en préservant l'île de Beauté des nuisances provoquées par l'arrivée de un million cinq cent mille vacanciers et un tourisme hasardeux que dénoncent les adversaires de la « baléarisation » ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que la Corse est idéalement placée pour tirer parti de l'expansion des marchés touristiques de l'Europe du Sud.

Car le tourisme, ici, n'est qu'un formidable révélateur. Au-delà du débat purement technique sur la meilleure combinaison souhaitable

afin d'améliorer « l'offre touristique », le véritable enjeu de ces prochaines années est celui de la sphère d'ancrage de l'île. La Corse va-t-elle se trouver aspirée par des échanges avec la Toscane ?

L'empreinte italienne

Déjà, certains indices ne trompent pas. Sur les neuf premiers mois de l'année, Corsica-ferries a enregistré une hausse de 10 % de sa desserte sur l'Italie alors, que dans le même temps, le trafic de la SNCM sur le continent français fléchissait. L'axe Europe du Nord-Toscane-Bastia-Bonifacio-Sardaigne, qu'utilisent les touristes allemands et hollandais, est incontestablement appelé à se développer. Certains amateurs d'histoire rappellent volontiers qu'en 1943 le général Rommel en pleine débâcle avait emprunté cette voie, en sens inverse. Le programme INTEREG de coopération entre la Corse et la Sardaigne, ces deux îles qui se frottent, que cherche à promouvoir la Commission des Communautés européennes sera un premier maillon du réseau.

Si tous ces réajustements se confirment, la Corse ne ferait ainsi que renouer avec une histoire qui ne fut française qu'à partir de 1769. Pise et Gênes y avaient déjà largement apposé leur empreinte. Jusqu'au début du siècle, nombreuses étaient les familles de la bourgeoisie bastiaise qui envoyaient leurs enfants poursuivre leurs études de médecine à Pise. Pour autant, cela ne signifie pas que la Corse cherche à s'annexer à de nouvelles façades. La Corse restera une île, rien qu'une île et désireuse que cela se sache, quoi qu'il arrive.

FREDERIC BOBIN

COUP DE CŒUR

L'orgue de Pigna

C'EST un enchâssement de flûtes et de trompettes sous une voûte de granit. Tapi dans la pénombre de l'église, l'orgue de Pigna sonne, un rien malicieux, comme un chersan se délectant d'une bonne farce.

On a dit de lui qu'il fut, cet été, « inauguré » sous les vivats des villageois et des touristes. La belle affaire ! Un orgue qui sonne des silences, ça ne s'inaugure pas. Inaugure-t-on des resuscités ou des enfants prodiges sur le retour ?

Au début du siècle, Pigna avait son facteur d'orgue, comme d'autres villages avaient leur maréchal-ferrant. Mais cet alchimiste qui arrachait des notes d'or aux fuseaux de plomb et d'étain n'échappa pas au destin qui happe la jeunesse corse de l'époque : l'exil. Il s'éteignit à Marseille dans la précarité absolue.

Alors, l'orgue de Pigna, fabriqué en 1880, se délabra. Le seul bonheur du moment fut celui des gosses du village qui y trouvaient leur caverne d'Ali Baba. Le plomb finit logé dans les carabines de chasse ou sous forme de lest pour lignes de pêche.

Puis, il y a un quart de siècle, Pigna reprit goût à la vie. Agrippé à flanc de montagne, tout entier dressé face aux eaux de la Balagne, le village se

repeupla d'artisans. Potiers, ébénistes, peintres, sculpteurs vinrent prêter main-forte aux deux derniers bergers qui luttaient contre l'érosion de la mémoire. La moyenne d'âge chute de soixante à trente ans. On dégoudronne la place de l'église pour la paver de granit, cette pierre de la région entre laquelle poussent oliviers et figuiers.

Le facteur et le luthier

Mais l'orgue de Pigna n'avait pas encore recouvré son souffle. Jusqu'au jour où le jeune facteur d'orgue Antoine Massoni, attiré par tant de tohu-bohu, vint fonder avec son compère, le luthier Ugo Casalonga, l'association musicale E Voce Di U Corsu (la voix du commun). L'orgue désaffecté retrouva tout son éclat de jadis.

La nouvelle se répandit : Antoine Massoni est maintenant sollicité pour accorder l'orgue de l'abbaye romane de Royumont, près de Chantilly.

A l'heure où les pêcheurs ramènent les oursins, en fin d'après-midi, Pigna vous raconte toutes ces histoires à voix basse, comme pour ne pas déranger l'orgue assoupi qui songe déjà à son prochain festival.

F. B.

La semaine prochaine : LA FRANCHE-COMTÉ

Déjà publié : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre) et Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre).

Le diagnostic de l'INSEE

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique de la Corse.

Plus petite région métropolitaine avec 249 737 habitants, la Corse ne dégage que 0,3 % de la richesse nationale, mais présente des caractéristiques économiques très spécifiques.

Depuis le recensement de 1992, la croissance de la population insulaire a été proche de la moyenne nationale. Cette croissance est imputable aux migrations car les naissances et les décès s'équilibrent presque en raison d'une faible fécondité et d'une population assez âgée. Les travailleurs étrangers, bien qu'en diminution, restent nombreux et représentent avec leurs familles 10 % de la population de l'île. La géographie est cloisonnée, et près de la moitié des habitants se concentrent dans les deux centres urbains de Bastia et d'Ajaccio, tandis que l'intérieur de l'île se désertifie, posant des problèmes d'équipement et d'aménagement du territoire.

Parmi les variables retenues (valeur ajoutée par habitant, salaire moyen, taux de chômage, et taux de création d'entreprises) utilisées par l'INSEE dans les indicateurs présentés précédemment dans la rubrique « Heures locales », la Corse n'est bien placée que pour le taux de création d'entreprises (2^e rang). Cela masque en fait un important turn-over avec un taux de défaillance également assez élevé. Valeur ajoutée par habitant et salaires moyens sont les plus faibles de France métropolitaine. Ce faible niveau de valeur ajoutée a deux raisons principales : un rapport des inactifs aux actifs très défavorable (il y a presque deux inactifs pour un actif) et une productivité (valeur ajoutée par emploi) inférieure de près de 10 % à la moyenne de pro-

vince. La productivité est liée aux structures économiques. Le tissu industriel se limite à deux secteurs, l'énergie et les industries agroalimentaires. Le secteur du bâtiment et des travaux publics représente quant à lui plus de 10 % de l'activité. De plus, les établissements du secteur privé sont presque exclusivement des entreprises artisanales de petite taille (95 % ont moins de 10 salariés).

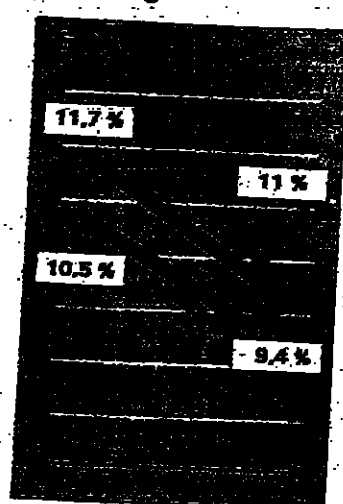
Le poids du tourisme

Parfois ponctuellement compétitives, les entreprises corsees sont donc représentées parmi les catégories d'établissements les plus faibles. Ce constat est à rapprocher également d'une qualification assez faible. L'économie insulaire est très dépendante du tourisme estival qui représente aujourd'hui 15 % de la valeur ajoutée marchande. Ces activités saisonnières sont mal intégrées au reste de l'économie : près de la moitié des emplois et de la consommation touristique proviennent de l'extérieur de l'île.

De 1988 à 1989, la Corse connaît une vive croissance de l'emploi ; dans le même temps, l'augmentation du nombre de ses actifs est encore plus forte, en raison d'une hausse très sensible du taux d'activité féminine (qui reste néanmoins la plus faible des régions françaises). Les résidents de ces deux évolutions ont un maintien du taux de chômage à un niveau encore supérieur à la moyenne nationale.

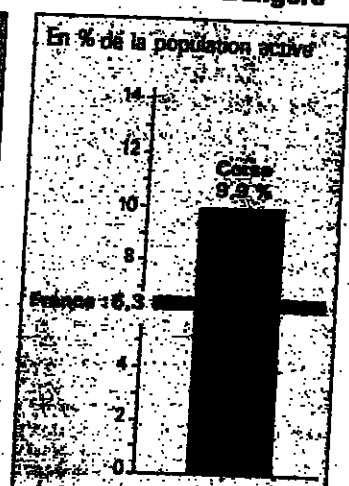
Les résultats médiocres en termes de productivité sont largement répercutés sur les salaires, inférieurs de l'ordre de 10 % à la moyenne de province. L'écart est plus faible pour le revenu disponible brut par habitant. La part élevée des inactifs induit en effet un niveau de prestations sociales par habitant supérieur de plus de 20 %

Chômage



(Source : INSEE)

Population étrangère



(Source : INSEE)

AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE

PERFORMANCE

Depuis plusieurs années, le port de BASTIA est le premier port français de Méditerranée pour le trafic passagers.

Avec près de 1,5 million de passagers en 1991, sa performance s'affiche.

VITALITÉ

S'ouvrir sur l'Europe, construire avec les qualités de chacun, innover dans tous les domaines, c'est ce que propose l'AEROPARC.

Situé au cœur de la Méditerranée, un terrain d'entreprises différent des autres : environnement, avantages fiscaux, implantation sur la zone aéronautique, service offerts ; l'AEROPARC a été créé pour accueillir les entreprises à vocation européenne.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BASTIA ET DE LA HAUTE CORSE

مكتبة من الخط

هنا من لاص

HEURES LOCALES

REPÈRES

AQUITAINE

Douville veut conserver son château

Depuis plusieurs semaines, le village de Douville, dans le Bergeracois, est en effervescence. Un chef d'entreprise japonais a en effet annoncé son intention de démanteler le château de l'Étaubière, pour le reconstruire, pierre par pierre, au pays du Soleil-Levant. M. Charles Gavelle, le propriétaire, souhaite se séparer de ce castel construit à la fin du siècle dernier et qui n'a fait, jusqu'à présent, l'objet d'aucune procédure de classement. Les élus de Douville ont décidé lundi 18 novembre, lors d'une séance du conseil municipal, de demander la mise en œuvre de mesures de protection au titre des monuments historiques ou des sites, susceptibles de bloquer la vente.

Pour l'instant, on ne sait pas si l'industriel nippon va donner suite à ses premiers desseins. D'après les quelques informations qui ont filtré de ses représentants, il s'agit d'un homme épris de culture française, qui dirige en Extrême-Orient plusieurs sociétés spécialisées dans l'importation de pierres et de marbre. On lui prête l'intention de construire dans son pays un village européen, dont le château de l'Étaubière, ou un autre, serait en quelque sorte le fleuron.

Un observatoire à Bordeaux

À l'instar d'autres capitales régionales, Bordeaux s'est enfin décidé à se doter d'un observatoire de l'immobilier d'entreprises. Promoteurs et agents immobiliers y siègent en compagnie de représentants de la chambre de commerce et d'industrie - laquelle a pris l'initiative de cette création - de membres de l'Institut d'aménagement de l'université Bordeaux-M et de représentants de l'Agence d'urbanisme de la communauté urbaine bordelaise.

Devant l'inflation de projets immobiliers dans l'agglomération, les professionnels insistent depuis quelques années sur « la nécessité d'une cohérence entre ces projets ». L'observatoire, considéré comme un outil d'analyse neutre et exhaustif, pourrait contribuer à cette cohérence. Il publiera trimestriellement une situation du marché de l'immobilier, ainsi que des études sur des thèmes spécialisés. Ses créateurs voudraient aussi qu'il permette de « valoriser l'image de Bordeaux et de sa région auprès des investisseurs et des entreprises extérieures ».

HAUTE-NORMANDIE

A Evreux, les étudiants remplacent les militaires

En octobre 1992 doivent ouvrir, à Evreux, les portes de locaux d'enseignements supérieurs tout neufs, antenne délocalisée de l'université de Rouen. Depuis trois ans, trois départements d'UTU (biologie appliquée, gestion des entreprises, mesures physiques), un DEUG de droit et une première année de sciences ont été installés pour recevoir près de 1 200 étudiants (le Monde du 14 novembre).

Avec l'espoir d'accueillir plus de 3 000 étudiants à la fin de ce siècle, Evreux vient donc de lancer avec la région de Haute-Normandie et le conseil général de l'Eure la construction d'un véritable campus situé en plein centre-ville en lieu et place d'une caserne de l'armée de terre abandonnée en application du plan « Armées 2 000 ». Sur 5 hectares, seront construits 4 500 à 6 000 mètres carrés de surface d'enseignements totalement intégrés au quartier, ainsi que des logements, des commerces et des équipements municipaux (une bibliothèque et une médiathèque). Dès la rentrée 1992, 500 étudiants pourront prendre possession du nouveau campus. On en espère 1 650 en 1994 et 3 250 en l'an 2000.

Comme beaucoup d'autres, l'antenne universitaire d'Evreux a failli voir le jour à l'extérieur de la ville. « Nous nous apprêtions à acheter les terrains, nous avons senti sur l'opportunité que représentait le départ de l'armée », explique le maire, Roland Plaisance (PCF), qui attend maintenant des futures études qu'elles participent à l'animation de la ville (50 000 habitants) et favorisent la vie économique.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Étienne Banaet (Rouen), Gilette de Marthe (Bordeaux) et Dominique Richard (Périgueux).

GLASGOW

de notre envoyé spécial

VINGT ans après la fermeture des chantiers navals et des usines sidérurgiques, le renouveau économique de la région de Glasgow s'affiche dans son centre ville. Il y a dix ans encore, les immeubles murés, les façades noircies, les sièges de sociétés et les banques fermées, témoignaient de la rudesse d'une thérapie thérapeutique qui avait vidé la ville de milliers de travailleurs et conduit des centaines d'entreprises à fuir une région en déclin.

Aujourd'hui, avec 700 000 habitants, Glasgow n'a pas encore retrouvé sa population de 1980, et reste très loin du million d'habitants atteint en 1900. Mais la ville a su en quelques années se redonner une image de dynamisme. Les grès rouges des immeubles victoriens ont été nettoyés ; des immeubles élégants de métal et de verre ont été construits sur les rives de la Clyde et abritent aujourd'hui les bureaux de sociétés britanniques ainsi que ceux d'importantes entreprises nord-américaines et européennes ; les grandes verreries des anciennes usines ont été mises en valeur et abritent des centres commerciaux très schalandés, les rues piétonnes irriguent la ville d'une population affairée.

Dans une ancienne poste, sur Waterloo Street, une façade du siècle dernier cache des bureaux modernes autour d'un puits de lumière. C'est ici qu'est installée l'Agence de développement de Glasgow (GDA), une structure de 165 personnes qui regroupe depuis avril dernier, pour des raisons d'efficacité, les agences de développement d'Ecosse et du district urbain de Glasgow. Ces

organismes ont pris en main au début des années 80 l'avenir économique de la région. L'étude confiée au cabinet McKinsey a conclu en 1985 que la ville et la région étaient engagées dans une véritable « spirale du déclin » : la diminution de l'activité économique entraînait évidemment une augmentation du chômage, mais aussi une diminution du nombre de visiteurs et donc la disparition d'un certain nombre de services et d'équipements, contribuant ainsi à dégrader un peu plus l'image de la région.

Améliorer l'environnement

Ce rapport conduit que Glasgow dispose des atouts pour inverser cette tendance et rentrer au contraire dans un vigoureux « cycle de régénération ». La ville conserve en effet de nombreux atouts : un Stock Exchange dynamique, un aéroport relié quotidiennement à cinq villes nord-américaines, onze villes européennes et par trente vols chaque jour à Londres, l'université de Strathclyde adapte ses formations aux nouvelles technologies. Mais Glasgow, indique ce rapport, doit améliorer son environnement : « La ville doit témoigner de la confiance revenue et des ambitions de la ville ».

M. Gordon Cullen, architecte et urbaniste de réputation mondiale, propose trois points forts pour le réaménagement du centre ville. Buchanan Street devient l'axe central qui condense l'esprit de la ville. Les quais de la rivière Clyde sont réaménagés par une suite d'opérations distinctes : centre d'expositions et de conférences, quartiers d'affaires, vastes jardins et zones d'habitations, souvent dans d'anciens locaux commerciaux très prisés par les jeunes « yuppiés » écossais. Enfin, l'autoroute M 8 dont

les ponts contournent la ville est appréhendée comme une des limites du véritable centre au même titre que la rivière Clyde et High Street.

Dans les cinq dernières années, cent cinquante opérations pour l'amélioration ou la création de bureaux, commerces, logements, hôtels, équipements culturels ou touristiques sont menées dans cet esprit. Elles représentent des investissements d'environ 20 milliards de francs : une salle de concert de 300 millions de francs est ainsi construite sur Buchanan Street, de nouveaux locaux abritant le conservatoire, et le Théâtre royal est remis à neuf. Tous ces aménagements recouvrent une véritable désacralisation officielle en 1990 lorsque la ville est désignée, un an après Paris, « capitale européenne de la culture ». Pendant douze mois, 2 500 manifestations attirent plus de trois millions de visiteurs qui découvrent une ville dynamique où la culture n'est jamais élitiste. A Glasgow, la vie culturelle fait vivre plus de 10 000 personnes, souvent à travers des initiatives locales comme le Citizen Theatre dans la banlieue populaire de Gorbals. Un quartier en voie de réhabilitation grâce à une opération de 200 millions de francs qui sera conduite pendant quatre ans par l'Agence de développement de Glasgow.

L'amélioration de la qualité de la vie dans la métropole régionale a largement contribué à insuffler un nouveau dynamisme à l'Ecosse tout entière, une nation qui se reconnaît plus aujourd'hui dans la modernité de la Silicon Glen, sa vallée de l'informatique, que dans les bâtiments noircis des cinq derniers chantiers navals de l'embouchure de la Clyde.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Gestion automobile intra-muros

Suite de la page 9

La borne informatique lui renvoie l'information sur le temps effectivement payé par le propriétaire du véhicule. Si d'aventure celui-ci n'a pas payé conformément à la réglementation, l'agent municipal verbalise. Toute contestation est possible dans la mesure où la borne informatique a délivré à l'utilisateur un titre de paiement indiquant heure et somme versée.

Dès son installation, ce système a provoqué des réactions hostiles. Un Bayonnais a saisi la Commission nationale informatique et libertés,

soutenu en sa démarche par le syndicat CFDT. Mais la commission n'a pas retenu l'atteinte à la vie privée que représenterait aux yeux du plaignant le fait d'entrer le numéro d'immatriculation de son véhicule dans la mémoire du système : la commission a jugé que la destruction du fichier de mouvements de véhicules ainsi constitué de facto se faisait à fréquence satisfaisante pour ne pas mettre en péril les libertés individuelles.

Passées les difficultés d'adaptation du public à ce nouveau système de gestion, la municipalité a mis en place une politique de prix dissuasive afin d'obliger les usagers à ne

pas laisser trop longtemps les véhicules au même endroit. Ainsi dans les rues les plus centrales de Bayonne, il en coûte 1 franc chaque quart d'heure pour stationner. Le prix du quart d'heure de stationnement bondit à 1,5 F dès lors que la voiture demeure immobile une deuxième heure.

Faible mesure à en l'effet immédiat « d'éclaircir les parkings », en libérant des places et en assurant une rotation accrue des véhicules. La cité basque connaît, cependant, un problème de circulation de trafic automobile en son cœur. Doté actuellement de cinq ponts qui franchissent ses deux rivières, Bayonne s'apprête à lancer un sixième ouvrage, par-dessus l'Adour, tentant de dévier une partie importante de cette circulation automobile qui « coule » en son centre.

PATRICK BUSQUET

BLOC - NOTES

AGENDA

o Congrès des Sociétés d'économie mixte. - La Fédération nationale des sociétés d'économie mixte tiendra son vingt-cinquième congrès à Bordeaux du mercredi 27 au vendredi 29 novembre, sur le thème « Le développement local aujourd'hui et demain : quels enjeux pour les SEM ? ». Elus locaux, aménageurs, responsables de SEM et partenaires financiers devraient participer aux débats.

» Renseignements au (16-1) 47-42-81-19.

o Communication financière. - La Fondation pour la gestion des villes organise un colloque sur la communication financière, « un nouvel enjeu pour les collectivités locales », mercredi 4 décembre, à Paris. Les relations entre les collectivités et leurs prêteurs, les méthodes d'analyse du risque couru par les banques, l'analyse financière des comptes satellites ou le rôle des chambres régionales des comptes, notamment, seront au cœur des débats.

» Renseignements au (16-1) 42-55-29-70.

o Fiches industrielles. - Les deux journées d'étude sur les friches industrielles prévues par l'Entente nationale des élus de l'environnement (le Monde daté 17-18 novembre) auront finalement lieu les vendredis 13 et samedi 14 décembre, à Nantes.

» Renseignements au (16-1) 43-05-20-21.

o Villes moyennes et agents territoriaux. - La ville de Cholet (Maine-et-Loire), le Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP), qui préside M. Maurice Ligot, député UDF et maire de Cholet, et la Fédération nationale des maires des villes moyennes, organisent un colloque sur la « ville moyenne et le statut de la fonction publique territoriale », à Cholet, vendredi 6 décembre.

» Renseignements au (16) 41-85-01-47.

NOMINATION

o M. Gérard Combe nommé à la Caisse des dépôts. - Le secrétaire général de la ville de Nancy, M. Gérard Combe, prendra la direction régionale de la Caisse des dépôts et consignations et du Crédit local de France, au mois de janvier 1992. Il devrait conserver la présidence du Syndicat national des secrétaires généraux, qu'il occupe depuis 1989, jusqu'au prochain congrès, tout en déléguant la responsabilité de l'action syndicale au nouveau président délégué, M. Jean-Paul Chevalier, secrétaire général de Besançon.

[M] le 15 août 1949 à Uzès (Gard), M. Gérard Combe possède une licence de sciences économiques ainsi qu'un diplôme de troisième cycle d'économie régionale et d'aménagement du territoire. Il occupe, depuis 1979, le poste de secrétaire général de la ville de Nancy. Il était, précédemment, chargé d'affaires économiques à la Direction départementale de l'équipement de l'Aube, avant de devenir, en 1976, chargé de mission de la DATAR pour la région Lorraine.]

Saint-Omer soigne son centre

Suite de la page 9

Le centre de Saint-Omer, cœur d'agglomération de 60 000 habitants, menaçait de devenir exsangue.

« La décision d'agir remonte à cette fin des années 60, dit M. Alain Gérard, responsable de l'Agence d'urbanisme du district de la région wallonne. Le maire de l'époque, M. Raymond Snellett, a pris l'initiative de créer les outils qui étaient servis à la réhabilitation. Et l'originalité a consisté à faire établir un diagnostic de la ville en profondeur, immeuble par immeuble, en indiquant à chaque fois l'état du bâtiment, le niveau de confort intérieur, le statut de ses occupants. » L'étude a abouti, en 1975, à la création d'un « site inscrit » qui couvre la quasi-totalité de Saint-Omer, obligeant à respecter un cahier des charges architectural précis. Le plan d'occupation des sols (POS) comme tous les contrats passés entre la ville et l'Etat - plan « ville moyenne » en 1973, contrat « Mieux vivre en ville » dans les années 80 - se sont articulés sur le recensement, puis sur le cahier des charges. Preuve du bien-fondé de la démarche : les changements de municipalité - une de gauche corréée par deux de droite - n'ont généralement pas affecté la cohérence de ces plans.

L'étude a surtout mis en lumière la vétusté générale de l'habitat du centre-ville, principale responsable

de la fuite des habitants. Dans le secteur nord-est, celui des manufactures sinistrées, à un jet de pierre des hôtels particuliers de l'hypercentre, une quinzaine d'édifices presque totalement insalubres ont été repérés. « Les immeubles appartenant parfois à des marchands de sommeil, explique Alain Gérard, qui louaient dans des conditions d'hygiène déplorable à des employés des derniers salaires de la région », dit-il. Depuis vingt ans, les trois municipalités ont rasé cinq de ces flots. Près de six cents logements neufs, plutôt bien intégrés dans l'architecture du site, les ont remplacés.

Chasse aux « dents creuses »

Ajoutée aux deux grandes vagues d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) qui ont permis de réhabiliter près de huit cents logements dans les années 80, cette chasse aux « dents creuses » commence à porter ses fruits. Le recensement de 1989 indique que l'habitat de Saint-Omer s'est enrichi, le luxe de regagner quelques mètres, à plus de 15 300 anses. Les programmes ont cependant coûté cher à la ville et donné un sérieux coup de fouet aux impôts locaux.

Cette réhabilitation a-t-elle pour autant accentué l'embourgeoisement d'une ville traditionnellement de droite ? Non, répond l'actuelle

municipalité, prenant au passage la défense des précédentes. « Les constructions et la gestion des nouveaux immeubles ont été ciblées, dans 80 % des cas, aux officiers d'ETL », explique M. Chocoy, et le nombre de logements sociaux s'en est trouvé accru. La plupart des locataires et des petits propriétaires ont été relégués sur place. » Hormis quelques dérapages pendant les premières opérations, le nombre des expropriations est effectivement resté très limité. Et si une déserte défection des habitants a pu avoir lieu, elle ne semble pas s'être traduite par un transfert massif des populations les plus défavorisées vers les cités de la périphérie.

La fuite des habitants enravée, reste aujourd'hui à donner au centre-ville un nouveau dynamisme économique. « Saint-Omer, comme beaucoup de petites villes, est perdue si elle n'opère pas sa mutation vers le tourisme », explique le professeur Charles Gachet, responsable d'une maîtrise de sciences et techniques en environnement et aménagement régional à l'université Lille-I et auteur d'un rapport sur la ville. Le but serait de profiter du patrimoine de la cité et de la proximité du futur tunnel sous la Manche pour créer un centre-ville touristique sur le modèle de Bruges. « Pour y arriver, les petits commerces, notamment ceux qui souffrent de l'installation des grandes surfaces en périphérie, doivent s'orienter vers des activités haut de gamme. » Le risque, dont tout le monde semble conscient, serait ainsi de transformer Saint-Omer en ville-musée dépourvue de commerces de proximité. Et de la voir à nouveau se vider, par excès de qualité.

JÉRÔME FENOGLIO

Comment faire une petite place au vélo

Des municipalités cherchent à relancer l'usage de la bicyclette. Mais n'est-il pas trop tard ?

DANS beaucoup de villes, tous les aménagements ont paru ces dernières années s'opposer à l'utilisation de la bicyclette. Voies rapides, boulevards circulaires, tunnels, sont interdits aux cyclistes. Les zones de stationnement pour deux-roues disparaissent à mesure que sont créées des places pour les automobiles. Le problème des vols n'est toujours pas résolu. Et, même si le VTT a remis le vélo à la mode, l'usage de la bicyclette pose toujours des problèmes lorsque le relief de la ville est accidenté ou par temps de pluie.

Malgré ces obstacles, la démarche du club des villes cyclables (1) rencontre de plus en plus d'écho. M. Christian Benoit, adjoint au maire de Rennes chargé de la circulation, y trouve depuis deux ans un certain nombre de solutions pour poursuivre l'effort de sa ville et du district en faveur des déplacements en deux-roues. Entre 1975 et 1980, la ville de Rennes avait en effet mis en application un premier schéma directeur pour les deux-roues. Celui-ci a privilégié les aménagements de pistes ou de bandes cyclables en périphérie. A l'époque, les subventions de l'Etat constituaient une forte incitation puisqu'elles représentaient 50 % de dépenses.

Depuis 1984, Rennes a lancé une seconde phase pour faciliter l'usage du deux-roues, en centre-ville cette fois. La plupart des voies du centre piéton ont été transformées en rues mixtes piétons-deux-roues ; et des couloirs réservés aux bus ont été autorisés aux bicyclettes. Malgré l'augmentation des équipements spécifiques (29 kilomètres de pistes ou bandes cyclables et 2 kilomètres d'accès dans les couloirs pour bus), 7 % seulement des déplacements dans l'agglomération rennaise étaient effectués en deux-roues en 1990, un chiffre modeste mais largement supérieur à la moyenne nationale (moins de 2 %).

Les vœux de la population, représentés par des associations comme Route bleue, vont pourtant dans le sens d'une politique encore plus incitative en faveur d'un moyen de transport jugé « convivial et non polluant ». La ville de Rennes décide ainsi de traiter en priorité les rues les plus encombrées et de ce fait les plus dangereuses (en 1990, 40 % des victimes des accidents dans l'agglomération sont des utilisateurs de deux-roues et 61 % de ces accidents se produisent aux carrefours).

Avec l'aide de M. Joost Vahl, architecte urbaniste à la ville de Culemborg, aux Pays-Bas, la ville de Rennes traite les axes de pénétration. Le principe est simple : la place est prise sur les voies ouvertes à la circulation générale pour créer des couloirs de 1,50 mètre de large réservés aux deux-roues, ou pour

élargir les couloirs pour bus et y autoriser la circulation des deux-roues. En 1991, 18,7 kilomètres de couloirs deux-roues et 7,3 kilomètres de couloirs pour bus seront aménagés. Il n'a pas été facile à M. Benoit de convaincre les élus de la ville et du district du bien-fondé d'une politique volontariste en faveur d'un moyen de transport en régression (15 % des déplacements étaient effectués en deux-roues en 1978).

Ce n'est pas un hasard si la ville de Rennes a été conseillée par un spécialiste de nationalité hollandaise. Le vélo fait partie du décor aux Pays-Bas. M. Joost Vahl assure que la priorité donnée à la bicyclette dans son pays passe par des mesures draconiennes en matière de sécurité. Avec des aménagements de ronds-points, des installations de bornes, de lampadaires, d'arbres et de bancs, de dos d'âne et autres obstacles, la circulation automobile dans ces villes est littéralement « cassée » et ne dépasse jamais 30 kilomètres à l'heure. Si bien que les cyclistes se sentent particulièrement en sécurité. « Nous essayons de faire des villes accueillantes pour les piétons et les cyclistes, tolérantes pour l'automobiliste », explique M. Vahl.

La France au dernier rang en Europe

Des mesures qui ne sont pas coûteuses cher mais qui nécessitent une volonté politique forte. Car, si dans certaines villes des Pays-Bas et d'Allemagne près de la moitié des déplacements en centre-ville s'effectuent en bicyclette, c'est bien parce qu'il a été décidé d'appliquer une politique restrictive pour la circulation automobile. On en est bien loin en France, qui est, avec la Belgique, le Royaume-Uni et l'Espagne, le pays d'Europe où les cyclistes sont le moins nombreux.

M. Jean-Michel Bérard, délégué interministériel à la sécurité routière au ministère de l'équipement, qui apporte son soutien aux projets du club des villes cyclables, rappelle que les chiffres des accidents concernant les usagers du vélo restent très élevés en agglomération (420 tués et plus de 9 000 blessés en 1990). M. Bérard affirme que les pouvoirs publics sont très favorables à toute politique de modération de la circulation, tant en vitesse qu'en volume : « La politique cyclable est à l'avant-garde de la politique générale de l'Etat en matière de circulation ».

C. de C.

(1) Réuni pour la troisième fois le 11 octobre 1991 à Toulouse, le club des villes cyclables regroupe trente-cinq communes et six associations.

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Une assistance moins disséminée, des actions programmées et plus sélectives

La coopération militaire de la France en Afrique change de cap

La Mission militaire de coopération (MMC) ne veut plus jouer les « pères Noël » et continuer à distribuer tous azimuts - sans grand effet opérationnel - son aide aux vingt-trois pays avec lesquels la France a conclu des accords d'assistance. La MMC a choisi désormais de recentrer son activité en proposant des actions programmées, jugées prioritaires, aux États avec qui elle signera des contrats de « partenariat » pour former des stagiaires, fournir des matériels et détacher, sur place, des conseillers. Par rapport à une pratique du passé, l'accent sera mis sur la constitution de forces de sécurité intérieure - policiers et gendarmes - censées accompagner et garantir la progression vers l'avant de la démocratie, comme l'a voulu M. François Mitterrand au sommet franco-africain de La Baule en 1990.

Depuis bientôt six ans, la MMC, que dirige, aujourd'hui, le général de division Jean Varret, est confrontée à une série de contraintes nouvelles. D'une part, son budget a sensiblement diminué en pourcentage du produit intérieur brut (environ 21 % en 1990 contre 23 % en 1989) et l'aide directe qu'elle peut apporter - sous la forme de dons en matériels - a chuté de 30 % environ.

Des éducateurs de l'indépendance

Mais, d'autre part, le champ d'action de la MMC s'est considérablement élargi (le nombre des pays bénéficiaires a doublé en trente ans), les besoins se sont considérablement diversifiés, les revenus des « clients » potentiels se sont amoindris, les matériels livrés à l'époque de l'indépendance demandant à être renouvelés et, depuis deux ans, les aides versées par la France aux États ont subi une dégradation des institutions dont dépendent des armées locales qui, faute d'être payées, sèment le désordre.

Face à une telle situation, la France apparaît bien démunie dès lors qu'elle demeure le seul pays à apporter son soutien à des États qui, entre-temps, ont perdu celui des États-Unis, de l'Union soviétique,

voire du Fonds monétaire international. Jusqu'à présent, la MMC, avec le « feu vert » officiel, saupoudrait, chaque année, le continent africain, selon les besoins de chaque pays, une manne qu'elle s'attachait à distribuer en tentant de ne pas décevoir personne. C'était le temps du « père Noël », au motif que la sécurité des cent cinquante mille Français qui vivent en Afrique ou à Madagascar, et des deux-tiers des femmes et des enfants, valait un tel effort, quitte à le gaspiller par ces actions d'« arrosage ».

Une série d'initiatives

Cette politique est aujourd'hui remise en question à Paris. La coopération militaire sera recentrée, c'est-à-dire limitée par rapport aux actions antérieures, et elle sera axée sur des opérations de coopération militaire qui n'est plus extensible outre mesure. Aux côtés de la MMC, auxquels il a demandé d'être des « éducateurs de l'indépendance », le général Varret a expliqué qu'il s'agit, par le biais d'opérations programmées - planifiées après une analyse des besoins, puis coordonnées sur une période de trois ans - et acceptées par chaque pays aux termes d'un contrat conclu avec la France de passer de l'assistance à un « partenariat ».

A la commission de la défense de l'Assemblée nationale, où cette réforme a été longuement débattue, on considère que la mise en œuvre d'une coopération militaire dite par programmes devrait éliminer les actions de prestige ou de complaisance et permettre de mieux déterminer la destination réelle des dons.

Dans un contexte international marqué par la disparition de l'opinion idéologique entre l'Est et l'Ouest, deux types de menaces, atténuées par une crise économique sans précédent et par une dégradation encore chancelante sur la voie démocratique, semblent inquiéter plus spécialement les pays africains - les rivalités à caractère régional et les antagonismes ethniques, avec ce que cela implique comme menaces contre la sécurité des institutions.

Le changement de cap à la MMC pour s'adapter au nouveau terrain se traduira concrètement par une série d'initiatives. D'abord, une autre politique de formation. L'instruction des mili-

taires sur place sera privilégiée, grâce à l'envoi pour une période de six mois de détachements d'assistance militaire (DAMI) qui renforceront l'encadrement des écoles locales. A côté des quatre écoles interafricaines existantes (au Sénégal, au Togo, en Côte d'Ivoire et au Zaïre) ou des écoles nationales, il est envisagé d'en ouvrir de nouvelles (pour la gendarmerie ou pour l'armée du matériel). En France, les stages devraient surtout concerner les officiers admis dans l'enseignement militaire supérieur (écoles de guerre, écoles d'état-major et IHEDN) ou destinés à suivre des « filières » de spécialistes techniques.

Ensuite, une incitation à réduire le volume des armées locales. Les effectifs militaires sont souvent pléthoriques en Afrique et ils utilisent un nombre de matériels dépassant, en regard de finances publiques, qui ont du mal à supporter et les uns et les autres. La MMC propose - avec l'aide, parfois, de partenaires européens - des « modèles » d'armées, qui peuvent aller jusqu'à des réductions de moitié de leur effectif. Cet objectif a conduit, avec l'appui de la coopération civile, à imaginer des « dégaragements » des cadres et leur reconversion, dans l'espoir d'éviter que des « demi-soldes » désemploient les armées locales, viennent troubler l'ordre public. Enfin, et c'est là une véritable

innovation, l'accent est mis désormais sur l'aide à la stabilité et à la sécurité des institutions, qui, dans la droite ligne du sommet de La Baule, sont un préalable à toute transition, souhaitée par la France, vers une certaine forme de démocratie politique et économique. Les armées locales sont rarement adaptées pour mener des opérations de maintien de l'ordre dans des conditions de discipline interne, de respect des droits de l'homme et de stricte observance des règles légales.

Aussi la MMC propose de faire porter l'effort sur la création de forces de gendarmerie - déjà on compte cent quarante officiers et sous-officiers de la gendarmerie française en assistance dans vingt pays - et d'unités des trois armées qui seront instruites dans cette perspective. Cette mission a commandé de se traduire par l'envoi, dans ces États, d'experts du 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa), chargés de la protection rapprochée des dirigeants et de la sécurité des points jugés « sensibles », ou de membres des groupes d'intervention de la gendarmerie et de la police.

Une telle action passe par une relation plus étroite entre la MMC et les cent cinquante fonctionnaires du Service de coopération technique internationale de la police (SCTIP).

JACQUES ISNARD

Un centre d'entraînement commando de Givet

Français, Allemands et Belges jouent à l'armée européenne

GIVET (ARDENNES)

de notre envoyé spécial

« Finis-le ! », puis encore « Achève ! », comme un chien à son maître, à la voix qui le fait se jeter à ses pieds, hurlant, rampant, cabriolant.

Devant M. Pierre Joxe, ministre de la défense, l'apprenti commando se vautre dans la boue, se relève, progresse en silence derrière la sentinelle qu'il va garrotter, se débarrasse de deux adversaires venus le surprendre. A ses côtés, l'instructeur aboie des ordres agressifs pour l'encourager. Au centre d'entraînement-commando de Givet (Ardennes), dans cette citadelle de Charles Quint revue et corrigée un siècle après par Vauban, sur un éperon rocheux qui domine la Meuse, on forme depuis bientôt trente années des hommes durement aguerris.

Depuis quelques jours déjà, dans le fort où s'est installé le 9^e régiment de zouaves, les tenues de combat kaki de deux compagnies françaises d'infanterie côtoient les tenues plus bariolées d'un bataillon allemand de chasseurs et d'un bataillon belge de commandos parachutistes. Tout ce petit monde, qui préfigure l'Europe à sa manière, s'entraîne sur les conseils de moniteurs français, mais chacun a conservé son propre encadrement.

Un mouvement qui s'amorce

Les Belges sont venus en voisins pour subir cette préparation intensive : la frontière est à 2 kilomètres. Les Allemands appartiennent à une unité qui, en temps normal, relève de la brigade franco-allemande de Bâle : ils accomplissent, à leur façon qui est plus conviviale, l'entraînement-commando, c'est-à-dire qu'un jeune soldat peut refuser de franchir l'un des obstacles sur la piste de risques, qu'il n'est pas prévu de pratiquer le corps-à-corps et le close combat, ou encore qu'aucun stagiaire d'in-

tre-Rhin n'endurera l'épreuve qui consiste à faire passer un char au-dessus d'un trou abritant un homme.

Après le récent « sommet » franco-allemand de Bonn, M. Joxe a choisi de se rendre, vendredi 22 novembre, à Givet avec les attachés militaires belge et allemand en poste à Paris, afin, dit-il, de manifester « ce symbole très fort pour l'avenir », celui de ces armées nationales qui apprennent à se coordonner en Europe et à acquiescer ensemble « une nouvelle dimension » en s'organisant en « un lieu de rencontre internationale » aussi chargé d'histoire que ce fort d'abord tourné contre la France, puis contre l'offensive du maréchal von Rundstedt dans les Ardennes en 1944.

En s'entraînant côte-à-côte autour de l'ancienne place de Charlemont, aujourd'hui aménagée en village-fantôme pour l'instruction aux combats de ruses, unités allemandes, belges et françaises présagent en quelque sorte le corps européen qu'il s'agit de créer demain.

Lors de sa visite, le ministre de la défense a rappelé que la France et l'Allemagne avaient proposé - sur la base de leur brigade de Bâle - aux neuf pays qui composent l'Union de l'Europe occidentale (UEO) de tirer profit de « ce début d'une expérience conjointe » pour constituer un corps européen. « C'est un mouvement qui s'amorce sous nos yeux », a ajouté M. Joxe qui a précisé que trois autres pays européens, la Belgique, l'Espagne et l'Italie, avaient témoigné de l'intérêt pour une telle aventure.

Français et Allemands ont, au demeurant, préparé un document, rédigé à 95 % selon le ministre, qui organise la structure et le calendrier éventuels de cette coopération européenne. Le texte n'en sera sans doute pas débattu, le mois prochain, au « sommet » européen de Maastricht, mais il sera adressé à chacun des États concernés.

J. I.

ÉDUCATION

320 instituteurs parisiens non payés

Mauvais traitements à enseignants

Des instituteurs ont manifesté, vendredi 22 novembre, devant le rectorat de Paris pour protester contre le fait qu'ils n'ont pas été payés depuis la rentrée de septembre.

Des parents d'élèves qui se cotisent pour payer le salaire d'un instituteur fraîchement débarqué dans la capitale, des directeurs qui pulsent dans la coopérative de leur école pour aider des enseignants menacés d'interdiction de chèque, d'autres, comme à l'école de la rue Pihet (11^e arrondissement) qui menacent de faire une grève sur la voie publique : à la mi-novembre, trois cent vingt instituteurs titulaires n'avaient pas reçu leur traitement... des mois de septembre et d'octobre.

Rien ne va plus dans l'académie parisienne. D'autant plus que cinq à six cents autres enseignants, tous également concernés par une modification administrative de leur statut à la dernière rentrée, attendaient que se concrétisent sur leur bulletin de paie la promotion, la titularisation ou les indemnités annoncées. La faute à qui ? Le rectorat, qui juge la situation « regrettable », veut bien plaider coupable, mais invoque les circonstances atténuantes : « Les changements de statut ont été plus importants que par le passé. » On reconnaît surtout qu'un service de la division de liaison des traitements chargée de diligenter les dossiers a été réorganisé récemment à 80 % et renouvelé : son personnel serait « débordé », « inadapte » et non qualifié pour des tâches jugées « complexes ». Les services académiques parisiens ne veulent pas subir

seuls les foudres justifiées des enseignants impayés. Ils pointent le doigt sur le (mauvais) payeur : le trésorier payeur général, « dont les services, explique le rectorat, renvoient trop souvent un dossier pour une virgule mal placée... sans même indiquer où cette virgule est mal placée ». Et de stigmatiser l'archaïsme des procédures et la rigueur du calendrier de bouclage des dossiers qui est tel « qu'un versement peut être différé d'un mois pour deux heures de retard ».

Même si, pour certains enseignants, une... « avance » (sic) devait combler partiellement le déficit à la fin de ce mois, la colère des enseignants est d'autant plus grande que les fonctionnaires des services du rectorat se sont prudemment retranchés dans le silence et l'anonymat. Le téléphone ne répond plus. Ou, quand il répond, cela confine à l'absurde. Telle enseignante, transférée d'Ivry à Paris, s'est ainsi entendue dire qu'elle « n'existait pas » et sommer d'aller voir ailleurs (au rectorat de Créteil) si elle y était bien encore. Stupeur pour telle autre, institutrice dans le troisième arrondissement et impayée depuis fin août, qui a dû se déplacer pour transporter elle-même, du premier au cinquième étage du rectorat, un papier que les bureaux concernés n'estimaient pas avoir à porter ou à chercher eux-mêmes.

Exodés par ces tracasseries, les instituteurs ont fait les frais d'une situation « impensable dans n'importe quelle entreprise », les enseignants concernés ont déposé un préavis de grève pour le 5 décembre. Pour solder de tout compte.

JEAN-MICHEL DUMAY

PRIX DU JURY, FESTIVAL DE CANNES 1991



"Un jeune Danois surdoué hypnotise Cannes." Le Monde



"Un jeune cinéaste hyper doué, un film trip." STUDIO



"Un film d'aujourd'hui... Deux heures d'images follement travaillées." CAHIERS DU CINEMA

EUROPA

LARS VON TRIER

5^{ème} GRAND PRIX DU CINEMA MARTINI & ROSSI S.A.

UGC

مكتبة من الكتب

CULTURE

THÉÂTRE

Si nos épouses étaient des hommes

Italo Svevo mis en scène hors les murs, avec les comédiens-français

UN MARI
au Théâtre national de la Colline

« Si je ne l'ai pas trompée durant ce mois, cela a été du véritable héroïsme de ma part. Si tu connaissais les douleurs des complexités de notre nature masculine, tu m'admirerais. Mon héroïsme m'a brisé, rendu malade. Toi, au contraire, tu n'as fait que ton devoir, je t'en remercie mais il n'y a pas de quoi te vanter. » N'allez pas croire que le mari qui écrit ces lignes à sa femme y mette ne serait-ce qu'un rien d'humour. Etienne Schmitz est un cas. Né à Trieste en 1861 (d'australien, Trieste devint italienne en 1918), il publia sous le pseudonyme d'Italo Svevo trois romans, *Une vie*, *Sénilité*, *La Conscience de Zeno*, qui restèrent inaperçus en leur temps mais qui, après la mort de l'auteur, ont été tenus pour des œuvres marquantes des lettres italiennes.

« L'écriture ficelée dans l'échec et surprenant ridicule », écrit Svevo. Ce n'est pas tout. Ses tortures les plus dévastatrices furent celles de la jalousie. Il se les inventa, se les appliqua, avec sauvagerie et opiniâtreté. Appelant

tous les mensonges, toutes les roses, à la rescousse. Il avait perdu sa maman à tout bout de champ il recevait le jour et l'heure de sa mort : vendredi, cinq heures de l'après-midi. Il se maria, afin de retrouver en sa femme, Clara, une autre maman, et en Olga, la mère de Clara, une maman intermédiaire les jours où Clara serait absente. Mais ni Clara ni Olga n'étaient la vraie maman de Svevo, il asphyxie, se brûle les nerfs, prend ces deux femmes en haine, les persécute. Il écrit, toujours sans humour : « Si j'avais voulu que les choses soient différentes, j'aurais dû épouser un homme, ce qui pour d'autres raisons ne m'aurait pas arrangé. »

Un enfer
indispensable

Pour tisonner, renforcer, cet enfer indispensable, Italo Svevo écrivait. Plus « sur le vif » que les romans lui paraissent les actes de théâtre. Il en inventa beaucoup, à son usage intime, honteux, sans envisager ni publication ni réalisation sur scène. Mais les instruments secrets d'auto-flagellation de Svevo sont de notre temps imprimés. Et même joués. Témoin Un

mari, mis en scène par Jacques Lassalle.

C'est Svevo en plein déchaînement. Un mari, Federico, surprend dans le lit conjugal, avec un beau gaillard, sa femme, bien sûr appelée Clara. Ni une ni deux, il la tue. Il va pleurer un peu dans le giron d'Arianna, la maman de Clara. Avocat, il assure sa propre défense, et se fait acquitter. Il se remarie – sa seconde femme s'appelle Amelia. Il se voit alors proposer de défendre un mari qui a surpris, dans le lit conjugal, avec un beau gaillard, sa femme, et la tue. Et ainsi de suite. Tout cela très tendu, très dur.

Comme Svevo n'avait d'autre but que de se faire le plus de mal possible, il n'a pas pris soin d'écrire des dialogues jouables. Voici un acteur, en principe tout bouleversé, qui raconte la fuite de l'amant quand le mari a surgi : « Réveillé de son rêve d'amour par le cri d'alarme de la domestique, il s'est indubitablement jeté par la fenêtre. Il a tenté de se raccrocher aux reliefs sculptés du premier étage sur la façade richement ornée » (traduction fidèle de Giannette Henry). Tout le dialogue est de cette eau. Dès lors un metteur en scène, un décorateur, des

comédiens s'employant à représenter *Un mari* ne peuvent que s'en tenir à transmettre « la douleur sombre, ardente, continue, irrémédiable, sans soulagement, et sans trêve », du « petit névrosé » Italo Svevo (toutes ces expressions sont les siennes).

Hommage soit donc rendu au travail consciencieux de Jean Dautremay (le mari), de noir vêtu et les yeux crispés dans une méfiance amère, de Françoise Seigner (la mère de l'épouse poignardée), aussi monumentale et enveloppée de voiles que le Pont-Neuf de Christo, de Dominique Constanza (la seconde épouse), à la robe suggestive et aux lèvres gourmandes de toute femme mariée qui – hélas ! – n'est pas un homme, et de tous leurs camarades. Le décorateur Rudy Saboungi a situé le bureau de travail du mari, et le petit salon intime du couple, dans d'étranges halls impersonnels de palaces anémiques. Les cauchemars d'Italo Svevo y semblent bien ingratissables.

MICHEL COURNOT

► Petite salle, du mardi au samedi à 21 heures. Dimanches à 16 heures. Jusqu'au 29 décembre. Tél. : 43-66-43-60.

Un salon inconfortable

Suzanne Flon, Henri Virlogeux et Emmanuelle Meyssignac recréent un « salon » du dix-huitième siècle

L'ANTICHAMBRE
au Théâtre de l'Atelier

Le trio gagnant – Jean-Claude Brisville (auteur dramatique), Jean-Pierre Miquel (metteur en scène), André Acquart (décorateur) – après nous avoir régals d'un *Souper* qui fut il y a deux ans un juste et incontestable hit du théâtre privé parisien, et après quelques autres aventures communes réussies, repart en campagne.

Brisville continue de réfléchir notre époque dans une écriture qui remonte le temps pour prendre mieux ses distances. Il nous transporte cette fois au cœur brillant du Paris du dix-huitième siècle, dans le salon de Madame du Deffand (Suzanne Flon) en compagnie de son ami, président de la Chambre, Hénault (Henri Virlogeux) et de sa nièce, Julie de Lespinasse (Emmanuelle Meyssignac). L'objet de *L'antichambre* est double : il nous permet d'entrer dans un salon mythique où se sont croisés les esprits lumineux de notre patrimoine intellectuel ; il s'attaque aux premiers combats des femmes pour la conquête de la parole et décrit avec minutie et une certaine cruauté la douloureuse passation

des pouvoirs entre une vieille personne jadis omnipotente et une jeune femme d'extraction modeste, belle et d'une intelligence délicate.

Le texte de Jean-Claude Brisville affiche sans complexe et son sans talent sa filiation avec Voltaire, présente un tel savoir-faire, si peu d'aspérités, qu'on devrait le trouver bon. Pourtant – lassitude d'un genre dans lequel Brisville est passé maître, « à la manière des Lumières » – il finit par envoyer tant il coule de source. D'autant que Jean-Pierre Miquel n'a dans sa mise en scène rien proposé à son trio d'acteurs. On entre, on s'assoit, on se lève et on sort. Le très élégant et intelligent décor d'Acquart devient alors le lieu un peu froid d'une discussion de bon goût sans grands enjeux.

Dans ces conditions, Suzanne Flon pourtant impériale, Virlogeux délicieux et Emmanuelle Meyssignac qui affirme de très belles qualités ne parviennent pas à faire décoller un spectacle qui laisse un souvenir embarrassé.

O. S.

► Théâtre de l'Atelier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. De 120 F à 240 F.

Un entretien avec le metteur en scène

« La rage de n'être pas dupe »

« Mettre en scène, explique Jacques Lassalle, c'est mettre au jour les raisons que l'on a eues d'aimer une œuvre. D'abord, celle-ci m'a intrigué. Je n'étais pas sûr d'elle, elle m'attirait autant qu'elle me repoussait. Cet auteur jamais joué de son vivant, qui appelait le théâtre la « forme des formes », m'intimidait. Je sentais que cette absence totale de référence, de maîtrise vérifiée du métier dramatique comportait un certain nombre de risques, mais que là était l'enjeu, la richesse. »

« Svevo est toujours à côté de ce qu'on croit. C'est un nocturne. Sa figure d'auteur officielle, c'est la figure pauvre qui entre dans une famille fortunée ; qui, juif d'origine, se convertit au catholicisme pour se marier ; et qui, écrivain, fait semblant d'être un homme d'affaires respectable. Ce que j'ai aimé de plus en plus chez lui, c'est la difficulté de s'inscrire vraiment dans le monde, de coïncider avec une fonction, un état, une activité. J'y ai trouvé la quête obstinée et impossible de sa vérité intérieure, le souci de traquer en soi ce qui est de l'ordre de la croyance, de la pulsion, une espèce d'animal introspectif inassouvi. Il y a une réplique dans la pièce, qui rend assez bien compte de cela : « Ce que je veux moi, ce n'est pas le calme, c'est la vérité, le monde doit-il s'écrouler. » C'est cette rage de n'être pas dupe, cette impossibilité de se satisfaire de faux-semblants, même au prix de son repos, qui m'a d'abord retenu chez Svevo, qui est au cœur de ce que je cherche au

théâtre : une quête très intime, très introspective à l'intérieur d'une pratique par définition sociale et collective. »

« Alors que le héros pirandellien se réfugie derrière une image réservée aux autres, celui de Svevo n'a de cesse d'avoir complètement fait éclater la figure dans laquelle il a semblé un temps se réfugier. A cause de l'affrontement permanent entre l'homme et la femme, on pourrait penser à Strindberg. De la même façon, le thème de la réhabilitation, de la culpabilité antérieure qui se reproduit, peut rappeler Ibsen. A certains égards, la férocité douce, enjouée de la chronique d'une société, peut évoquer, mais en moins méchant, les réalistes français comme Jules Renard. Enfin, on peut retrouver l'humanisme de Tchekhov, sa foi dans la science qui peut améliorer le monde. En restant tout à fait singulier, Svevo participe de la grande nébuleuse européenne du théâtre. Son œuvre est une assez belle invitation, *mezzo voce*, à la dérive de l'homme moderne, sans dieu, sans finitude, qui s'interroge ingénument, galement sur le malheur absolu d'être né, mais – par opposition à Beckett – dans la banalité d'un quotidien bourgeois. »

Propos recueillis par LOUIS ROMEO et CHRISTINE BLONDEL

► Une rencontre-débat sur Svevo et le théâtre italien a lieu à Paris, à l'Institut culturel italien, 50, rue de Varenne, le 25 novembre à 17 h 30. Tél. : 42-22-12-78.

MUSIQUES

L'impossible opéra

Suite de la première page

L'anti-opéra que l'on pouvait attendre d'un compositeur en conflit féroce avec son époque.

Et voici qu'*Hyperion*, quelque vingt-cinq ans après, revient nous poser l'énigme de son infinité, de son inachèvement : le Festival d'automne a pris le risque de le rendre à la vie, avec la magnificence qu'on lui connaît dans les entreprises risquées. Le malin d'œuvre, pour le réorganisation des fragments, comme pour la notation d'une discipline de fer dans la fosse, est Peter Eitvös, sensationnel chef hongrois dont on mesure vraiment le talent à l'heure où il quitte l'IRCAM. La libre transposition visuelle en hiératiques et crépusculaires tableaux – comment imaginer ici une mise en scène traditionnelle ? – sort de l'imagination de Klaus Michael Grüber, dans les couleurs marines de Gilles Allaud, sous les lumières tout feu tout glace de Dominique Borini, contrepoint fertile, car toujours dialectique, aux suggestions des textes et de la musique.

L'exécution doit sa force et sa pétulance aux nerfs de l'Ensemble Asklé : précis, concentrés, ces musiciens néerlandais aux visages d'adolescents réalisent le paradoxe de rajouter minute après minute une musique qui ne craint pas d'avouer son âge. Et qui, en plus de quatre-vingt-dix minutes de spectacle, l'avoue de plus en plus hautement.

Hyperion – étymologiquement : celui qui marche au-dessus – tient littérairement sa beauté désespérée des soubresauts d'un héros vaincu, avant même le combat pour l'amour et le bonheur des peuples : l'irréductible faute est dans son premier désir pour la femme idéale, dans sa première intuition d'un monde ut-

opique. Il faut avancer à reculons, lutter en ayant pris congé.

Maderna a surtout retenu du roman qu'il démontrait, pour tous et à tout jamais, le divorce de la société et de l'artiste combattant. Les versions scéniques de ce « poème en forme de spectacle » proposées de son vivant, virent donc alternativement une évocation trépidante et musquée de la guerre du Vietnam, une transposition symbolique des malheurs d'Orphée. Pour avoir interrogé l'un des témoins de ces deux productions presque simultanées, on

sait qu'*Hyperion* avait déjà prouvé une résistance exemplaire à toute récupération idéologique : œuvre non domestique, la production du Festival d'automne l'a encore prouvé.

Tout Maderna l'indomptable, toute l'Italie rétive des années 60 sont dans cette application têtue à démontrer en créant l'impossibilité de créer, à hauteur de plein fouet, toute défaite acceptée, un système embourgeoisé. Opéra impossible frappant bien fort aux portes de l'opéra, *Hyperion* est daté, en cela. Et pour cela, comme on aimerait pouvoir remonter le temps !

Quelques rochers plantés sur une étendue lunaire et glacée, Bruno Ganz (le narrateur) emmitouflé dans



L'une des apparitions de Hölderlin sous les traits du flûtiste Jacques Zoon

une pelisse à la Conan, Jacques Zoon, ses flûtes et ses piccolos, adossé à une mappemonde et lançant des bulles de savon, la soprano Penelope Walmsey-Clark, Castafiore et femme-enfant : voici qu'affleurent à notre imagination, entre Moyen-Âge et science-fiction, entre stèle funéraire et imagerie enfantine, tous les parfums de la culture allemande, le Voyageur de Schubert, Siegfried parant aux oiseaux, les éphémères vocales des seconde et quatrième symphonies de Mahler. Et puis voici les chœurs faibles et humbles, quelques uns chantant planants, à la recherche de l'unisson, de l'harmonie idéale. Qu'enferme donc la tente ou plexiglas qui rougeole comme un soleil ? Une ruine et ses abîmes : la Méditerranée, Homère... Même si elles ne disent rien de la musique (mais beaucoup d'Hölderlin), ces images parlent pour elles-mêmes.

La musique, elle, parle d'exéc, d'impétuosité – de révolte, en somme – dans ses sonneries de cuivres déchirées, ses danses grimaçantes, ses petits scherzos tourbillonnants et inépuisables, ses grands adagios de cordes enlaidies, soudainement d'infernales giclées, ce mélange si particulier d'impulsions désordonnées dans le détail ornemental et de contrôle des formes architecturales, dans cet entrecroisement de laideurs instrumentales assumées et de moments désincarnés, voués au timbre pur du violon, du hautbois ou de la flûte. Équivalents abstraits de la voix si coarctée du poète ? C'est encore trop imaginer, peut-être.

ANNE REY

► Prochaines représentations : samedi 23 à 20h30 et dimanche 24, à 17 heures, Opéra-Comique. Tél. : 42-60-04-99.

CINÉMA

Autre temps, autre film

En perdant la moitié de sa durée, « la Belle Noiseuse » a changé sans perdre son charme ni sa beauté

LA BELLE NOISEUSE,
DIVERTIMENTO
de Jacques Rivette

Cette version courte de sa *Belle Noiseuse*, Jacques Rivette la devait par contrat à FR3, chaîne coproduite qui avait accepté de financer un film de deux heures, et non de quatre. Pour une fois, on ne criera pas à la tutelle abusive. *La Belle Noiseuse*, la vraie, est sortie, on a dit tout le bien qu'il fallait en penser (le Monde du 29 août). Et qui connaît le travail de Rivette se doute qu'il a saisi cette obligation de jouer à nouveau avec la matière de son film avec plus de gourmandise et de rouerie que de souffrance.

Au jeu des « différences », on trouve moins changements nets des coupes et inversions dans l'ordre des plans... jusqu'au clin d'œil

final qui, dans la succession des duos et trios de l'ultime séquence, fait chuter le film sur une histoire de gros sous (salut le coproducteur !) et non plus sur l'affirmation d'indépendance de Marianna. Rivette a également utilisé d'autres prises de mêmes scènes. Infimes variations, qui feront les délices des aficionados (et des élèves metteurs en scène).

Surtout, changeant de durée, le film a changé d'angle. Il était bâti sur une structure concentrique : le village, avec en son centre la maison-château du peintre Frenhofer, et au centre du château l'atelier où, dans l'affrontement avec le modèle joué par Emmanuelle Béart et l'empoignade avec la maîtresse et la durée de la peinture, éclatait magiquement la perception d'une activité artistique. Dans *Divertimento*, l'essentiel du face-à-face dans l'atelier a disparu.

Supprimé ce foyer ardent, le château devient le lieu d'une circulation, badine ou inquiétante. Et la dame du château, Liz-Jane Birkin, devient le maître de ballet d'un mariage sophistiqué, cruel et tendre. L'exceptionnelle performance de Béart et de Piccoli y est moins mise en relief, la formidable interprétation de Birkin, restée un peu à l'arrière-plan dans la version longue, éclate cette fois en pleine lumière. *Divertimento* (« musique légère, sans prétention, destinée le plus souvent à des formations réduites », selon le Guide illustré de la musique d'Ulrich Michéls) – Rivette affirme, lui, faire référence à la réduction par Stravinsky de son ballet *Le Baiser de la fée* – est ainsi un beau film, subtil, solaire et zébré de noirceurs. Il ne dispense en aucune manière de voir la *Belle Noiseuse*, la vraie.

JEAN-MICHEL FRODON

Piccoli contre Berlusconi

Les Rencontres de Florence ont révélé la baisse d'influence du film français en Italie

Le cinéma français ne se porte pas très bien dans la péninsule. Vingt-quatre films, seulement, ont été distribués en 1990-1991, cinq de moins que l'année précédente. Trois seulement (*Nikita*, *Cyano*, *Taxi Blues*) se sont placés parmi les cent meilleures entrées de l'année. L'accueil réservé en ce début de saison à *Merci la vie* et à *Madame Bovary* n'a pas été très chaleureux. Le cinéma français perd encore 0,23 % de part de marché, passant ainsi de 2,63 % à 2,4 %.

Pourtant, l'image du cinéma français demeure brillante. Aux Rencontres de Florence-France Cinéma qui viennent de se dérouler, les spectateurs ont fait la queue pour voir la *Belle Noiseuse* (versions longue et courte), *Van Gogh*, *Jacquot de Nantes*, et les *Equilibristes* de Nico Papatakis, à qui a été décerné le grand prix France Cinéma 1991. Un prix spé-

cial a été attribué ex aequo à *Délicatessen* et à *La Vie des morts*. Les autres événements du Festival furent l'intégrale Alain Resnais, et la présentation en avant-première mondiale de la deuxième série des *Portraits* d'Alain Cavalier, qui a reçu le prix Sergio Leone 1991.

La sixième édition de France Cinéma avait commencé par une conférence de presse virulente de Michel Piccoli. En regrettant la grande époque du cinéma italien, le comédien s'en est pris très vive-

ment à Silvio Berlusconi, l'accusant d'être « le grand fossoyeur du cinéma et de monopoliser l'imagination et l'imaginaire des Italiens ». Déclarations répercutées par l'ensemble de la presse italienne : le lendemain, dans le quotidien romain *Il Messaggero*, Cecchi Gori, président de la société Penta où il est associé à Silvio Berlusconi, a pris la défense de son confrère milanais, le qualifiant de « sauveur du cinéma italien ». (Correspondance.)

► La mort du cinéaste Daniel Mann. Le réalisateur américain Daniel Mann est mort le 21 novembre à Los Angeles d'un infarctus. Il avait soixante-dix-neuf ans. Depuis *Reviens petite Sheba* (Taylor), la dristayante parodie d'espionnage *Notre homme Flint* ou l'horifique histoire de rats *Willard*.

لبنان من الانوار

سنة من الفن

16 Le Monde • Samedi 24 - Lundi 25 novembre 1991 •

SPECTACLES

SAMEDI 23 - DIMANCHE 24 NOVEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

L'Enfer des tropiques (1967, v.o. s.t.f.), de Robert Parrish, 15 h ; le Journal d'un philosophe (1989, v.o.), de Nelo Risi, 17 h ; Corps d'Amore (1972, v.o.), de Fabio Carpi, 19 h ; Quatuor Basileus (1981, v.o. s.t.f.), de Fabio Carpi, 21 h.

DIMANCHE

Danger : planète inconnue (1989, v.o. s.t.f.), de Robert Parrish, 15 h ; l'Enfer des tropiques (1967, v.o.), de Nelo Risi, 17 h ; les Chênes de Jérusalem (v.f.), de Fabio Carpi, 19 h ; Cesare Muscati Matematico Veneziano (1985, v.o. s.t.f.), de Fabio Carpi, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

SAMEDI

Les Raisins de la colère (1940, v.o. s.t.f.), de John Ford, 18 h ; Milestones (1975), de Robert Kramer et John Douglas, 20 h 30 ; 10 ans de Pardonone : le Corps de cavalié et miniflor (1907), de G. Vittori ; Salomé (1910), d'Ugo Falena ; Fior di male (1915), de Carmine Gallone, 16 h 30 ; il piccolo cerniale (1914), d'Augusto Genina ; il coreano (1923), d'Augusto Genina et Carmine Gallone ; Zuma (1913), de Baldassarre Negroni, 18 h 30 ; it's the old Army Game (1926), d'Edward Sutherland, 20 h 30.

DIMANCHE

Le Journal d'une femme de chambre (1946, v.o. s.t.f.), de Jean Renoir, 18 h ; la Huitième Femme de Barbe-Bleue (1938, v.o. s.t.f.), d'Ernest Lubitsch, 20 h ; 10 ans de Pardonone : il Grana-toro Roland (1911), de Luigi Maggi ; Scuola d'Enel (1914), d'Enrico Guazzanti, 16 h 30 ; A second's Toll (1918), de Glen Gervander ; His Foot-Hill Folly (1917), de Reggie Morris ; Open all Night (1924), de Paul Bern, 18 h 30 ; Prunella (1918), de Maurice Tourneur ; Avidité (1919), de Léonce Perret, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Hommage à la Warner Bros : Bonnie and Clyde (1967, v.o. s.t.f.), d'Arthur Penn, 14 h 30 ; la Chute d'un caillou (1980, v.o. s.t.f.), de Budd Boetticher, 17 h 30 ; le Grand Sommeil (1946, v.o. s.t.f.), de Howard Hawks, 20 h 30.

DIMANCHE

Hommage à la Warner Bros : Un après-midi de chien (1976, v.o. s.t.f.), de Sidney Lumet, 14 h 30 ; Boulevard des passions (1948, v.o. s.t.f.), de Michael Curtiz, 17 h 30 ; la Loi du silence (1952, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI

L'Empire des médias : 24 Heures avec Caza : Défis mineurs (1990) de Maria Roche et Pascal Manoukian, le Ciel est bleu, la mer est toujours perdue (1991) de Jérôme Casa, 14 h 30 ; USA : peine de mort, le couloir des femmes (1991) d'Anne-Marie Bernoux et Jérôme Casa, Double Dutch : deux cordes pour mieux sauter (1990) de Claude Chelli, Electrochocs : le silence (1991) de Christophe Barreyre et Nicolas Beau, 16 h 30 ; Avant-première : Enfance sous les verrous (1991) de Gilles de Maistre, 18 h 30 ; Profession renifleur (1991), Kurdistan : le camp de la honte (1991), 20 h 30.

DIMANCHE

L'Empire des médias : Quatrième Pouvoir ? : Bande annonce : l'œil du maître (1990) de Stéphane Kurc, 18 h 30 ; le Bon Plaisir (1983) de Francis Girod, 14 h 30 ; Retrospective de magazines d'actualité, Confidential Diplomat (1991), la Vague blanche (1991), 18 h 30 ; Quatrième Pouvoir ? : le Quatrième Pouvoir (1985) de Serge Laroy, adapt. et, 18 h 30 ; Histoire de la presse : Actualités Gaumont, l'imprimerie de l'illustration (1988) d'Henri de Turénne et Jean Noël Delamarre, Prix de beauté (1930) de Augusto Genina, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A. v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 2 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : UGC Montparnasse, 15 (45-74-94-84) ; UGC Convention, 8 (47-42-56-31).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-43) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

L'AMOUR AVEC DES GANTS (Fr.)

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Studio 28, 18 (48-06-36-07) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-95-40).

AN ANGEL AT MY TABLE (Méditerranée)

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Studio 28, 18 (48-06-36-07) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-95-40).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

AY CARMELA (Esp., v.o.) : Lucerna, 14 (45-44-57-34).

BACKDRAFT (A. v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LA BANDE A PISOU (A. v.f.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

BARTON FINK (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-40).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, 14 (45-82-41-46) ; Gaumont, 14 (43-22-87-23).

LES FILMS NOUVEAUX

ARTHUR RIMBAUD, UNE BIOGRAPHIE. Film français de Richard Dindo - Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).

L'HALLUCINÉ. Film américain de Roger Corman, Francis F. Coppola, Jack Nicholson, Monte Hellman, Mark Griffiths, v.o. : Lucerna, 14 (43-25-59-83) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

PROOF. Film australien de Jocelyn Moorhead, v.o. : Forum Horizon, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

RAGE. Film américain de Stephen Gyllenhaal, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE THUNE. Film français de Philippe Gelland, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

LES FLEURS DU MAL (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Studio 28, 18 (48-06-36-07) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-95-40).

HALFAVINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME AUX SANTIAGES (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

NETCHAEV EST DE RETOUR (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

OPÉRATION CONDOR (Hong-Kong, v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

POINT BREAK (*) (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

PRETTY WOMAN (A. v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Racine Odéon, 6 (43-26-19-68).

QUOI DE NEUF, BOB ? (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

RIFF RAFF (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

ROBIN DES BOIS, PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Les Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; Studio Galade, 8 (43-54-72-71).

SEXE, MENSONGES ET VIDEOS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; Studio Galade, 8 (43-54-72-71).

THE SILENCE DES AGNEAUX (*) (A. v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-85).

LA TENTATION DE VÉNUS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

TERMINATOR 2 (*) (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 8 (43-25-59-83) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE VOYAGER (A. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

THEILMA ET LOUISE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-82-41-46).

LES TORTUES NINJA II (A. v.f.) : Club Gaumont (Publics Marignan), 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-Al.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84).

TROUBLES (A. v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

UN HOMME ET DEUX FEMMES (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-46).

URGA (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Haute-faute, 13 (47-07-55-88) ; Publics Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) ; Les Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-2

BILLET

Rattrapage ou reprise véritable?

Durant l'été, l'activité économique s'est accélérée. Selon l'INSEE, la production nationale a augmenté de 0,8 % au troisième trimestre. Après une progression de 0,7 % au deuxième, nous en sommes à un taux de croissance de 1,5 % en six mois correspondant à un rythme annuel de 3 %.

Les exportations ont augmenté rapidement, très rapidement même, au rythme de 13 % l'an sur les six derniers mois. Seules, elles ont tiré la croissance, les investissements et la consommation des ménages continuant d'être faibles. Tout cela n'est pas si mal et M. Bérégovoy (le Monde du 23 novembre, dernière édition) a pu déclarer que l'économie française lui semblait sur la voie d'une reprise modérée.

A-t-il raison? Les Français, surtout s'ils sont chefs d'entreprises ou s'ils appartiennent à des professions libérales, ont l'impression que rien ne va plus. Les ménages achètent ou consomment relativement peu depuis des mois, ayant tendance à épargner davantage par crainte du chômage.

Cela dit, les statistiques de l'emploi sont surprenantes et ne correspondent pas au pessimisme ambiant. Au troisième trimestre, contre toute attente, les effectifs salariés (hors agriculture) ont augmenté de 0,1 % soit d'environ 18 000 personnes. Dans sa dernière note de conjoncture, l'INSEE prévoyait une réduction de 0,2 % des effectifs... Mieux : entre octobre 1990 et octobre 1991, l'économie française a créé 42 000 emplois : si l'industrie, en a détruit 70 000, les services en ont créé 107 000 et le bâtiment-travaux publics 5 000. Rien à voir avec les années noires 1983 et 1984 où disparaissaient environ 200 000 emplois par an.

L'augmentation actuelle du chômage (200 000 en un an au sens du Bureau international du travail) s'explique par des entrées sur le marché du travail plus nombreuses que dans beaucoup de pays industrialisés. Seul à penser que nos statistiques sont mauvaises, qu'elles surestiment l'activité et les créations d'emplois, la situation économique n'apparaît pas si sombre. La vraie question qu'on doit se poser est plutôt de savoir si l'économie française n'a pas bénéficié cet été d'un simple rattrapage après la dégringolade de fin 1990-début 1991. Et si nous ne sommes pas maintenant condamnés - c'est fait de l'avis des grands pays industrialisés - à plusieurs mois de quasi-stagnation.

Avant la véritable reprise qui ne viendrait qu'au printemps 1992...

ALAIN VERNHOLES

ÉTRANGER

Une délégation du CNPF à Moscou

Les industriels français à la recherche de leurs nouveaux interlocuteurs russes

Alors que la nouvelle répartition des pouvoirs économiques reste encore incertaine à Moscou, les rencontres entre Français et Russes se multiplient. Une délégation du ministère français de la défense est attendue à partir du dimanche 24 novembre pour étudier des projets de reconversion de certaines industries de l'armement. M. Ivan Silaev, président du Comité économique inter-républicain, doit venir à Paris le 27 novembre. Il a reçu, vendredi 22 novembre à Moscou, M. Michel Freyche, président de la BFCE (Banque française de commerce extérieur) et vice-président du CNPF, qui dirigeait une délégation d'industriels.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Pendant la révolution, les affaires continuent... mais au ralenti et dans une grande confusion. Tel était le sentiment dominant parmi les soixante industriels et banquiers français de la délégation du CNPF, qui était à Moscou du 20 au 22 novembre. La désorganisation économique actuelle de l'ex-URSS et les changements de structures et

d'hommes qui l'accompagnent ont quelque peu perturbé le programme du groupe patronal. Beaucoup de responsables souhaitaient cependant s'informer de visu des perspectives réelles du marché et faire connaître aux nouveaux dirigeants du pays, en l'occurrence la Russie, leurs intérêts.

Pénurie de devises

Se félicitant de l'approche « intelligente et humaine » des entreprises françaises (« Elles se soucient des retombées sociales de leurs actions »), M. Alexandre Roussak, vice-président de la Russie, a insisté, lors de ses discussions avec M. Freyche, sur la détermination du nouveau pouvoir à « ouvrir le marché aux capitaux étrangers ». Malgré les récents décrets sur la libéralisation du commerce extérieur de M. Boris Eltsine, le marché russe reste cependant encore d'un accès difficile.

A la recherche de leurs interlocuteurs, les industriels français souffrent comme les autres de la forte contraction actuelle des importations. Face à la pénurie de devises, ils doivent de plus en plus souvent accepter des propositions de compensation, de troc. Certains organismes, publics ou privés, disposent cependant de devises : les capacités d'achats en direct et payés au comptant ne

seraient pas négligeables puisqu'elles s'établiraient actuellement à près de 5 milliards de dollars (plus de 27 milliards de francs).

Les grands dossiers en discussion depuis plusieurs mois entre la France et l'URSS ont à nouveau été évoqués lors des entretiens officiels (exploitation pétrolière pour ELF, fourniture de wagons pour la SNCF...).

Les hôtes de la délégation française, l'UIS (Union industrielle et scientifique), que préside M. Arkadi Volski, ont renouvelé leur appel à une aide pour la reconversion des industries militaires, appel auquel ont commencé à répondre plusieurs firmes françaises (Aérospatiale, Dassault, Thomson, Geo-Alstom...). Alors que l'ex-URSS semble rencontrer quelques difficultés pour fournir le gaz promis à la France, GDF a confirmé son souhait de développer en Russie ses activités dans la rénovation de la distribution urbaine de gaz et le chauffage, avec la création de sociétés mixtes.

Français et Russes ont regretté ensemble les difficultés de la réalisation des accords en matière de formation. Paris s'était engagé, en mai 1990, à assurer le financement pour la formation de six mille cadres sur deux ans. Mille qu'à présent, par manque de candidats parlant français...

ERIK IZRALEWICZ

FINANCES

Après deux mois de bataille boursière

BTR réussit son OPA sur Hawker Siddeley

Le conglomérat britannique BTR (British Tyre and Rubber) a annoncé vendredi 22 novembre, après la clôture de la Bourse de Londres, avoir réussi son offre publique d'achat (OPA) hostile de 1,55 milliard de livres (environ 15 milliards de francs) sur le groupe Hawker Siddeley, spécialiste de construction électrique et d'ingénierie dans les secteurs ferroviaire, industriel, aéronautique... Lancée le 20 septembre (le Monde du 24 septembre), l'OPA permet désormais à BTR de détenir 71,9 % du capital de sa cible, mais elle a été déclarée inconditionnelle et reste ouverte jusqu'à nouvel avis.

L'OPA avait été rejetée par Hawker Siddeley (le Monde du 12 octobre) qui avait alors présenté une « défense radicale » prévoyant la vente de plus de la moitié de ses activités (ferroviaire, électrique et ingénierie générale) par la fermeture de 18 usines et la suppression de 8 000 emplois (18 % du personnel). Ces désengagements représentaient un chiffre annuel de 1,3 milliard de livres sur un total de 2,1 milliards de livres (environ 21 milliards de francs) en 1990.

La priorité de BTR (qui a réalisé

en 1990 un chiffre d'affaires de 6,74 milliards de livres), conglomérat construit à coups d'acquisitions hétéroclites et spectaculaires par M. Alan Jackson, son directeur général, sera vraisemblablement de restructurer et de démanteler Hawker Siddeley, dont de nombreuses activités sont considérées comme peu rentables par les analystes financiers. Le président de BTR, Sir Owen Green, s'est félicité de cette « excellente acquisition (...) Hawker Siddeley formera une importante partie de notre nouveau groupe pour faire face aux années 1990 ».

De son côté, M. Alan Watkins, directeur général de Hawker Siddeley, a fait part de sa « déception (...) Les incertitudes sur l'économie et la faiblesse actuelle de la Bourse ont joué en faveur de BTR ». En fonction depuis 1989, M. Watkins s'est vu reprocher par les actionnaires le retard mis à prendre des mesures de restructuration et de les avoir annoncées au lendemain du lancement de l'OPA. Il a annoncé une réunion du conseil d'administration de Hawker Siddeley pour le 25 novembre.

INDUSTRIE

Reprenant les entretiens avec General Motors

Le gouvernement polonais négocie pour la privatisation de FSO

M. Henryk Bochniarz, ministre de l'industrie polonais, a relancé, jeudi 21 novembre, la privatisation de FSO (Fabryka Samochodow Obywatowych), l'un des deux constructeurs automobiles polonais, en annonçant la reprise des discussions avec l'Américain General Motors. Le directeur de General Motors Europe, M. Robert Eaton, était reçu le 4 novembre par le premier ministre polonais, M. Jan Krzysztof Bielecki, et de nouveaux entretiens entre le constructeur et les autorités sont prévus la semaine prochaine. Varsovie devra trancher rapidement, les aides gouvernementales coûtant cher et les syndicats se faisant pressants. FSO n'emploie-t-elle pas 18 000 salariés dont près de 12 000 à Varsovie même?

Le dossier FSO faisait initialement partie, avec celui de FSM, le second constructeur national, d'un vaste projet de privatisation de l'industrie automobile polonaise. Mais, après que Fiat a acquis depuis 51 % du capital de FSM (le Monde du 13-14 octobre), le gouvernement a jugé insuffisantes les propositions de reprise de FSO émanant de trois constructeurs occidentaux (General Motors, Fiat et la firme française Citroën), leur reprochant notamment de ne pas vouloir prendre une participation majoritaire dans le capital.

Depuis, les trois constructeurs ont fait au gouvernement de Varsovie de nouvelles offres. Parmi elles, seule la proposition de General Motors envisagerait une prise de participation majoritaire dans le capital de FSO. Un point décisif qui n'a sans doute pas manqué de séduire les membres du ministère des privatisations polonaises, partisans d'un accord avant tout financier. A l'inverse, les représentants du ministère de l'Industrie semblent plus enclins à privilégier

la solution industrielle de Citroën qui envisage une production locale de près de 100 000 ZX par an.

Mais, quel que soit le constructeur choisi, les négociations s'annoncent difficiles, notamment sur le montant des droits de douane appliqués aux voitures étrangères pour protéger la production locale. General Motors, par exemple, proposerait une taxe de 35 % pour une durée de sept à huit ans, quand le gouvernement polonais envisage de les fixer à hauteur de 25 %. Taux qui dépendra aussi de l'accord d'association que le gouvernement de Varsovie s'apprete à signer avec la Communauté européenne.

O. P.

General Motors va investir 400 millions de francs à Strasbourg. - General Motors (GM) investira d'ici au 1^{er} mars 1992 près de 400 millions de francs sur son site de Strasbourg, créant ainsi 300 nouveaux emplois en deux ans. Le groupe, qui fabrique sur ce site des pompes hydrauliques pour direction assistée et des boîtes de vitesses automatiques, veut accroître sa production de 10 000 pompes par jour. L'usine GM de Strasbourg emploie actuellement 2 000 personnes et a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires d'environ 850 millions de francs au lieu de 740 en 1990.

EN BREF

Les professions de santé s'engagent à ne pas signer d'accord séparé - Quatorze syndicats, adhérents du Centre national des professions de santé (CNPS) ont annoncé, vendredi 22 novembre, qu'ils ne signeront « aucun accord » de maîtrise des dépenses d'assurance-maladie, « sans une négociation préalable et générale » avec l'ensemble des parties concernées. Parmi les signataires de ce texte, on trouve deux des trois syndicats de médecins, le CSMF et la FMF, qui s'engagent à ne pas accepter un accord séparé avec la Sécurité sociale et le gouvernement. L'attitude des professions de santé est, bien entendu, dictée par le succès de la manifestation du 17 novembre. Le CNPS précise que la négociation devra porter sur « le rejet d'un quelconque rationnement des soins, le respect des libertés fondamentales des malades et des praticiens » et « l'optimisation des dépenses d'assurance-maladie dans un cadre médicalisé ».

Gardanne : feu vert conditionnel à la construction d'une nouvelle chaudière à charbon propre. - Les ministères de l'économie et de l'Industrie ont donné vendredi 22 novembre l'autorisation de construire à Gardanne (Bouches-du-Rhône) une nouvelle centrale à charbon utilisant les techniques « propres », dites « à lit fluidisé circulant », déjà expérimentées à Carling (Moselle).

Les relations entre l'Europe et les pays de l'Est

La Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne signent des accords avec la CEE

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

La Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont signé, vendredi 22 novembre à Bruxelles, des accords d'association avec la CEE (le Monde du 23 novembre). Le stade de la coopération économique et commerciale est maintenant largement dépassé et un pré-

ambule stipule que les trois pays associés ont « pour objectif ultime de devenir membres de la Communauté ». « Il s'agit d'accords très ambitieux, avec un volet sur le dialogue politique », a dit le négociateur de la Commission lors d'une conférence de presse.

Reste à faire signer ces accords par les Etats membres, dans le cadre d'un Conseil, le 16 décembre, puis à obtenir l'avis conforme du Parlement européen, dans un

mois ou deux. Suivra la ratification par les Parlements des trois pays associés et des Douze, puis qu'il s'agit d'accords mixtes concernant aussi des domaines de compétences nationales. Cela risque de demander du temps. Aussi faudra-t-il recourir à des accords intermédiaires portant sur les dispositions de compétence exclusive-mment communautaire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Au premier semestre 1991

Les investissements étrangers aux Etats-Unis ont chuté de 70 %

Les investissements étrangers aux Etats-Unis, avec 7,6 milliards de dollars (environ 40 milliards de francs) ont diminué de 70 % pendant les six premiers mois de 1991, par rapport à la même période de 1990, indiquent les dernières statistiques du département du Trésor qui attribue cette tendance inquiétante à la faiblesse de l'économie et à la concurrence des marchés étrangers de placements.

Ce désengagement des capitaux étrangers, essentiels à l'économie américaine, s'accentuerait encore davantage si le Congrès imposait de nouvelles restrictions aux investissements étrangers.

Les investissements japonais ont accusé une baisse encore plus brutale - due essentiellement au marasme de l'immobilier - en tombant de 12,3 milliards de dollars au premier semestre 1990 à 800 millions au premier semestre 1991.

En forte augmentation à partir de 1985, les investissements étrangers ont atteint leur niveau le plus élevé en 1989 avec 70,5 milliards de dollars, avant de diminuer. Le désengagement s'est accentué nettement au 4^e trimestre 1989 et s'est accéléré en 1990 avec une chute de 47 % à 37,2 milliards de dollars.

Une décision du Club de Paris

La Côte d'Ivoire obtient un nouveau rééchelonnement de sa dette publique

La Côte d'Ivoire a obtenu de ses créanciers publics, réunis au sein du Club de Paris, mercredi 20 novembre, un nouveau rééchelonnement de sa dette publique garantie. Le remboursement des échéances sera étalé sur vingt ans pour les prêts d'aide publique au développement et sur quinze ans pour les autres crédits publics.

En outre chaque pays créancier pourra, sur une base volontaire, convertir une partie des créances en projets concrets ou en investissements. Le montant des sommes rééchelonnées n'a toutefois pas été indiqué.

SOCIAL

Tout en affichant de bons résultats

Alcatel-CIT annonce des réductions d'effectifs

La société Alcatel-CIT, principale filiale de télécommunications publiques du groupe français Alcatel-Alsthom, devrait annoncer mardi 26 ou mercredi 27 novembre, au cours du comité central d'entreprise (CCE) de fin d'année, des mesures de réduction d'effectifs évaluées à 700 personnes par la direction du groupe. Un projet révélé, vendredi 22 novembre, par la coordination syndicale CGT du groupe qui avance, quant à elle, le chiffre de 900 suppressions d'emplois.

Selon le syndicat, ces mesures toucheraient « la quasi-totalité des établissements », et plus particulièrement l'unité « condamnée » des centraux téléphoniques de Cherbourg (Manche) ainsi que « la ferme » du centre de transmissions d'Amilly (Loiret). Ces informations

ont été confirmées par la société Alcatel-CIT, avec toutefois des réserves : « Les mesures concernent environ 700 personnes, dont 380 par plan social et 319 par reconversion », précise le groupe. Le projet comprendrait donc deux volets. Un plan social « sans licenciement » touchant 255 des 520 salariés de Cherbourg, ainsi que 125 personnes sur les 300 que compte le centre d'Amilly. Second volet : des « adaptations d'organisation », dont le regroupement des activités de composants du groupe (144 salariés), ainsi que la vente de l'unité d'Amilly comprenant le maintien des 175 emplois restants.

Applicables en 1992, ces nouvelles mesures porteraient, selon la CGT, à 10 % des salariés du groupe les réductions d'effectifs réalisées sur trois ans par l'entre-

prise. Avec 14 000 salariés et plus de 9,2 milliards de francs de chiffre d'affaires, Alcatel-CIT a enregistré des bénéfices nets de 427 millions de francs en 1990, en hausse de 34 %, et attend de « bons résultats » sur l'exercice 1991. « Il faut suivre l'évolution technologique et les gains de productivité de la branche (10 %), explique-t-on au groupe.

Arguments contestés par la CGT qui condamne les récents rachats de Telettra, filiale du groupe Fiat, et des activités de transmission de l'américain Rockwell (le Monde du 14-15 juillet), cette croissance externe se faisant, selon le syndicat, « au détriment des productions et des emplois en France ».

OLIVIER PIOT

Avec l'annulation du mode de désignation des membres du CCE

La CGT pourrait perdre le contrôle du comité d'entreprise de la RATP

La cour d'appel de Paris a confirmé, mercredi 20 novembre, le jugement en instance du 16 avril prononçant la nullité du protocole qui fixait, depuis la réforme du 5 novembre 1990, la composition et la désignation des membres du comité de régie de la RATP (le Monde du 16 octobre 1990). Les juges ont estimé que ce protocole ne respectait pas l'article L435-4 du code du travail prévoyant que les membres du comité central d'entreprise devaient être élus, et non pas désignés, par les membres des différents comités d'établissement. En attendant l'élaboration d'un nouveau protocole, la cour d'appel a nommé deux

administrateurs chargés d'assurer la gestion courante des activités sociales et culturelles du « comité de régie ».

Cette décision de justice est susceptible de remettre en cause la suprématie de la CGT, reconquise en 1986 au détriment de FO, sur la gestion du comité d'entreprise. Aux dernières élections professionnelles de décembre 1990, la CGT avait rassemblé 42,97 % des suffrages et détenait la majorité absolue dans quatre des dix comités d'établissement. Tout dépend désormais de la nature des alliances syndicales susceptibles de se nouer et de la nouvelle répartition des sièges dévolus à chaque établissement.

سنة ١٩٩١ من الجدل

هكذا من الأصل

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 18 AU 22 NOVEMBRE

PARIS

Un froid de loup

INDICE CAC 40
-6,69%

Effrayée par un environnement redevenu brusquement très menaçant, la Bourse de Paris a été si grande que la température est retombée à son plus bas niveau depuis le 19 août dernier, date du putsch avorté en URSS. Réaction excessive ou véritable sclérose?

Les deux premières séances furent terribles. Les 3 % de baisse annoncés par les augures après le craquement entendu à Wall Street furent lundi presque officialisés (-2,95 %). Mardi, le mauvais coup des taux qui avaient hâtivement été relevés quelques heures auparavant par la Banque de France précipita le marché dans une nouvelle spirale baissière (-2,39 %). La Bourse fut le lendemain incapable de s'orienter. Elle tenta par deux fois, mais sans succès, de se relever, pour finalement s'affaler (-0,09 %).

Jeudi fut une nouvelle journée de confusion. Cinq fois la tendance s'inversa. La séance s'acheva sur une toute petite hausse. Mais le cœur n'y était pas vraiment. Pour preuve, à la veille du week-end, la Bourse replongeait de plus belle et après un creux à -1,78 %, se retrouvait à 1,40 % au-dessous de son niveau de la veille.

De sorte que la liquidation de novembre, qui avait lieu ce jour-là, se trouva perdante de

4,87 %. Le plus beau revers depuis quinze mois. Bref, d'un vendredi à l'autre, l'indice CAC 40 a chuté de 6,69 %. Il faut remonter à la semaine du 11 au 15 août 1990 - juste après l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein - pour retrouver une baisse d'une pareille ampleur (-6,6 %). Paris à son tour céderait-il au mouvement?

Tonalité inquiétante

La réponse est délicate. Mais le fait est qu'à la veille du week-end, les boursiers étaient généralement très inquiets. Après la crainte d'un nouveau krach à New-York et l'impression détestable produite par la décision des autorités monétaires françaises de relever les taux d'intérêt pour protéger la monnaie nationale, la peur de nouveaux bouleversements monétaires causés par l'état de santé soudain très altéré du dollar a littéralement étouffé la communauté boursière. Le billet vert n'était-il pas tombé vendredi à son plus bas niveau depuis le 16 mars?

Beaucoup n'hésitaient pas à prédire que la Réserve fédérale américaine allait rapidement resserrer les conditions de crédit aux Etats-Unis pour arrêter l'hémorragie. Et d'imaginer le pire avec un retour à la récession après un temps d'accalmie. Les spécialistes étaient nombreux à insister sur la tonalité inquiétante des dernières statistiques améri-

caines. « Les difficultés sont telles aux Etats-Unis, disait l'un d'entre eux, que la moindre contrainte mondiale suffirait à casser la reprise tant attendue de la croissance. » Et sans encouragement de l'Amérique, l'Europe risque bien de connaître une nouvelle panne économique. Quelques-uns vont plus loin en affirmant que les graves difficultés actuelles annoncent des bouleversements plus profonds.

Devant de telles perspectives, la Bourse n'est en tout cas pas saine à manifester une certaine angoisse. Les industriels ne sont pas plus optimistes. A Francfort, M. Wolfgang Hilger, président du directoire de Hoechst, numéro un mondial de la chimie, a récemment fait l'amer constat d'une activité très décevante pour octobre, un mois généralement de bonne facture, et s'est déclaré assez inquiet pour l'avenir. Cet écho n'est pas à négliger.

Le silence de la pythie

En France, une vieille chanson nous rappelle que « quand le bâtiment va, tout va ». Or précisément, les professionnels du BTP redoutent pour 1992 une croissance zéro. Du côté des PME et des PMI, le sentiment n'est pas meilleur. Si l'on en croit un sondage Sofres-la Tribune de l'expansion-Crédit du Nord, un patron sur deux n'attend rien du plan de soutien lancé par le premier ministre, M^{me} Edith Cresson.

Les industriels du placement, eux, sont carrément déboussolés. Les hommes de marché avouent être dans l'incapacité d'établir une stratégie cohérente. Car de plus, à moitié tués par la réforme, la Bourse a perdu ses réactions purement physiques avec l'éloignement sans retour des particuliers et la baisse de l'épargne qui en résulte. « Comment voulez-vous travailler correctement dans un marché aussi névrotique et volatil? », se plaignait un jeune « trader ».

Une chose est au moins certaine : le malaise est général devant une situation devenue imprévisible. Les « chartistes » (analystes par graphiques), qui n'avaient pas prévu le coup, reviennent leurs courbes à la hâte. « Le premier saut de soutien se situe au niveau 1 780 de l'indice CAC », nous confiait l'un d'entre eux. Et d'ajouter : « Si l'on casse les 1 700, il faudra tout vendre. » Tout le monde n'est pas aussi catégorique ni si noir et le commentateur de la société de Bourse Didier Philippe pense, s'agissant de la croissance économique, qu'on assiste à un simple décalage de la reprise, d'autant plus compréhensible que la phase présente de ralentissement succède à une phase d'expansion particulièrement longue. Assurément, la Bourse amorce, elle aussi, un virage de son histoire. Les prochaines séances promettent d'être instructives.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Encore sous le choc

INDICE DOW JONES
-1,38%

Quelques velléités de reprise n'ont pas abouti et la grande Bourse new-yorkaise, encore sous le choc du mini-krach de la semaine précédente, a continué ces derniers jours de baisser. Mais ses pertes se sont quand même limitées à 1,38 %.

Inquiets, les investisseurs américains se sont. Comment en serait-il autrement avec une économie qui bat de l'aile, des statistiques toujours décevantes, voire mauvaises comme en témoignent le nouvel accroissement du chômage pour la semaine se terminant le 9 novembre et l'aggravation du déficit commercial pour septembre.

Seule note un peu gaie dans ce concert de mauvaises nouvelles : l'augmentation surprise pour octobre (+7,3 %) des mises en chantier de logements. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps. Et les opérateurs ont eu le temps de remâcher leur pessimisme devant le mutisme de la Maison Blanche sur la situation.

M. Nicholas Brady, secrétaire d'Etat au Trésor, s'est borné à confirmer que l'économie figurait en bonne place dans le traditionnel discours sur l'état de l'Union que le président Bush prononcera en janvier prochain. « Je

m'attends à un plan dynamique et différent », a-t-il brièvement conclu. Il en aurait fallu plus pour rendre le sourire au marché. Toujours assez assombrés, les boursiers n'ont pas vraiment le scénario d'une récession en deux temps. Il n'y a plus désormais que l'Association américaine des économistes d'entreprendre pour croire que les Etats-Unis sont capables d'éviter l'écueil d'une nouvelle crise.

A. D.
Indice Dow Jones du 22 novembre : 2 902,73 (c. 2 943,20)

	Cours 15 nov.	Cours 22 nov.
Alcoa	59 5/8	58 1/8
ATT	37 1/8	36 1/4
Boeing	45 1/8	43 5/8
Chase Manhattan Bank	16 7/8	16 1/4
De Post de New York	44 3/4	44 3/8
Eastman Kodak	46 1/4	46 3/8
Exxon	57 1/4	57 3/4
Ford	25 1/8	24 5/8
General Electric	67 3/8	66 3/8
General Motors	31 1/2	30 7/8
Goodyear	48 1/4	49 3/4
IBM	96 1/4	94 3/4
ITT	56 1/2	55 3/4
Motor Oil	67 1/2	66 1/2
Pfizer	67 5/8	66 1/2
Schlumberger	64	62 5/8
Texasco	62 1/8	59 1/2
UAI Corp. (ex-Altagis)	127 3/4	124 1/2
Union Carbide	18 7/8	17 7/8
United Tech.	49 1/2	46 5/8
Westinghouse	16 1/2	16
Xerox Corp.	63	61 5/8

TOKYO

Déprime

INDICE NIKKEI
-4,1%

La Bourse de Tokyo a enregistré cette semaine la plus forte baisse hebdomadaire depuis le mois de juillet de cette année. L'indice Nikkei a abandonné, sur la période, 981,79 points soit 4,1 % pour finalement s'établir en clôture vendredi 22 novembre à 23 117,39 points, ramenant ainsi l'indicateur nippon à des niveaux comparables à ceux observés au mois de septembre.

Le volume des transactions s'est sensiblement étoffé puisqu'une moyenne quotidienne de 280 millions de titres ont été échangés contre 220,3 millions la semaine dernière.

Le marché avait ouvert lundi dans la morosité, le Nikkei plongeant de 2,9 % après les 120 points de recul du Dow Jones le vendredi précédent. Par la suite, le Nikkei n'a pas cessé de reculer, enregistrant ainsi huit jours de baisses consécutives, ce qui ne lui était pas arrivé depuis octobre 1986. Jeudi et vendredi, il est même descendu momentanément

en dessous de la barre des 23 000 points, pour la première fois depuis le 12 septembre.

« Le marché a été totalement léthargique, et il n'y a aucun créneau pour les investisseurs sur un marché aussi engourdi », a expliqué un opérateur. De fait, les analystes n'attendent pas de redémarrage avant le 13 décembre, date à laquelle les opérations à terme sur décembre seront « libérées ». Néanmoins, selon la plupart des opérateurs, « le Nikkei ne devrait pas exagérément baisser par la suite, certains investisseurs institutionnels souhaitant acheter dès lors que le Nikkei passera sous le seuil des 23 000 points ».

Indices du 22 novembre : Nikkei, 23 117,39 (c. 24 099,18) ; Topix, 1 764,77 (c. 1 812,17).

	Cours 15 nov.	Cours 22 nov.
Alcatel	1 060	1 030
Bridgestone	1 150	1 140
Cannon	1 410	1 370
Fuji Bank	2 750	2 680
Honda Motors	1 490	1 480
Mitsubishi Electric	1 450	1 380
Mitsubishi Heavy	1 400	1 380
Sony Corp.	4 790	4 500
Toyota Motors	1 520	1 470

LONDRES

Chute -3,9%

Sale temps cette semaine à Londres où le principal indicateur du marché a baissé de 3,9 % pour se retrouver à son plus bas niveau depuis cinq mois, soit depuis le début de l'été. Les motifs de pessimisme n'ont pas manqué, à commencer par la faiblesse de la livre, au plus bas depuis 18 mois vis-à-vis du DM, la hausse des taux français, les mauvais résultats des entreprises et, pour couronner le tout, de mauvaises statistiques économiques avec la baisse des ventes au détail (-0,5 %) pour octobre et du produit intérieur brut (-0,3 %) non pétrolier pour le troisième trimestre, enfin le déficit aggravé de la balance des paiements.

Baisse des valeurs sensibles au monétaire (Glaxo, I. C. I., Wellcome) et des assurances. Chute de Maxwell Communication (-42 %). Indices du 22 novembre : 100 valeurs, 2 446,3 (c. 2 546,6) ; 30 valeurs, 1 866,8 (c. 1 948,6) ; mines d'or, 169,8 (c. 149,8) ; Fonds d'Etat, 85,88 (c. 86,90).

	Cours 15 nov.	Cours 22 nov.
Bovator	6,78	6,72
BP	3,25	3,10
Charter	5,38	5,25
Courtauld	4,68	4,73
De Beers	18,19	17,25
Glaxo	8,44	7,82
GUS	19,50	18,35
ICI	12,22	11,94
Rochem	9	8,70
Shell	5,85	5,66
Unilever	8,43	8,42
Vickers	1,54	1,56

FRANCFORT

Pessimisme -1,8%

Les remous enregistrés à Wall Street n'ont pas trop entamé cette semaine l'optimisme du marché allemand. Néanmoins, la tendance est quand même un peu alourdie. L'indice DAX a ainsi baissé de 1,8 %, ce qui dénote une volonté de résistance. Les professionnels finissent toutefois remarquer que la communauté financière se laisse insensiblement gagner par le pessimisme devant les multiples ratés de l'économie américaine. Personne désormais sur le parquet de Francfort ne croit plus beaucoup à une reprise avant la fin de l'année, d'autant que l'activité menace de diminuer dans la mesure où de nombreux institutionnels ont d'ores et déjà bouclé leurs comptes pour 1991. Déjà, le volume des transactions sur les huit places allemandes s'est nettement élevé à 20,14 milliards de deutschemarks (-33 %).

Indices du 22 novembre : DAX, 1 600,26 (c. 1 629,37) ; Commerzbank, 1 861,2 (c. 1 886,60).

	Cours 15 nov.	Cours 22 nov.
AEG	207	202,20
BASF	237,20	231,50
Bayer	287,80	278,50
Commerzbank	1 886,60	1 861,20
Deutsche Bank	685,50	664,00
Hochst	234,20	230,10
Karstadt	650,90	653
Mannesmann	260	256,50
Siemens	636,50	621,60
Volkswagen	329,50	318,50

Mines d'or, diamants

	22-11-91	Diff.
Anglo-American	222,60	-2,40
AngloGold	404,70	+19,70
Bul. Gold M.	64,25	+1,35
De Beers	170	-9,10
Drief. Cons.	70,45	+7,45
Gencor	23,90	+0,50
Harmony	37	+3,70
Randfontein	39,50	+4,65
Sainte-Hélène	41	+2
Western Deep	222	+20,50

Matériel électrique

	22-11-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	576	-39
CSSE	233	+9,80
Général des eaux	2 170	-209
Intertechnique	600	-81
Labinal	765	-33
LVHM	3 988	-251
Lynx des eaux	501	-36
Matra	160,60	-6,40
Merlin-Gerier	478,10	-56,90
Moulloux	155	-19
Radiorécepteur	330	-58
SEB	1 700	-59
Sect. Aviation	208	-0,90
Thomson-CSF	148,30	-15,70
IBM	527	-36
ITT	291,50	-25,70
Schlumberger	347,50	-22,50
Siemens	2 113	-60

Alimentation

	22-11-91	Diff.
Béghin-Say	584	-73
Bongrain	2 548	-82
BSN	953	-34
Carrefour	2 099	-38
Cassio, G. Per.	137,20	-13,90
Euromarché	4 470	-2
Guyenne-Gasc.	1 385	-60
LYM	174	-10
Oligar	1 210	-56
Permod-Ricard	2 670	-15
Promodis	1 239	-55
Saint-Louis	1 187	-81
Source Perrier	32 400	-800

Bâtiment, travaux publics

	22-11-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 027	-8
Bouygues	534	-19
Ciments français	390	-1,30
GTM	365	-7
Immob. Phénix	158	-3
J. Lefebvre	817	-53
Lafarge-Coppée	312	-23,50
Poitec	395	-10
SGE-SB	208	-29

Métallurgie, construction mécanique

	22-11-91	Diff.
Ahpi	321,10	-38,90
Dassault Aviation	325	-30
De Dietrich	1 300	-35
Fives-Lille	310	-20,30
Peugeot	620	-52
Peugeot	867	-51
SAGEM	1 635	-40
Strafor, Facom	732	-7
Valco	590	-51
Valloire	261	-40

Filatures, textiles

	22-11-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 010	-85
BHV	749	+9
Danar	2 210	-28
DMC	268,50	-30
Gal. Lafayette	1 479	-32
Noav. Galerie	453	+18
Printemps	847	-53
La Redoute	4 830	-290
SCOA	22,30	-1,40

Valeurs diverses

	22-11-91	Diff.
Acor	689	-33
Air liquide	642	-37
Ajomar	NC	NC
Bic	626	-46
Bic	297	-28
CGIP	931	-34
Club Méd.	406	-37
Essilor	321	-8,90
EuroDisney	129,30	-3,20
Havas	446	-57
Eurotunnel	38,90	-0,95
Groupe Citi	438	-21
Hachette	162	-7,20
SAV	37,60	-1,40
Marine Wondel	280,10	-17,90
Navigation mixte	1 240	-30
Nord-Est	102,80	-3,20
L'Oréal	681	-35
Saint-Gobain	427	-34,60
Sanofi	950	-53
Sauvies Châtillon	220	-14
Skin Rosignol	799	-27

Produits chimiques

	22-11-91	Diff.
Inst. Mérieux	4 370	-60
Roussel-Uclaf	1 850	-15
Synthelabo	1 042	-28
BASF	780	-24
Bayer	946	-34
Hoechst	780	-20
Imp. Chemical	117	-2,60
Norsk Hydro	130,10	-4,90

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	22-11-91	Diff.
AGF	471	-9
AXA (ex-Cie Midil)	820	-76
AXA	109,40	-4,10
Banque (C*)	463	-42
Cedex	612	-48
CCF	153,30	-10,80
Wams & C*	911	-94
Norfolk & C*	314	-19
Chargeurs	899	-70
CPR	260,10	-10,90
Eurofrance	1 255	-143
GAFL	1 665	-129
Locindus	730	-9
Midland Bank	73	-1
Paribas	363	-47
Schweitzer	637	-43
Société générale	443,70	-7,40
Sovac	735	-26
Suez (C* fin.)	276,90	-31,90
UAP	467,50	-28,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 novembre 1991
Nombre de contrats : 218 276

COURS	ÉCHÉANCES			
	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92
Premier	-	-	-	-
+ haut	106,60	106,72	107,26	-
+ bas	105,84	106,08	106,62	-
Dernier	106,06	106,20	106,72	-
Compensation	106,06	106,20	106,72	106,54

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	15-11-91	18-11-91	19-11-91	20-11-91	21-11-91
RM	2 506 111	3 526 487	3 032 477	2 610 543	-
Comptant	7 438 685	9 587 975	7 192 178	5 488 631	-
R. et obl.	259 331	108 344	100 167	104 896	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	10 304 147	13 222 806	10 324 822	8 204 070	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	12-11-91	11-11-91	10-11-91	09-11-91	08-11-91
Françaises	121,2	118	115,4	115,3	115,6
Etrangères	112,1	110,2	109,2	109,5	109,2

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	18-11-91	19-11-91	20-11-91	21-11-91	22-11-91
Général	493,1	492,2	484,6	479,2	480,5
(base 100, 31 décembre 1981)					
Général	493,1	492,2	484,6	479,2	480,5
(base 100, 31 décembre 1987)					
CAC 40	1 808,27	1 765,09	1 763,49	1 766,02	1 741,28

Pétroles

	22-11-91	Diff.
BP-France	132	-6
ELF-Aquitaine	400,40	-34,80</

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'ascendant de l'Allemagne

Le privilège des organisations supranationales pourrait être remis en cause par le Parlement italien. On envisage à Rome de placer tous les emprunteurs sur un pied d'égalité. Actuellement, l'imposition des revenus des capitaux placés en euro-obligations par des prêteurs italiens dépend de l'identité des débiteurs. Normalement, un précompte de 30 % vient grever le rendement des titres internationaux acquis dans leur pays par des italiens. Un traitement de faveur est toutefois réservé aux valeurs mobilières émises par l'Etat et certaines de ses dépendances, ainsi qu'aux quatre organisations suivantes : la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), celle de l'énergie atomique (Euratom), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque mondiale.

Ces emprunteurs, sauf Euratom, qui n'a plus guère l'occasion de lever des fonds, ont ces derniers mois tiré un parti considérable de la situation. Ils savaient que les investisseurs transalpins, alléchés par l'exemption de toute retenue à la source, allaient accepter sans rechigner les conditions extrêmement sévères qui leur étaient proposées en différentes devises, en euros mais également en marks ou en pesetas, par exemple. De nombreuses émissions ont ainsi vu le jour qui ne pouvaient s'adresser qu'à des italiens, lesquels se contentaient d'un rendement certes assez maigre mais toujours plus élevé que celui que leur auraient procuré des titres d'autres débiteurs, une fois soustraits le précompte. Les bailleurs de fonds domiciliés dans d'autres pays, où on ne fait pas de distinction semblable, s'en détournaient car, pour eux, le niveau de l'intérêt était franchement insuffisant.

Si les changements dont il est fortement question à Rome sont appliqués prochainement, le coût moyen des emprunts de ces grandes organisations supranationales se rapprochera de celui des autres débiteurs de tout premier plan, et la concurrence pour l'ob-

tention de fonds sera plus vive sur le marché international. Cette perspective préoccupe déjà tous les spécialistes, dont la plupart ne manquent pas de relever un autre élément déterminant : l'ascendant exercé par les autorités allemandes et leur influence sur d'autres pays européens. La question du privilège des organisations supranationales est débattue depuis plusieurs mois, mais il a fallu attendre que la coalition au pouvoir à Bonn s'entende sur de nouvelles dispositions fiscales pour qu'à Rome on en parle ouvertement. En gros, les mesures envisagées en Italie devraient conduire à un système très proche de celui prévu par le programme allemand (le Monde daté 14-15 juillet et 17-18 novembre).

De longs emprunts de Total

Parmi les emprunteurs français qui se sont présentés ces derniers jours, le Crédit lyonnais s'est distingué en introduisant sur le marché de l'euro-dollar une clause qui jusqu'alors n'avait été appliquée que dans le compartiment du franc. Il s'agit de la possibilité offerte aux banques chargées de gérer l'affaire d'augmenter, pour leur compte ou celui de leurs clients, aux conditions initiales, la part qui leur est assurée au départ dans l'émission. Il leur est laissé quelques jours pour faire usage de cette option. On l'abandonnera si le marché se détériore mais on en fera grand cas s'il s'améliore, car alors le rendement proposé un peu plus tôt apparaîtra très attractif. La SNCF a coutume d'agréer ses émissions de clauses de ce genre et cela lui a souvent réussi. Le Crédit lyonnais a suivi son exemple à l'occasion de sa dernière émission de type classique en eurofrancs. L'opération du Crédit lyonnais, d'une durée de trois ans, porte sur 250 millions. Son taux d'intérêt facial est de 6,375 %.

En francs suisses et en marks, la société Total offre en souscription publique des emprunts qui vien-

dront à échéance en 2001. Peu de sociétés industrielles sont en mesure de se procurer des ressources pour une durée aussi longue. L'emprunteur a échangé les produits de deux transactions qui se montent à 100 millions de francs suisses et 200 millions de marks contre des fonds en dollars qu'il lui faudra rembourser en fonction de l'évolution du marché monétaire. Les chefs de file sont respectivement l'Union de banques suisses et la Deutsche Bank.

Le compartiment des emprunts en francs français a accueilli deux opérations à caractère international. Celle émise selon les règles du marché intérieur pour le compte de la SNCF par l'intermédiaire de la BNP et de Paribas a été très bien accueillie à l'étranger. Il est encore trop tôt pour juger du sort de la seconde, une véritable euro-emission lancée vendredi pour une signature très rare en France, la Province de Québec, qui, pour son opération de 2 milliards d'une durée de huit ans, propose un taux d'intérêt facial de 9,375 %. Le prix d'émission a été fixé de façon à procurer aux investisseurs un rapport supérieur de 62 points de base (au centième de point de pourcentage près) à celui des obligations du Trésor. L'affaire est dirigée par le Crédit commercial de France.

Pour ce qui est des actions, la tranche internationale qui s'ajoute à l'offre publique de vente faite en France pour le compte du Crédit local est un grand succès. La demande porte sur près de quatre fois le volume de 1,9 million de titres disponibles. Dans la conjoncture boursière actuelle, un tel résultat est impressionnant. La société est très connue hors des frontières. Elle doit une grande part de sa notoriété à sa présence sur le marché des obligations. Le prix d'émission était fixé à 210 francs et Paribas est à la tête du groupe de banques qui s'occupent de cette opération.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le dollar s'affaiblit, le mark flambe

Rien ne va plus pour la devise américaine, et cela ne va pas très bien dans le système monétaire européen (SME). Le dollar a, cette semaine, dépassé son seuil de résistance, que les opérateurs fixaient à 1,6250 de francs pour le dollar. A la veille du week-end, glisser largement au-dessous de 1,60 mark, à 1,58 DM, et frôler les 5,40 francs. Ainsi, plus de la moitié de la reprise du dollar, depuis sa grande dégringolade de l'été dernier, juste avant le déclenchement de la guerre du Golfe (1,44 DM et 4,96 francs), se trouve annulée.

Il faut dire que les mauvaises nouvelles en provenance des Etats-Unis n'ont cessé d'affluer, renforçant les doutes dans la solidité de la reprise de l'économie, si ardemment anticipée, notamment par Wall Street. La forte chute des cours (près de 4 %) du vendredi 15 novembre, encore aggravée les jours suivants, qui traduisait le scepticisme des milieux financiers, ébranlait encore un peu plus le dollar, en même temps que les Bourses de valeurs dans le monde entier. A la veille du week-end, l'annonce d'une nouvelle et forte hausse des demandes d'indemnités de chômage aux Etats-Unis, en progression de 39 000 unités au cours de la semaine se terminant le 9 novembre, fit très mauvais effet : on tablait sur une baisse. La semaine précédente, ces demandes avaient déjà augmenté de 33 000.

Dans ces conditions, nombre d'analystes estiment que la Réserve fédérale va encore assouplir sa politique, avec une nouvelle diminution de son taux directeur, celui de l'indemnité du marché interbancaire par injection de liquidités (Federal

Funds). Un abaissement supplémentaire de son taux d'escompte, actuellement fixé à 4,50 %, pourrait intervenir avant Noël. En fait, comment à penser certains opérateurs, il faudrait un loyer de l'argent à court terme à 3 % pour faire bouger l'économie et provoquer un gonflement de la masse monétaire, dont la stagnation révèle une inquiétante apathie.

La livre au plus bas

Selon la dernière étude de l'Association nationale des économistes d'entreprise parue à Washington, si l'économie américaine ne semble pas devoir sombrer de nouveau dans la récession (le fameux «double dip»), sa reprise devrait être modeste, les membres de l'Association se montrant moins optimistes qu'au mois d'août.

La baisse du dollar s'accompagne d'une hausse du mark, aux dépens, naturellement, des autres monnaies du système monétaire européen, surtout de la livre sterling. Lundi 19 novembre dans la matinée, le cours de la devise allemande à Paris dépassa légèrement 3,42 francs, à un centime seulement de son plafond de 3,4305 francs. C'était trop pour la Banque de France, qui relevait alors ses taux directeurs, signal très clair donné aux marchés : le franc serait défendu, quel qu'en soit le prix. Du coup, le mark redescendait à 3,4150 francs. Il est vrai que les avoirs de change nets de la France, retombés de 162 milliards de francs fin 1990 à 109 milliards de francs au début de l'été - au profit de la peseta espagnole - pour se reconstruire à 162 milliards de francs fin octobre

1991, subissaient à nouveau une ponction.

Il fallait donc agir. M. Bérégovoy tenait à rappeler au marché « qu'il ne faut pas spéculer contre le franc. Toute dévaluation, signe d'une mauvaise gestion ou d'erreurs passées, apparaît un pays, surtout les petites gens ». L'avertissement est net : dévaluation ou argent cher, de deux maux il faut choisir le moindre, et le ministre des finances a choisi. Vendredi, pourtant, le mark remontait à 3,4183 francs à la cotation officielle de Paris.

Autre monnaie éprouvée, la livre sterling, qui subit les inquiétudes de la City sur les chances de victoire du Parti conservateur aux prochaines élections législatives, et souffre du durcissement des taux d'intérêt français. Vendredi 22 novembre, la monnaie britannique, en queue du système, est tombée à son plus bas niveau contre le mark depuis son adhésion au SME, en octobre 1990 : moins de 2,85 marks. La Banque d'Angleterre a entrepris d'intervenir pour empêcher une crise des changes. Le gouvernement n'a pour sa part pas manqué de faire savoir qu'il n'hésiterait pas à relever les taux d'intérêt, comme vient de le faire la France, afin de défendre la livre. On est visiblement pas près de dépasser la zone de turbulences dans laquelle est entré le SME depuis quelques semaines...

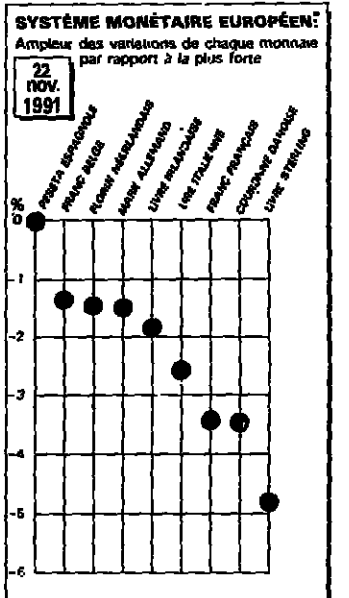
F. L. et F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 NOVEMBRE AU 22 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	DM	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7985	-	18,4467	70,8215	63,0517	3,6049	55,9597	6,8833
	1,7700	-	17,8838	68,9655	61,1620	2,9673	54,2993	6,8810
Paris	5,7495	3,4210	-	383,0235	341,8032	16,5952	303,3575	4,5175
	5,7490	3,3910	-	383,0235	341,8032	16,5952	303,3575	4,5175
Zurich	2,5194	1,4120	26,9468	-	89,8296	4,3226	79,0151	1,1759
	2,5662	1,4800	25,9346	-	88,6826	4,3026	78,6798	1,1759
Frankfurt	2,8524	1,5848	28,2565	112,3229	-	4,8546	86,7538	1,3216
	2,8939	1,6350	28,2434	112,7986	-	4,8516	86,7140	1,3246
Bruxelles	58,7549	32,67	4,0765	23,1773	20,5969	-	18,2820	2,7225
	59,549	33,70	4,0775	23,2413	20,6116	-	18,2854	2,7331
Amsterdam	3,2139	1,7670	33,9643	1,2655	112,6737	5,4698	-	1,4891
	3,2621	1,8430	33,9643	1,2710	112,7217	5,4698	-	1,4947
Milan	218,1	126	21,3413	99,883	756,494	3,789	471,5165	-
	218,21	123	22,5739	89,3448	754,1284	3,8872	469,0179	-
Tokyo	232,905	129,50	21,8885	91,7138	81,6519	3,9638	72,4878	0,1079
	228,923	129,50	21,2337	89,5862	78,4495	3,8541	70,4829	0,1053

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 novembre, 4,3040 F contre 4,3525 F le vendredi 8 novembre 1991.



MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao dans un nouveau cycle

Le temps est loin où la fève de cacao était appelée *amygdalia monetaria*, ou amande monétaire, par égard à leur usage mercantile. Au temps des Aztèques, un esclave valait cent fèves, un lapin dix fèves, et les transactions les plus usuelles s'effectuaient en cacao. Cette matière première tropicale est allée, depuis, de déboires en catastrophes, privant les pays producteurs, africains principalement, des moyens sonnants et trébuchants de leur indépendance économique. Mais, pour la première fois depuis huit ans, la campagne qui s'est ouverte le 1^{er} novembre s'annonce déficitaire à hauteur de 150 000 tonnes de 200 000 tonnes. Après tant d'années d'excédents, cette perspective a fait grimper les cours d'environ 30 % en quatre mois à Londres, le marché se situant autour de 790 livres la tonne pour livraison en mai, l'échéance la plus représentative. Plusieurs écarts continuent de gresser le cacao, et en premier lieu

le stock régulateur de 230 000 tonnes, en sommeil depuis l'éclatement de l'accord international il y a deux ans. Globalement, les réserves mondiales sont estimées à plus de 1,5 million de tonnes, soit l'équivalent de huit mois de consommation, et les chances de voir l'URSS acheter autre chose que des produits alimentaires de première nécessité sont bien minces. En période normale, Moscou achète bon an mal an quelque 200 000 tonnes de fèves, soit à peu près 10 % de la demande mondiale. Les difficultés financières de l'Union font que depuis mars, elle n'a acheté que 15 000 tonnes. Certes, la société d'achats alimentaires soviétique Prodimorg est liée avec le négociant français Sucres et Denrées pour une commande de 150 000 tonnes livrable entre décembre et mai, en provenance de la Côte d'Ivoire. Au siège parisien de Sucres, on confirme que la transaction n'est en rien remise en cause par les problèmes aigus de devises que rencontre l'URSS. « Si cette marchandise quitte effectivement la Côte d'Ivoire pour l'Union soviétique, ce sera bon pour les prix qui devraient encore augmenter. Si, pour une question de logistique ou de paiement, ce cacao est détourné sur le marché mondial, ce supplément viendra peser sur les prix », expliquait vendredi un négociant. Car toute la question est de savoir si le déficit de l'offre sur la demande en 1991 sera ou non remis en cause par le comportement des Russes.

La maladie du « balai de sorcière »

S'agissant de la production mondiale, les estimations les plus récentes montrent que la récolte ivoirienne atteindra environ 690 000 tonnes (dont 600 000 tonnes pour la principale), contre 785 000 tonnes lors de la précédente campagne. La marchandise devrait se présenter

sur le marché dès le début de décembre. Quant à la récolte principale brésilienne, elle est évaluée à 150 000 tonnes, en repli de 60 000 tonnes, une partie des plantations étant touchées par une maladie dite du « balai de sorcière ». La récolte du Nigeria est elle aussi prévue en baisse d'environ 40 000 tonnes (à 120 000 tonnes), celle de la Malaisie étant maintenue à son niveau de l'an passé, autour de 240 000 tonnes.

De l'avis des professionnels, il semble que le cacao soit - enfin - entré dans un nouveau cycle de hausse. Mais la période qui va de novembre à fin février est rarement favorable aux prix, car les arrivages ne cessent d'accumuler dans les ports européens et américains. C'est seulement dans trois mois qu'on saura si l'offre a été conforme aux attentes du marché. Il reste que les dernières années de bas prix ont eu un impact réel sur nombre de plantations, qu'il s'agisse des propriétés d'Etat ou des fermes villageoises. La consommation d'intrants, de fongicides et d'engrais a été réduite, faute de devises pour se les procurer. Le ramassage des fèves s'effectue souvent avec moins de soins et d'assiduité que naguère, lorsque le cacao « payait ».

Dans ce contexte, les espoirs les plus solides de voir les prix s'améliorer reposent sur une volonté réelle de concertation entre les différents producteurs, ceux d'Afrique et d'Asie principalement. Cette volonté manque singulièrement, et ce sera un des défis de la prochaine Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) que de restaurer un dialogue Sud-Sud autour des matières premières. La CNUCED se réunira en février, à Carthagène (Colombie), à l'époque où les arrivages de cacao touchent à leur fin. L'heure des comptes sera venue.

ÉRIC FOTTORINO

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une hausse surprise à Paris

Lorsque, le lundi 18 novembre, en début d'après-midi, la Banque de France, pour défendre le franc, annonça sans crier gare, un relèvement de ses taux directeurs, abais-

sés d'un quart de point un mois auparavant, ce fut une sacrée surprise pour les opérateurs de la place de Paris! De plus, l'institut d'émission majoritairement d'un demi-point son taux d'appel d'offres, porté de 8,75 % à 9,25 %, se contentant toutefois d'un quart de point pour des interventions à cinq jours (10 % contre 9,75 %), ce qui établissait à ses trois quarts de point habituel le « chenal » d'évolution des taux directeurs, balisé par le bas et par le haut. Sacrée surprise, avouons-nous, pour les opérateurs, qui durent « encaisser » une variation instantanée de plus d'un quart de point (0,30 %) sur le taux de l'argent à trois mois (PIBOR) avec des pertes sensibles pour ceux qui spéculaient sur une baisse des taux et, donc, une hausse des cours : il y a eu « du sang sur le carreau ».

Sur le MATIF, la secousse fut assez sévère. Le cours de l'échéance décembre, qui la semaine dernière se payait le luxe de caracoler aux environs de 107,50, tout près de son record de l'année établi au début de mai à 107,60, chuta immédiatement à 106,70. Du coup, le rendement de l'OAT dix ans passa de 8,70 % à 8,84 %, le loyer de l'argent au jour le jour s'établissant, en fin de semaine, un peu au-dessous de 10 %, à 9 7/8 %, bien au-dessus des trois mois ne dépassant pas 9 1/2 %.

La fameuse « inversion », le court terme passant au-dessus du long terme, s'est donc accentuée. Le phénomène indique clairement que les marchés continuent à croire à une baisse des taux longs, ou tout au moins à leur stabilité, ces marchés n'ayant pas changé d'opinion sur la « sagesse » de la France en matière d'inflation, et considérant que la tension sur le court terme est tem-

Pas de relèvement du taux de base bancaire

En dépit du relèvement des taux directeurs de la Banque de France, l'abaissement récent du taux de base des banques (TBB), ramené de 10,25 % à 10 % le 17 octobre dernier, ne sera pas remis en cause. Le renchérissement du coût de refinancement des établissements est, certes, automatiquement répercuté par ces derniers sur leurs clients. 83 % des crédits à court terme se trouvant assortis de taux variables, indexés sur ceux du marché interbancaire. Pour les 17 % restants, indexés sur le TBB, soit l'équivalent de 300 milliards de francs, et qui sont accordés essentiellement aux PME et aux particuliers, le maintien du TBB à son niveau actuel, imposé aux banques nationalisées par la Rue de Bercy, entraîne un manque à gagner d'environ un milliard de francs, au préjudice des banques.

Pour compenser ce manque à gagner, une nouvelle diminution de réserves non rémunérées, que les établissements constituent obligatoirement auprès de l'institut d'émission, va être décidée. Ces réserves avaient déjà été ramenées de 80 milliards de francs à une soustraction de milliards de francs le 16 octobre 1990. Cette fois-ci, une réduction du taux des réserves sur les dépôts à vue (5,5 %), resté inchangé l'an dernier, de l'ordre d'une dizaine de milliards de francs, serait suffisante pour procurer aux banques le milliard perdu.

Sur le marché obligataire, quelque peu perturbé par le relèvement des taux directeurs, comme l'a été le MATIF, les émissions nouvelles ont été relativement bien accueillies, compte tenu des circonstances. Certes, les non-résidents, assez actifs la semaine dernière sur les OAT et BTAN, sont moins présents cette semaine, et la préparation de l'échéance de fin d'année, le fameux « habillage des bilans » (*window dressing*), commence à peser, ralentissant les opérations. Mais on a, tout de même, noté un assez vif intérêt des étrangers, non seulement pour la récente émission, en eurofrancs, de France Télécom (un succès), mais aussi pour la tranche internationale (1,1 milliard de francs à 9 % nominal et 9,04 % réel) de la SNCF. Sur le marché des actions, la tranche internationale des titres Crédit local de France mise sur le marché (20 % du capital émis, soit 1 900 000 titres), y compris par des particuliers allemands et suisses.

Sur le marché français, la tranche domestique de l'emprunt SNCF (1,4 milliard de francs) a un peu souffert de la possibilité d'un relèvement de 20 % des montants offerts un peu plus tard, cette option ne facilitant pas la cotation dans l'immédiat, car elle introduit une incertitude. A d'autres époques, plus favorables aux émissions, c'était l'inverse.

FRANÇOIS RENARD

Handwritten note in Arabic script: "هذا من المال"

شباب في الحقل

Le Monde

Après la désignation de M. Boutros-Ghali au secrétariat général des Nations unies

Mécontentement de M. Shamir dans un concert de félicitations

New-York s'apprête à accueillir le prochain secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, la semaine prochaine, pour un début de passage des pouvoirs, à son retour d'une réunion des pays non alignés à Caracas. M. Javier Perez de Cuellar, en tournée en Europe, a déjà adressé ses félicitations à son successeur, cependant que le groupe africain, au sein du palais de verre new-yorkais, manifestait une grande satisfaction pour la désignation de « son » candidat. Seule fausse note marquante, dans un concert de réactions très favorables à travers le monde : l'inquiétude du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir.

« Le statut d'Israël aux Nations unies n'a jamais été des plus brillants, et cette élection ne fait qu'accroître ce fait », déclare M. Shamir à la télévision israélienne, vendredi 22 novembre, au cours de sa visite à Washington. Toutefois, M. Yossi Ahimeir, proche conseiller de M. Shamir, a indiqué qu'il espérait que le diplomate égyptien resterait neutre dans le conflit israélo-arabe. Il a estimé que M. Boutros-Ghali était l'un des dirigeants égyptiens dont l'attitude était la plus positive à l'égard d'Israël, même s'il considérait que

L'état hébreu devait se retirer des territoires occupés. M. Boutros-Ghali avait accompagné le président Anouar El Sadate lors de sa visite historique à Jérusalem, en 1977, qui devait aboutir à la signature d'un traité de paix entre les deux pays deux ans plus tard. Au Caire, le ministre des affaires étrangères, M. Amr Moussa, a qualifié l'élection de son compatriote de « victoire pour la politique modérée et sage » suivie par le président Hosni Moubarak.

Les autres pays arabes ont accueilli avec satisfaction la première élection d'un Arabe à la tête des Nations unies, en souhaitant qu'elle ouvre la voie à l'application des résolutions de l'ONU pour la paix au Proche-Orient. La Ligue arabe, qui regroupe vingt pays et l'OLP, a notamment espéré que les Nations unies,

« sous la conduite de son nouveau secrétaire général, aient un rôle efficace (dans la recherche) d'une paix globale et juste au Proche-Orient ». De son côté, l'OLP a elle aussi souligné qu'elle s'attendait à un rôle « efficace » de l'ONU « pour assurer la protection du peuple palestinien dans les territoires occupés ». L'émir du Koweït s'est félicité du choix du Conseil de sécurité, rappelant que l'Égypte avait participé à la coalition internationale anti-irakienne pendant la guerre du Golfe.

La France « comblée »

En Europe, la Grande-Bretagne, qui avait exprimé des réserves envers la candidature du diplomate égyptien, a salué « l'expérience et les qualités personnelles » de M. Boutros-Ghali. Pour sa part,

M. Roland Dumas s'est « réjoui » de cette désignation en rappelant que la France « avait soutenu la candidature » du ministre égyptien. « En désignant M. Boutros-Ghali, le Conseil de sécurité a choisi un homme qui a la prudence, l'autorité et la volonté pour réussir dans cette fonction », a dit le ministre des affaires étrangères, à Phnom-Penh, où il effectuait une visite officielle. M. Boutros-Ghali est tout à fait l'homme de la situation pour gérer les problèmes internationaux. » Auparavant, le porte-parole du Quai d'Orsay avait déclaré : « Ce choix comble les attentes de la France, qui souhaitait un secrétaire général représentant d'un pays du continent africain et qui souhaitait également qu'il maîtrise parfaitement le français, l'une des langues de travail des Nations-unies. » (AFP, Reuter.)

Le soutien de Washington, « faute de mieux »...

WASHINGTON

de notre correspondant

Comme le veut l'usage diplomatique, le président George Bush et le secrétaire d'Etat James Baker ont adressé vendredi 22 novembre leurs chaleureuses félicitations au nouveau secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali. Ce dernier a été assuré du « ferme soutien » des Etats-Unis et de leur détermination à travailler étroitement avec lui.

L'extrême courtoisie de cette réaction ne rend cependant pas tout à fait compte des sentiments réels de l'administration Bush. Si les Etats-Unis ont très certainement voté pour M. Boutros-Ghali lors du scrutin au Conseil de sécurité, c'est « faute de mieux », comme on dit crûment à Washington. Les Etats-Unis voulaient un candidat plus jeune et au profil de diplomate moins traditionnel. Ils voulaient un homme incarnant la chance nouvelle que les optimistes prêtent à l'organisation : libérée du paralysant antagonisme américano-soviétique, l'ONU devrait être à même de profiter de la coopération entre Moscou et Washington pour

pouvoir réellement être un instrument de gestion pacifique des conflits. Ce candidat, ont constaté avec tristesse les Etats-Unis, n'existait pas.

Citée par le Washington Post, une source américaine officielle explique : « De tous les candidats qui sont apparus, c'est Boutros-Ghali qui était le meilleur du lot. Mais il n'y avait pas de meilleur choix, il y a dix ans, quand il était encore dans la force de l'âge. Même si son âge n'était pas un facteur, il appartenait à la même génération de diplomates ancienne manière que Perez de Cuellar incarne. » Dressant le portrait de l'Élu, le New York Times écrit, pour sa part, que finalement « son infaillible campagne, couplée à son habileté à évoquer avec inspiration un avenir renouvelé pour l'organisation, de nature à répondre aux défis du vingt et unième siècle, a convaincu les derniers sceptiques et notamment le président Bush qui, au dernier moment, a décidé de lui apporter son soutien ».

Les Etats-Unis voulaient aussi un homme aux solides compétences de gestionnaire pour mettre de l'ordre dans l'im-

mense machinerie de l'ONU. Cette dernière intention ne manqua pas d'être quelque peu paradoxale — pour ne pas dire plus — quand on sait que les Etats-Unis sont un fort mauvais payeur, alors que leur quote-part représente quelque 25 % pour cent du budget de l'organisation new-yorkaise, ils sont très en retard dans leurs paiements.

Vue de Washington, la candidature de M. Boutros-Ghali n'en présente pas moins un aspect rassurant. Ce homme marié à une juive est un homme de tolérance. Acte égyptien a été un des plus proches conseillers du président Anouar El Sadate lors de la négociation des accords de paix de Camp David. Cet érudit, s'il parle un français d'académicien, n'en manie pas moins couramment l'anglais. Enfin, M. Boutros Boutros-Ghali a contribué — aux côtés du président Hosni Moubarak — à façonner la coalition arabe anti-Sadate Hussein que les Etats-Unis ont réunie au lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak. Ce sont là, tout de même, autant de gages et caractéristiques que l'on apprécie à Washington.

ALAIN FRACHON

Pour 1992

Le Sénat américain vote un budget militaire de 291 milliards de dollars

Le Sénat américain a voté, vendredi 22 novembre, un budget militaire de 291 milliards de dollars pour 1992, prévoyant le développement des programmes de l'initiative de défense stratégique (IDS) mais sonnant apparemment le glas du développement futur du bombardier futur B-2.

L'armée de l'air voulait se doter de soixante-quinze de ces appareils coûteux, mais les fonds approuvés par les sénateurs ne permettront la production que de quinze appareils. Un seul autre B-2 sera construit, à condition que le Congrès reçoive l'assurance du Pentagone que des problèmes techniques (signature radar plus importante que prévu des appareils) ont été réglés.

Le budget prévoit 4,15 milliards de dollars pour développer le projet GPALS (protection globale contre les frappes nucléaires limitées), issu de l'IDS, soit une augmentation de 30 % par rapport à 1991. Par ailleurs, le nombre de soldats d'active s'établira désormais à 1,8 million d'hommes et de femmes, soit une diminution de 106 000 personnes. Le budget doit être transmis au président George Bush pour signature. (AFP.)

Après 24 heures de recherche Le corps d'une fillette retrouvée dans un jardin de Villeneuve-d'Ascq

LILLE

de notre correspondant

Les policiers ont retrouvé samedi matin 23 novembre, vers 8 h 45, le corps de la petite Lucie Parmentier, âgée de deux ans, et qui avait disparu la veille. La fillette gisait sous des feuilles dans un petit jardin, à proximité du centre commercial V2, à Villeneuve-d'Ascq. De source policière, on indiquait samedi en fin de matinée que la mère de l'enfant avait avoué avoir étranglé Lucie avec un foulard. Les enquêteurs procédaient à des vérifications.

Lucie avait disparu vendredi après-midi peu avant 16 heures alors qu'elle se trouvait avec sa mère une habitante de Faches-Thumesnil, dans la banlieue lilloise, au centre commercial V2. Aussitôt l'alerte était donnée et des moyens importants mobilisés pour fouiller le centre commercial et les alentours, dont le quartier de l'hôtel de ville, à Villeneuve-d'Ascq. Les policiers inspectèrent des carrières souterraines vers lesquelles un chien pointeur avait orienté les recherches.

JEAN-RENÉ LORE

Avant le 44^e congrès national

La CGT de Rhône-Alpes souhaite rejoindre un comité de syndicats « réformistes »

LYON

de notre bureau régional

Le secrétaire du comité CGT de Rhône-Alpes, M. Daniel Blanc-Brude, a déclaré, jeudi 21 novembre, à Lyon, que l'instance régionale de son syndicat souhaite participer aux travaux d'un comité franco-italien, créé par les délégations rhodaniennes de la CFDT et de Force ouvrière, d'une part, et par des représentants validistes et piémontais de la CGIL, de la CISL et de l'UIL côté italien (le Monde du 14 mars 1990). Ces organisations sont membres de la Confédération européenne des syndicats (CES), où l'adhésion de la CGT a été, à ce jour, refusée. Le comité est actuellement présidé par M. Antoine Fatig, représentant la CFDT de Savoie. Selon

M. Blanc-Brude, la CGT est prête à entrer dans ce comité inter régional, avant même que soit admise son adhésion à la CES et ce « sous conditions ni réserves », afin d'y faire des propositions sur les questions de transports, d'aménagement du territoire et sur le sort des travailleurs frontaliers.

Cette attitude semble assez distincte de positions antérieures de la CGT de Rhône-Alpes, qui avait surtout jugé l'intégration européenne comme une fuite en avant et un facteur de régression sociale. La démarche du comité régional CGT de Rhône-Alpes survient au moment où les structures de syndicalisme inter régional se multiplient. M. Blanc-Brude a souligné qu'elle n'est pas une totale innovation, puisque des contacts réguliers avaient lieu, de longue date, avec des syndicats allemands, espagnols ou italiens.

La demande d'adhésion de la CGT Rhône-Alpes a été annoncée symboliquement, le jour où le magazine Options, édité par l'Union générale des cadres, ingénieurs et techniciens CGT (UGICT-CGT), lançait commercialement, depuis Lyon, un premier numéro spécial, de diffusion nationale, rédigé conjointement par des militants de la CGT de Rhône-Alpes et de la CGIL du Piémont.

M. Blanc-Brude a souhaité voir s'élargir les initiatives envers les syndicats de Catalogne, de Bade-Wurtemberg et du Piémont, régions avec lesquelles le conseil régional, présidé par M. Charles Millon (UDF), a créé une association « Quatre Moteurs », visant à promouvoir l'idée européenne.

GÉRARD BUÉTAS

Nouvelle grève annoncée à Air France

Plusieurs syndicats du personnel au sol du groupe Air France (Air France, UTA, Air Inter) ont lancé un mot d'ordre de grève pour le jeudi 28 novembre. Ils entendent s'opposer à la reorganisation du groupe, à la disparition de la marque UTA et à la suppression de 3 000 emplois. Les arrêts de travail d'une durée de trois heures quantaient décidés pour les mêmes motifs, vendredi 22 novembre, ont provoqué quelques retards et amené Air France à annuler une vingtaine de vols sur trois cents.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

SOMMAIRE

DATES	
Il y a cent soixante ans, la révolte des canuts.....	2
ÉTRANGER	
La guerre civile en Yougoslavie.....	3
Le Parlement russe s'arrête le contrôle de l'émission monétaire en Union soviétique.....	3
Etat de grâce précaire en Erythrée.....	4
Zaire : le pouvoir et l'opposition ont signé une « déclaration commune ».....	4
La visite de M. Roland Dumas au Cambodge.....	5
POLITIQUE	
M. Le Pen invite des militaires à « un méchoui de la défense » chez un activiste pied-noir.....	6
Un conseiller général RPR dénonce les méthodes de voyous du Front national.....	6
La direction du PCF à l'écoute de sa base : un débat entre militants à Sarcelles.....	6
La préparation des élections régionales : le « Bourreau de Béthune » saute sur le Nord : deux listes socialistes concurrentes en Guadeloupe.....	6
Le Sénat propose une « privatisation véritable » pour diminuer la charge de la dette publique.....	7
Livres politiques par André Laurens : « L'emprise de la communication ».....	7
COMMUNICATION	
A trois mois des compétitions, TF1 maitronne de l'organisation des JO d'Albertville.....	7
SOCIÉTÉ	
L'affaire des cliniques marseillaises : le mystère Chouraqui.....	8
HEURES LOCALES	
Les villes ont le cœur fragile ■ Corse : une obsédante insularité.....	9 à 12
CULTURE	
Théâtre : « Un mari » d'Italo Svevo, mis en scène par Jacques Lassalle.....	15
Cinéma : « La Belle Noiseuse, divertimento ».....	15
ÉCONOMIE	
Une délégation du CNPF à Moscou.....	17
Négociations entre le gouvernement polonais et General Motors pour la privatisation de FSO.....	17
Revue des valeurs.....	18
Crédits, changes, grands marchés.....	19
Services	
Abonnements.....	2
Carnet.....	14
Météorologie.....	14
Mots croisés.....	14
Télévision.....	14
Spectacles.....	16
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Le numéro du « Monde » daté 23 novembre 1991 a été tiré à 493 539 exemplaires.	

EN BREF

■ CUBA : distributions d'armes aux ouvriers pour empêcher les vols de marchandises. — Les autorités cubaines ont commencé, vendredi 22 novembre, à distribuer des armes aux employés des usines, entrepôts, fermes d'Etat et abattoirs, pour prévenir les vols en forte augmentation depuis que l'île connaît des pénuries dues à la diminution des importations soviétiques. La population a été appelée « à semer tout ce qui est comestible dans tous les lieux possibles ». Par ailleurs, des policiers en civil ont molesté une dissidente, M^{me} Maria Elena Cruz Varela, du groupe interdit Critério Alternativo. — (AFP, Reuter.)

■ GUYANA : report des élections générales. — Le président Desmond Hoyte a annoncé, vendredi 22 novembre, que les élections générales, prévues pour le 16 décembre, étaient reportées à une date indéterminée. Cette décision a été prise sur recommandation de la commission électorale, en raison de l'impossibilité dans laquelle se trouvait cet organisme de compléter les listes électorales dans les délais prévus, a indiqué M. Hoyte. — (AFP.)

■ HAITI : soixante-quinze cadavres repêchés après le sautage d'un bateau. — Le bilan du naufrage, près des côtes cubaines, d'un bateau transportant clandestinement environ deux cents Haïtiens s'est alourdi, vendredi 22 novembre. La dernière estimation provisoire de l'Agence nationale cubaine AIN fait état de soixante-quinze cadavres repêchés et d'une soixantaine de disparus. Soixante survivants ont été recueillis par les autorités cubaines. — (AFP.)

■ IRAK : libération d'un homme d'affaires britannique. — Détenu en Irak depuis près de six ans, M. Ian Richter, un homme d'affaires britannique, a été libéré samedi 23 novembre. Londres

devrait débloquer 110 millions de dollars (600 millions de francs environ) d'avoirs irakiens des sans rapatriement en Angleterre. Cette annonce a été faite par le délégué spécial de l'ONU, le prince Sadruddine Aga Khan, lors d'une conférence de presse, samedi 23 novembre, à Bagdad. — (AFP.)

■ PÉROU : l'ex-président Alan García inculpé. — Le procureur général du Pérou a inculpé, vendredi 22 novembre, l'ancien président Alan García (1985-1990), dont l'immunité parlementaire avait été levée en octobre, pour « enrichissement illicite ». Il est accusé d'avoir détourné 500 000 dollars pour se faire construire trois maisons à Lima. Le dossier de M. García, qui avait par ailleurs été soupçonné d'être impliqué dans une affaire de pots-de-vin liée au scandale de la BCCI, sera transmis à la Cour suprême.

■ URSS : suicide de la poétesse Ioulia Drounina. — La poétesse soviétique Ioulia Drounina, secrétaire du comité directeur de l'Union des écrivains de l'URSS, auquel elle appartenait depuis 1981, membre du présidium du comité des femmes, s'est suicidée jeudi 21 novembre dans le garage de sa datcha, dans les environs de Moscou. Agée de soixante-sept ans, elle siégeait au Congrès des députés de l'URSS où elle avait été élue en mars 1989. Elle a laissé un message indiquant que « personne n'était responsable de son geste ».

■ Mort du cinéaste Tadashi Imai. — Le metteur en scène japonais Tadashi Imai est mort à Tokyo le 22 novembre d'une hémorragie cérébrale, à l'âge de soixante-neuf ans. Ce fils de bonze qui avait débuté sous le régime militariste fut un des cinéastes engagés à gauche de l'après-guerre, ce qui lui valut des difficultés avec les très conservateurs studios. Il a réalisé en indépendant une bonne part de son œuvre prolifique, au contenu

social (Nous sommes vivants, 1951, la Rivière sans pont, 1970...) ou historique (La Femme infidèle, 1958). Imai venait de terminer la Guerre et la Jeunesse, qui décrit l'attaque aérienne américaine sur Tokyo en 1945.

■ Des autobus fonctionneront au méthane à Lille en 1992. — Pour la première fois en Europe, quatre autobus de Lille (CUDL) fonctionneront en 1992 grâce à du gaz méthane fabriqué dans une station d'épuration des eaux, a-t-on appris vendredi 22 novembre auprès de l'Observatoire communautaire de l'environnement.

■ Accord « amiable » A 2-TF 1 à propos de l'émission « Spécial Montand ». — A 2 et TF 1 ont conclu un accord amiable sur le différend qui les opposait depuis le 9 novembre, date de la diffusion par TF 1 d'un « Champs-Élysées spécial Yves Montand », produit par Michel Drucker alors qu'il était encore sur A 2. Après les menaces d'A 2 de déposer un référé contre TF 1 et la société de production de Michel Drucker DMD (le Monde du 15 novembre), les deux chaînes, « à l'initiative conjointe d'Hervé Bourges et Patrick Le Lay », se sont rapprochées et sont parvenues à un accord amiable sur les conditions de répartition du public subi par A 2, précise le communiqué publié vendredi 22 novembre par les deux chaînes. Le texte ne précise ni la forme ni le montant éventuel de cette répartition.

■ Le séminaire Sciences Po — le Monde sur France-Inter. — Le quatrième séminaire organisé par Sciences Po et le Monde, le 26 novembre à l'hôtel Nikko, à Paris, sur le thème « Entreprises, médias : des liaisons dangereuses », fera l'objet de l'émission « le téléphone sonne » de France-Inter ce même jour à partir de 9 heures. Les auditeurs peuvent, dès 17 heures, poser leurs questions en téléphonant au (1) 45-24-70-00.

Le Dénier de Danielle sur FAS

Le Dénier de Danielle sur FAS

Le Dénier de Danielle sur FAS